

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
MOUVEMENT DE CONCENTRATION

DANS LES
BANQUES DE DÉPÔT EN ANGLETERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 10 janvier 1910, à 1 h. 1/2

PAR

Jean G. RAFFARD

Président : M. TRUCHY.

Suffragants : { MM. ALGLAVE, }
 DESCHAMPS, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE

MOUVEMENT DE CONCENTRATION

DANS LES

BANQUES DE DÉPOT EN ANGLETERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 10 janvier 1910, à 1 h. 1/2

PAR

Jean G. RAFFARD

Président : M. TRUCHY.

Suffraganis : { MM. ALGLAVE, } professeurs.
 { DESCHAMPS, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A LA MÉMOIRE DE MON PERE

BIBLIOGRAPHIE

I. — Ouvrages.

- A history of Banking in All the Leading Nations** 4 vol., édité par l'éditeur du *Journal of Commerce*, New-York, 1896.
- Arnauné (A.)**. — La monnaie, le crédit et le change, 3^e éd., 1906, Félix Alcan, Paris.
- Bagehot (W.)**. — *Lombard Street*. Londres, 1908, Kegan Paul, Trench Trübner et C^o.
- Bernstein (Edouard)**. — Socialisme théorique et social-démocratie pratique. Trad. A. Cohen, Paris, 1900.
- Bourguin (Maurice)**. — Les systèmes socialistes et l'évolution économique. Paris, A. Colin, 1907.
- Cauwès (Paul)**. — Cours d'économie politique. Paris, 1893.
- Conant (C.-A.)**. — The evolution of moderne banking, *Political science Quaterly*, décembre 1899.
- The Principles of money and banking, 2 vol., New-York, 1905.
- A history of moderne banks of issue, 4^e éd., New-York et Londres, G. P. Putnam's Sons, 1909.
- Courcelle-Seneuil**. — Les opérations de banque, 9^e éd., revue par André Liesse, Paris, 1905.
- Courtois fils (Alphonse)**. — Histoire des banques en France. Paris, 1881.
- Depitre (Edgard)**. — Le mouvement de concentration dans les banques allemandes. Paris, A. Rousseau, 1905.
- Diouritch (Georges)**. — L'expansion des banques allemandes à l'étranger, ses rapports avec le développement économique de l'Allemagne. A. Rousseau, 1909.
- Easton (H. T.)**. — Banks and Banking. Effingham Wilson, Londres, 1904.
- The Work of a Bank. Effingham Wilson, Londres, 1906.
- François (G.)**. — Les banques anglaises. *Revue d'Economie politique*, juillet 1902.
- Gide (Ch.)**. — Principes d'économie politique. Paris, 1894.
- Gilbart (J.-W.)**. — The History, Principles and Practice of Banking. Ed. revue par Ernest Sykes, 2 vol., Londres, 1907.

- Goldschmidt (Ernst).** — Die Bankgruppen. Ein Blick in die Konzentrationstendenzen der Kapitalistischen Wirtschaftsepoche. Mayence, 1904.
- Heber Hart.** — The Law of Banking. Londres, 1906.
- Hobson (J. A.).** — The evolution of modern Capitalism. Londres, Walter Scott, 1906.
- Howarth (William).** — Our banking Clearing system. Effingham Wilson, Londres, 1907.
- The banks in the Clearing House. Effingham Wilson, Londres, 1905.
- Jaffé (Edgar).** — Das englische Bankwesen, in Schmoller und Seering's Staats und Socialwissenschaftliche Forschungen. Bd. XXIII, Heft 4. Leipzig, 1905.
- Jevons (W. Stanley).** — Investigations in currency and Finance. Londres, 1884.
- Lévy (R. G.).** — Banques de dépôt et de spéculation, *Revue d'économie politique*, mai 1903.
- Lindley.** — A. Treatise on the Law of Companies, 2 vol., Londres, Sweet et Maxwell.
- Mac Leod, Henry Dunning.** — The elements of banking. Londres, 1891.
- The theory and practice of banking. Londres, 1892.
- The theory of credit. 2 vol. Londres, 1891-1894.
- Macrosty (H. W.).** — The Trust movement in *British Industry*. Londres, Longmans Green et Co, 1907.
- Trusts and the State. Londres, Grant Richards, 1901.
- Marshall (A.).** — Principles of economics. Macmillan. Londres, 1898.
- Marx (Karl).** — Le Capital, t. I, trad. Roy, Paris, 1873, t. II, III, IV. trad. J. Borchardt et H. Vanderrydt. Paris, 1900-1902.
- Méliot (M. et A.).** — La nouvelle loi anglaise sur les sociétés par actions du 21 décembre 1908. Traduction. Paris, Librairie du *Journal du Palais*, 1909.
- Neymarck (Alfred).** — Finances contemporaines. Paris, 1902. Les valeurs mobilières en France, leur capital et leur revenu au 31 décembre 1902, Paris, Guillaumin (et de nombreux articles en particulier dans le *Rentier*).
- Palgrave (R. H. Inglis).** — *Dictionary of Political Economy*. Londres, Macmillan et Co, 1894.
- Pellerin (Pierre).** — La loi anglaise de 1908 sur les sociétés par actions, traduction. Marchal et Godde. Paris, 1909.

- Proudhon.** — Manuel du spéculateur à la Bourse. Garnier fils, 1857.
- Saurel (Maurice).** — Sociétés de crédit contre banques locales. Paris, 1901.
- Sayous (A.-E.).** — Les banques de dépôt, les banques de crédit et les sociétés financières. Paris, 1901.
- Schumacher.** — Die Ursachen und Wirkungen der Konzentration im deutschen Bankwesen *Jahrbf. Gesetzg.* Leipzig., 1906, Heft. 3.
- Sénéchal (Léon).** — La concentration industrielle et commerciale en Angleterre. *Société des publications scientifiques et industrielles*, Paris, 1909.
- Smith (Adam).** — The wealth of nations. Methuen et C^o, Londres.
- Steele (Francis E.).** — Present day banking. Butterworth et C^o. Londres, 1909.
- Straker (J.).** — The money market. Methuen et C^o. Londres, 1904.
- Sykes (Ernest).** — V. Gilbart.
- Théry (Edmond).** — Les valeurs mobilières en France. *Econ. europ.*, Paris, 1897.
- Warschauer (Otto).** — Die Konzentration im deutschen Bankwesen, *Jahrb. für Nat. Ökon.*, août 1906, Iena.
- Wharton's Law-Lexicon**, par J. M. Lely, M. A. Oxon., Londres, Stevens and Sons, 1902.

Revue et périodiques.

A. — Anglais.

- The Bankers Magazine* (mensuel). Londres.
- Banking Almanac* (annuel). Londres.
- Economic Journal* (*Journal of the Royal Economic society*), Edité par F. Y. Edgeworth. Londres.
- The Economist* (hebdomadaire). Londres.
- The Investors' Guardian and Joint Stock Companies review* (hebdomadaire). Londres.
- The Journal of the Institute of Bankers* (mensuel). Londres.
- Journal of the royal statistical Society* (trimestriel). Londres.
- Mathieson Handbook for Investors* (annuel). Londres.
- The Stock Exchange Year book* (annuel), Londres (Thomas Skinner).
- The London Banks* (annuel). Londres (Thomas Skinner).
- The Statist* (hebdomadaire). Londres.

B. — Français.

- L'Economiste européen* (hebd.). Paris.
L'Economiste français (hebd.). Paris.
Journal de la Société de statistique de Paris.
Le Rentier (hebd.). Paris.

C. — Divers.

- Bank Archiv*. Berlin.
Jahrbücher für National OEkonomie. Iena.
Jahrbücher für Gesetzgebung. Leipzig.
Political Science Quaterly. New-York.
Quaterly Journal of Economies, Boston.
-

PRÉFACE

Une thèse d'économie politique est une réunion plus ou moins vaste de documents de toute nature que son auteur a mis en ordre de façon à faire apparaître le mieux possible les conclusions auxquelles on peut arriver. Nous ne prétendons donc à aucune originalité et sommes persuadé que toute la valeur de notre travail, si l'on veut bien lui en trouver, réside dans la valeur même des sources auxquelles nous avons puisé. Aussi les avons-nous indiquées le plus exactement possible.

Notre travail nous fut facilité par l'accueil toujours bienveillant que nous avons reçu en Angleterre. Nous y avons travaillé dans la Reading Room du British Museum et à la bibliothèque de l'Institute of Bankers, qui possède une riche collection d'ouvrages techniques et de périodiques anciens et modernes.

Nous tenons donc à remercier ici tous ceux qui tant en Angleterre qu'en France ont bien voulu nous éclairer de leurs conseils, et nous ont facilité les nombreuses recherches auxquelles nous avons dû nous livrer.

J. G. R.

INTRODUCTION

« Il n'y a pas plus de quinze ans, écrivait Proudhon, en 1857 (1), les hommes qui observaient avec attention le mouvement économique faisaient ressortir, au sein de la paix, l'incohérence des éléments sociaux ; ils en montraient l'antagonisme et les innombrables contradictions. C'était l'*anarchie industrielle*.... »

« Une telle situation, disaient-ils, est éminemment critique, et ne peut se soutenir ; elle doit fatalement, par le jeu de ses principes, aboutir, sous l'action prépondérante du capital, à une formation corporative, à une *féodalité industrielle*.

« *Anarchie industrielle, féodalité industrielle* : telle était selon eux, l'inévitable gradation. »

Proudhon parlant ainsi de féodalité industrielle et, d'une façon plus spéciale, de ploutocratie financière, ne faisait que signaler les débuts d'un mouvement que nous pouvons étudier aujourd'hui sinon dans sa phase terminale du moins à un moment avancé de son évolution : le mouvement de concentration des capitaux.

Ce mouvement de concentration n'est sans doute qu'un

(1) Proudhon, *Manuel du spéculateur à la Bourse*, éd. 1857, p. VII.

chapitre de la loi générale de concentration devenue aujourd'hui classique, et à la base de laquelle est une loi plus évidente encore et qui marque la tendance même de notre époque : la loi d'association. Notre vénéré professeur M. Gide en distingue trois formes (1) : l'association des hommes, celle des terres et celle des capitaux. C'est cette dernière forme seule que nous nous proposons d'étudier en Angleterre, et dans cette branche spéciale de l'organisation moderne que forme la banque.

Tout d'abord, pour éviter toute confusion à ce sujet, mettons de côté la question très intéressante, mais aussi fort traitée de la concentration dans les banques d'émission et de la tendance au monopole.

Tout le monde sait que dans les pays de civilisation ancienne l'émission n'est faite que par un nombre limité d'établissements, quelquefois par un seul qui dispose alors d'un réel privilège. La Banque de France possède ainsi le privilège de l'émission ; la Banque d'Empire en Allemagne ne le partage plus qu'avec quatre autres banques ; la Suisse vient d'organiser le monopole, et aux Etats-Unis où l'on était parti d'un principe absolument inverse, puisqu'on relevait en 1908 plus de 6.800 National Banks (2), il est aujourd'hui fortement question de l'établissement d'une banque centrale d'émission (3).

Cette question de la concentration dans les banques d'émission ne rentrera pas dans notre étude, ce ne sera donc qu'accessoirement que nous aurons à parler du mo-

(1) Gide (Ch.), *Economie politique*, p. 160 et sq. (Paris, 1906).

(2) V. *Journal of Institute of Bankers*, octobre 1909, p. 478 et sq.

(3) V. *Economist*, Londres, 9 octobre 1909. *A central bank and the economy of gold*. — V. *Journal of the Institute of Bankers*, novembre 1909, p. 550.

nopole de fait de la Banque d'Angleterre et de la circulation très réduite des autres banques (1).

Ce sont les banques privées, par opposition aux banques d'Etat chargées de l'émission (ou tout au moins banques subordonnées à des statuts légaux) qui feront l'objet de notre étude. L'Angleterre (et non la Grande-Bretagne) sera notre champ exclusif d'investigations, car il ne nous a pas paru possible d'englober dans une même étude les banques anglaises, écossaises et irlandaises dont les traditions et l'organisation sont de nature très différente.

Une étude de la concentration semblable à celle que nous nous proposons de faire a été déjà faite pour la France et pour l'Allemagne par MM. Maurice Saurel (2) et Edgard Depitre (3).

Il semble difficile de parler pour la France d'une façon absolument scientifique de la concentration des affaires de banque entre les mains de quelques puissants, mais peu nombreux établissements; nous manquons en effet de statistiques. La dernière statistique du nombre des établissements financiers français date de 1891; M. Neymarck s'est vu obligé de la donner en 1902 dans son étude sur les valeurs mobilières en France.

En tout cas, chacun peut constater le développement toujours croissant de quelques grandes sociétés de crédit dont l'extension n'est certainement pas sans nuire au moins pour quelques branches d'affaires à leurs plus petits

(1) Consulter en particulier au sujet de la Banque d'Angleterre, Conant (C.A.), *History of modern banks of issue*; Andréadès, *Histoire de la Banque d'Angleterre*.

(2) Maurice Saurel, *Sociétés de crédit contre banques locales* (Paris, 1901).

(3) Edgard Depitre, *Le mouvement de concentration dans les banques allemandes* (Paris, 1905).

concurrents. Le Crédit Lyonnais, le Comptoir National d'Escompte de Paris, la Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie, la Société Générale de Crédit industriel et commercial (nous laissons à dessein de côté la Banque de France et le Crédit foncier de France dont les opérations ont un caractère plus spécial), ces quatre établissements précités possèdent un capital entièrement versé de 675.000.000 de francs, savoir :

Crédit Lyonnais	250.000.000 fr.
Comptoir d'Escompte	200.000.000 »
Société Générale	200.000.000 »
Crédit industriel	25.000.000 »

auquel il faut ajouter d'importantes réserves montant respectivement pour chacun à :

Crédit Lyonnais	125.000.000 fr.
Comptoir d'Escompte ¹	30.700.000 »
Société Générale.	63.300.000 »
Crédit industriel	16.000.000 »
et au total à ¹	<u>235.000.000 »</u>

Ces établissements dont les ressources totales s'élèvent ainsi à 910.000.000 de francs ne possèdent pas moins de 1221 agences et succursales ainsi décomposées :

	Paris	Province	Etranger	Totaux
Crédit Lyonnais.	53	173	18	244
Société Générale.	89	638	2	729
Comptoir d'Escompte	51	140	23	214
Crédit industriel	33		1	34
	<u>226</u>	<u>951</u>	<u>94</u>	<u>1.221</u>

Le montant de leurs dépôts s'élevait au 31 décembre 1908 à plus de 4 milliards 200 millions, savoir :

Crédit Lyonnais.	1,793 millions
Société Générale.	1,266 »
Comptoir d'Escompte	975 »
Crédit industriel.	193 »
	4,227 »

Tous ces chiffres sont l'indice sinon évident, du moins apparent de la concentration, et en fait nous savons que les banques locales ne peuvent lutter avec les agences des grands établissements sur quelques terrains où ces dernières sont particulièrement avantagées : l'escompte, l'encaissement des coupons, l'achat et la vente des valeurs. Leur champ d'activité tend donc à se réduire de plus en plus, et cependant on ne les verrait pas disparaître sans regret par suite du rôle important qu'elles jouent dans les crédits locaux que le banquier est plus apte à faire que le directeur d'une agence, souvent étranger au pays et en tout cas toujours subordonné à un bureau central de directeurs.

D'ailleurs, à défaut de statistique, chacun a pu être témoin de la cessation des affaires d'une banque locale devant la création d'agences des grands établissements.

C'est en effet la politique ordinaire des établissements en France, de créer de toutes pièces une succursale et d'y attirer les affaires par la réclame et l'abaissement des prix jusqu'à ce que mort s'en suive pour les concurrents plus faibles. Telle n'est pas la politique caractéristique des banques anglaises que nous aurons à étudier, politique d'absorption qui fut rarement suivie en France, mais dont on peut donner quelques exemples, en particulier celui du Comptoir d'Escompte (1), lorsqu'il s'assimila de vieilles

(1) Le Comptoir d'Escompte absorba successivement les maisons Lafargue et Cie à Bordeaux (1890), J. Fourgasié aîné à Mazamet

maisons provinciales fatiguées déjà de la concurrence du Crédit Lyonnais et de la Société Générale. Nous ne faisons ici que signaler le fait, mais nous aurons à l'étudier en détail, car l'« amalgamation » est le trait caractéristique de la concentration en Angleterre.

En Allemagne, — nous suivons à cet égard la thèse à tous points de vue excellente de M. Depitre, — la concentration se présente sous un jour différent. Elle est d'abord plus tardive qu'en France. Le développement primitif de la banque en Allemagne ne date en effet que de 1870, année qui marque le début de l'essor prodigieux du commerce et de l'industrie en général et qui en particulier apporta une législation plus libérale qui permit la fondation et le développement des sociétés par actions (Loi du 11 juin 1870, suppression de l'autorisation et du droit de surveillance gouvernementales).

Le nombre des banques allemandes ne cesse de croître de 1870 à 1890, date à laquelle on comptait 92 banques :

15 à Berlin avec un capital de 507.450.000 M.

76 en Province » 546.880.000 M.

A partir de cette date seulement, quinze ans après l'origine du même mouvement en Angleterre, comme nous aurons l'occasion de le voir, commence le mouvement de concentration, précédé d'un mouvement de centralisation des banques à Berlin. Dès 1875, en effet, Francfort avait perdu son antique prépondérance, et l'on comptait 241 banques ou banquiers privés à Berlin contre 125 seulement à Francfort et 50 à Hambourg.

Après 1890, les grandes institutions berlinoises, Deutsche Bank, Discontogesellschaft, Berliner Handelsgesellschaft, commencèrent à rayonner sur toute la province, à (1893), Ozenne à Toulouse (1893), la Banque rouennaise, à Rouen (1895), etc.

en drainer l'épargne. Pour lutter contre la résistance très vive des banques locales, elles augmentèrent leur capital. Le capital des principales banques berlinoises passa de 507.450.000 M. en 1890 (possédés par quinze banques) à 1.061.200.000 M. en 1904. Puis elles formèrent des groupes, des alliances, ce qui constitue la forme originale du mouvement de concentration en Allemagne.

« Les banques privées sont en effet ou bien absorbées par les grands établissements, « pompées », comme on dit maintenant en Allemagne, et érigées en filiales proprement dites, ou bien transformées par eux en sociétés par actions commanditées. De toute façon, soit qu'elles deviennent de pures et simples succursales, soit qu'elles survivent sous une autre forme, elles perdent leur indépendance et entrent dans le cercle d'action d'une grande banque (1). »

Le mouvement de concentration n'apparaît pas en Allemagne par la diminution du nombre des banques (ce nombre passant de 92 en 1890 à 129 en 1904). L'augmentation est due à la création de nombreuses banques nouvelles (14 banques nouvelles sont fondées en 1904 avec un capital de 31.609.000 M.).

Mais il faut dire que ces banques sont créées le plus souvent (11 sur 14 en 1904) avec l'appui des grands établissements berlinois et commanditées par eux.

Telle est la forme originale de la concentration dans la banque allemande, où « chaque groupe apparaît comme une série de groupements régionaux réunis, concentrés sous la direction unique d'un grand établissement aux capitaux considérables et financièrement intéressé, directement ou indirectement, à chacun des éléments » (2).

(1) Depitre Edgard, *op. cit.*, p. 35.

(2) Depitre Edgard, *op. cit.*, p. 39.

Ces considérations sur la concentration dans la banque française et allemande, que nous avons exposées le plus brièvement possible, nous serviront à mettre en relief les caractères et la forme propre de la concentration en Angleterre. Nous aurions été heureux de dire aussi quelques mots de l'état de la banque aux États-Unis. Quelques-uns semblent y voir déjà un mouvement de concentration (1) ; ce mouvement serait en tout cas bien à son début, car, pour nous en rapporter à une étude récente faite sur la banque américaine par M. J. A. Shearme, associé de l'Institute of Bankers de Londres, son trait caractéristique serait la décentralisation. « En Grande-Bretagne et Irlande, dit-il, nous avons 7.507 bureaux de banque répartis entre 277 banques (statistique de 1906). Aux États-Unis il n'y a pas moins de 19.893 banques, comme le montre le tableau suivant :

BANQUES	NOMBRE		CAPITAL (MILLIONS)		DÉPÔTS (MILLIONS)	
	1898	1908	1898	1908	1898	1908
			\$	\$	\$	\$
National banks..	3.582	6.824	622.0	919.1	2.023.4	4 374.5
State »	3.965	11.220	233.5	502.5	912.3	2.937.1
Trust Co's.....	246	842	101.2	278.4	662.1	1.866.9
Privées.....	758	1.007	16.7	21.1	62.0	126.6
TOTAUX.....	8.551	19.893	973.4	1.721.1	3.659.8	9.305.1

Ce tableau montre en dix ans une augmentation du nombre des banques de près de 130 o/o, tandis que leur capital n'a augmenté que de moins de 80 o/o et les dépôts

(1) V. Depitre Edgard, *op. cit.*, p. 5.

(individuels) d'à peu près 155 0/0 (1). Ces chiffres sont par eux-mêmes très intéressants et montrent en effet tout autre chose qu'un mouvement de concentration. Nous devons donc prudemment nous borner à regretter qu'une étude spéciale sur ce sujet n'ait pas encore été faite aux Etats-Unis.

Faut-il s'en étonner d'ailleurs ? Une étude spéciale de la concentration dans la banque anglaise manquait jusqu'à ce jour (2) ! Nous allons nous efforcer de combler de notre mieux cette seconde lacune qui semble bien plus inexplicable.

Comme on pourra s'en convaincre à la lecture de notre premier chapitre qui offre un tableau rapide du marché financier anglais, nous avons dû borner notre étude aux seules banques (au sens propre du terme anglais), les banques de dépôt. Ces banques sont en effet les seules à avoir un intérêt direct à posséder des ressources toujours plus grandes à attirer dans leurs caisses des sommes de dépôts de plus en plus considérables, deux tendances qui sont à la base de toute concentration dans la banque. Ces banques sont en outre seules l'objet de statistiques régulières et déjà anciennes sans lesquelles toute étude sem-

(1) V. *Journal of the Institute of Bankers Londres*, octobre 1909 ; *English an American banking methods ; a comparison and contrast*, par J. A. Shearme.

(2) Au moment de mettre sous presse, nous avons pris connaissance de la thèse de doctorat de M. Léon Sénéchal, avocat au barreau de Boulogne-sur-Mer, docteur en droit (sciences juridiques) et docteur ès sciences politiques et économiques, sur la *Concentration industrielle et commerciale en Angleterre*. Cet intéressant ouvrage ne contient que quatre pages sur les amalgamations dans les banques. Trois d'entre elles, quoiqu'aucune référence ne soit donnée, sont dues à M. Drummond Fraser (*A decade of Bank amalgamations. Journal of the Institute of bankers*, janvier 1908).

blable à celle que nous nous proposons de faire se trouver dépourvue de toute base scientifique.

D'ailleurs si notre étude porte sur la concentration dans les banques — c'est-à-dire la diminution croissante du nombre des banques — elle n'est pas sans comporter aussi à titre de corollaire la concentration des capitaux dans ces banques, or il est bien évident que cette concentration ne peut se faire que dans les banques de dépôt auxquelles seul le public prête ses ressources à condition de pouvoir tirer sur elles à vue.

Au surplus, nous comptons, pour nous justifier de cette restriction nécessaire, sur les explications que nous allons donner du rôle des différentes institutions du marché anglais : banks, bankers, merchant bankers, savings banks, bill brokers, stock brokers and jobbers.

PREMIÈRE PARTIE

**ÉTUDE SYNTHÉTIQUE DU MOUVEMENT
DE CONCENTRATION**

CHAPITRE PREMIER

LE MARCHÉ FINANCIER ANGLAIS

Avant de commencer l'étude même de la concentration dans les banques de dépôts anglaises, nous croyons nécessaire, ne serait-ce que pour justifier les limites que nous donnons à notre travail, de rappeler en quelques mots la structure du marché financier anglais et de définir le plus exactement possible le rôle de chaque institution qui le constitue. Cette vue d'ensemble nous paraît d'autant plus utile que « tout prend, au delà de la Manche, une nature indigène par suite des tendances directement pratiques et profondément conservatrices de la race anglo-saxonne (1) ». L'une des premières conséquences de ce caractère éminemment pratique est la merveilleuse division du travail qui semble avoir été le principe fondamental de toute l'organisation du crédit en Angleterre.

Nous voici loin déjà de l'Allemagne où les grandes banques sont les « bonnes à tout faire de la finance », de la France même où les établissements de crédit ne dédaignent pas un rôle complexe (dépôts, escompte, affaires financières, etc.). Ici chaque branche spéciale d'affaires a ses représentants particuliers et n'est traitée que par la catégorie de personnes qui en est directement chargée.

C'est ainsi que nous distinguerons successivement :

(1) Sayous, *Banques de dépôt, banques de crédit et sociétés financières*, p. 300.

1° Les banques d'émission représentées par la Banque d'Angleterre et par quelques autres banques (banques privées et banques par actions) dont la circulation d'ailleurs ne joue qu'un rôle insignifiant comparé à celle de « the old lady of Threadneedle street (1) ». Nous ne reviendrons pas sur le rôle bien connu de la Banque d'Angleterre, rôle d'ailleurs dont l'étude dépasserait sensiblement les limites que nous nous sommes fixées. Nous aurons à voir seulement comment elle a essayé de défendre son monopole en empêchant l'établissement d'autres sociétés par actions (V. I^{re} Partie, ch. II).

2° Les banques de dépôt — qui se divisent d'elles-mêmes, suivant leur constitution, en banques par actions (Joint Stock banks) et banques particulières (private banks).

3° Les savings banks — (banques d'épargne) qui, par suite d'une législation récente, peuvent entrer dans une certaine mesure en concurrence avec les banques de dépôt.

4° Les foreign and colonial banks et les merchant bankers — qui jouent le rôle des banques commerciales ou banques de crédit dont le champ d'action n'est plus, comme pour les deux précédentes catégories, à l'intérieur, mais à l'extérieur : ces banques traitent surtout des affaires du commerce d'outre-mer, et comme leurs risques sont plus grands, elles travaillent avec leur propre capital, contrairement à ce que font les banques de dépôt.

Un tableau du marché financier anglais ne serait complet qu'à la condition de parler des succursales des grands établissements de crédit du continent, surtout français et allemands ; mais nous ne devons pas oublier

(1) V. Annexe II à la I^{re} Partie.

que notre étude se borne à la structure économique du marché et nous limite en conséquence aux institutions purement anglaises.

Il nous restera donc seulement à définir le rôle de quelques intermédiaires de la finance dont les affaires rentrent dans le cadre de la banque au sens le plus général de ce mot. Nous voulons parler des bill-brokers ou courtiers en lettres de change, d'une part, des stock-brokers and jobbers, ou courtiers en valeurs d'autre part.

Telles sont les diverses institutions qui constituent le marché financier anglais et dont nous nous proposons d'étudier rapidement le rôle en commençant par les banques de dépôt.

I. — Banques de dépôt.

C'est à « Lombard street », livre déjà vieux mais qui mérite toujours sa vieille réputation, que nous demanderons de nous enseigner ce qu'est une banque en Angleterre. Bagehot, voulant préciser le sens anglais du mot banquier par rapport au sens continental du mot, se sert de l'exemple de MM. Rothschild qui, aux yeux de l'étranger, sont des banquiers s'il en est.

Or en Angleterre ils ne le sont pas ; ce sont des marchands. Ils se servent cependant, et en grande abondance, de l'argent des autres, ce qui est le trait caractéristique, selon Gilbert lui-même (1), du commerce de banque. Oui, mais s'ils ont de grandes sommes prêtées entre leurs mains, c'est à des termes plus ou moins longs. Or les banquiers anglais font toutes leurs affaires en réunissant de

(1) V. Sykes E., *Gilbart on banking*, George Bell and Sons, London, 1907, t. I, p. 131.

petites sommes qui toutes sont payables à court terme ou à vue.

La définition que donne Skinner dans son répertoire des *London Banks* concorde donc parfaitement avec celle de Bagehot, lorsqu'il dit : « Le nom de banque est généralement donné à une institution (compagnie ou maison privée) qui reçoit de l'argent en dépôt et paye à vue les chèques qui lui sont présentés. »

Il résulte de ces définitions que les seules véritables banques en Angleterre, au sens propre du terme, sont les banques de dépôt ; et le développement de ces banques a été beaucoup plus rapide ici qu'en aucune autre partie du monde (1). Cela est dû sans doute d'abord à la situation insulaire de l'Angleterre qui a valu à ce pays une histoire politique moins troublée que celle des pays continentaux. Par cela même de bonne heure la propriété s'y trouva plus sûre et la confiance plus générale. D'autre part, tout ce qui a favorisé la substitution du règlement par chèques au règlement par billets de banque a poussé à l'extension des banques de dépôt. En ce sens il faut relever l'influence de l'Act de 1833 qui interdit l'émission de billets au porteur aux Joint stock banks nouvellement fondées, qui en même temps les a portées à offrir au public toute facilité d'avoir un compte courant en banque et prêté à une rapide extension des succursales. De même il faut noter l'influence d'une haute densité de population et l'absence relative de population rurale, d'où résulte l'accès facile pour tous d'une ville possédant un bureau de banque, fait qui a beaucoup contribué à l'usage des dépôts et du chèque. Le fait est que le développement des

(1) V. ch. II, pp. 20 et sq.

banques de dépôt est intimement lié, comme nous le disions déjà dans notre préface, à la concentration des capitaux, or cette concentration a atteint en Angleterre un bien plus haut degré qu'en aucun autre pays, et pour le prouver tout de suite mieux que par de longs discours, il nous suffit de constater que les quatre plus grandes banques d'Angleterre possèdent à elles seules plus de 6 milliards de francs de dépôts (contre 4.227 millions dans les quatre premiers établissements français, contre 4.331 millions dans les huit premiers établissements allemands), et le total pour les dix premiers établissements anglais s'élèverait à plus de 11 milliards de dépôts (1).

Nous aurons à reprendre ces chiffres dans un chapitre suivant, c'est pourquoi nous n'y insistons pas dans ce chapitre consacré à la description du marché financier.

Nous avons dit que les banques de dépôt se divisaient naturellement suivant leur constitution en maisons particulières (*Private bankers*) et en sociétés par actions (*Joint stock banks*). Nous commencerons par les premiers, qui sont aussi les premiers en date et furent longtemps les seuls banquiers de l'Angleterre.

A. — *Private bankers.*

Les banquiers particuliers, dont le nombre aujourd'hui ne cesse de décroître (de quarante qu'ils étaient en 1810 au *Clearing house* de Londres, il ne reste plus qu'un banquier depuis 1903 à cette importante institution), sont à l'origine de tout le système de banque en Angleterre, et cette origine remonte à des temps très anciens, car les

(1) V. à ce sujet le compte rendu de la réunion du 5 octobre 1909 de la Société d'économie politique dans le *Rentier* du 17 octobre 1909 (MM. Neymarck, Ullmann, etc.).

banquiers ont pour prédécesseurs immédiats les Lombards et les goldsmiths ou orfèvres. Ces Lombards n'étaient autres que des marchands italiens des quatre républiques de Gênes, de Lucques, de Florence et de Venise. Ils étaient établis en Angleterre dès le xiii^e siècle et jouissaient de nombreux privilèges particulièrement en ce qui concerne leurs fonctions de banquiers. Les rois d'Angleterre leur empruntaient souvent, et l'on ne peut passer sous silence le nom de la plus riche et de la plus ancienne de ces compagnies de Lombards : la Steel Yard Company, qui prêtait au roi toutes les fois qu'il avait un besoin pressant d'argent.

Cependant les véritables affaires de banque qui consistent, pour nous servir des termes de Gilbart (1), à emprunter de l'argent pour le prêter ensuite à un taux plus élevé, n'ont pas été pratiquées apparemment avant l'année 1645 qui ouvre une ère nouvelle dans l'histoire de la banque. Les goldsmiths, qui n'étaient auparavant que des changeurs, commencent alors à faire le prêt, en même temps que d'autre part ils reçoivent des fonds auxquels ils allouent un intérêt. Ils servent d'intermédiaires pour la perception des rentes. Ils prêtent au roi avec la garantie des impôts. Les reçus qu'ils émettaient pour les dépôts d'argent faits entre leurs mains circulaient dans le public et étaient connus sous le nom de « Goldsmiths notes ». On peut les considérer comme les premiers billets de banque émis en Angleterre.

A la fin du xvii^e siècle, les goldsmiths [(ou new fashioned bankers) commencèrent à percevoir les rentes des terres et à allouer un intérêt à toute somme déposée entre leurs

1. Sykes E., *op. cit.*, p. 23 sq.

maines, pourvu toutefois que le crédit dure au moins un mois. L'attrait de cet intérêt fut si grand que les banquiers obtinrent des sommes considérables à leur caisse (et nous ne pouvons nous empêcher de noter le début, et début très précoce de la concentration des capitaux). Ils prêtaient d'autre part à des taux très élevés, 10, 20, 30 o/o, mais on doit dire à leur décharge que les intérêts n'étaient pas toujours payés régulièrement et que quelquefois même le capital ne leur était jamais remboursé (ce qui leur arriva en particulier avec Charles II, 1672).

Les affaires de banque restèrent exclusivement entre les mains des goldsmiths jusqu'à l'établissement de la Banque d'Angleterre (1694) ; après quoi d'ailleurs ceux-ci continuèrent leurs affaires exactement comme auparavant.

En 1705, ils obtinrent des facilités plus grandes résultant de l'amendement de la loi sur les billets à ordre (3 et 4, Anne. c. 8).

En 1714 le taux légal de l'intérêt fut réduit de 6 à 5 o/o. Cette réduction est due probablement à l'abondance de l'argent produite soit par l'émission de billets de banque de la Banque d'Angleterre, soit par l'accroissement des dépôts entre les mains des banquiers.

C'est à peu près en 1775 que les banquiers de Londres qui vivaient dans la cité ont établi le « Clearing house », en vue de faciliter leurs échanges.

Les plus anciennes maisons de banque de Londres sont celles de MM. Child et Co, de Temple Bar et de MM. Hoares de Fleet Street. Elles étaient établies avant la Banque d'Angleterre. Les autres sont, il est vrai, de date relativement récente.

On comptait 600 banquiers en Angleterre en 1808 et 721 en 1810. Depuis, le nombre des banquiers n'a cessé

de décroître, comme le montrent les chiffres suivants (1) :

1844 : 335 avec 93 agences
 1875 : 251
 1894 : 101 avec 464 agences
 1903 : 42

Banquiers particuliers de Londres :

1810 : 40 Clearing house
 1845 : 26 » »
 1858 : { 25 Clearing bankers
 { 22 Non clearing bankers
 1866 : { 14 Clearing bankers
 { 18 Non clearing bankers
 1872 : { 13 Clearing bankers
 { 17 Non clearing bankers
 1878 : { 12 Clearing bankers
 { 18 Non clearing bankers
 1895 : { 5 Clearing bankers
 { 16 Non clearing bankers
 1903 : { 1 Clearing banker
 { 11 Non clearing bankers.

Les maisons de banque particulières disparaissent ainsi soit par suite de décès, soit surtout par suite d'amalgamation (2). Elles partagent d'ailleurs ce sort avec les petites sociétés par actions qu'absorbent les plus puissantes. La tendance du jour est en faveur des grandes combinaisons, ce qui prouve d'ailleurs seulement que les grands établissements sont mieux adaptés aux opérations modernes que les petits,

(1) Ces chiffres sont empruntés à Easton (H.T.), *History and principles of banks and banking*, Londres, 1904, p. 67.

(2) Voici la liste actuelle des banquiers particuliers telle que la

B. — *Joint stock banks.*

Après avoir vu la place qu'occupent les banquiers particuliers en Angleterre, place qui se restreint de jour en jour, nous avons à étudier une autre catégorie de banques de dépôt, celles des banques par actions, dont l'accroissement est tel que nous lui consacrerons un chapitre particulier. Nous n'examinerons ici que leur situation et leur rôle actuel.

On peut diviser les joint stock banks, pour la facilité de l'étude, en trois catégories (cette division d'ailleurs apparaît souvent dans les statistiques anglaises) :

- 1° Banques purement londoniennes.
- 2° Banques purement provinciales.
- 3° Banques londoniennes avec filiales en province.

Ces divisions qui peuvent aujourd'hui paraître quelque peu artificielles se conçoivent parfaitement pour qui veut bien envisager les banques à un point de vue historique, et elles ont l'avantage de faire ressortir d'une façon plus évidente l'orientation de la banque moderne.

donne *l'Economist* du 23 octobre 1909 (Seuls sont compris les banquiers qui publient leur bilan, les seuls ayant une importance véritable).

Banquiers	Capital et réserves	Dépôts et comptes cour.	Emission
1. Barnard Thos et C ^o . .	£ 80.000	£ 330.520	£ 8.910
2. Beckett's	600.000	5.429.920	51.655
3. Blydenstein	500.000	3.918.630	
4. Child et C ^o	607.332	2.868.229	
5. Cocks Biddulph . . .	200.000	905.139	
6. Cox et C ^o	400.000	3.605.106	
7. Hoares (Chars.) et C ^o .	485.000	2.710.611	
8. Robarts Lubbock. . .	500.000	3.37.331	
9. Simonds (Reading) . .	100.080	863.479	6.370
Totaux.	£ 3.472.332	£ 24.008.969	£ 66.935

A la première catégorie n'appartiennent plus que Coutts et C^o, et Glyn, Mills, Currie et C^o, sociétés à responsabilité *illimitée*, que l'on classe tantôt dans les Joint stock banks (Economist), tantôt dans les Private banks (Bankers magazine). Mais plusieurs Joint stock banks ont appartenu et même jusqu'à ces dernières années à la catégorie des banques purement londoniennes. Tel est le cas de la London and County qui limita longtemps son rayon d'action à Londres et à sa banlieue, mais a étendu en quelques années un puissant réseau d'agences provinciales. Tel est le cas de la London Joint Stock bank dont le champ d'action fut limité jusqu'en 1909 à Londres et à sa banlieue, mais qui vient de changer radicalement de politique en s'amalgamant un grande institution provinciale : la York City and County bank. Tel est le cas de la Union bank qui, en 1902, par son union avec la maison Smith, Payne et Smiths, passa aussi dans la troisième catégorie. Tel est le cas de la London and Westminster qui vient de cesser d'exister individuellement pour former avec la London and County une vaste « London and provincial bank » sous le nom de London County and Westminster bank. La plupart de ces banques, bien qu'ayant déserté la catégorie des banques purement londoniennes, n'en ont pas moins gardé une forte position dans la cité dont les grandes maisons commerciales sont leurs clientes ; elles sont, de préférence aux autres, choisies comme agents et intermédiaires tant par les banques étrangères que par les banques coloniales anglaises.

Les banques purement provinciales sont encore au nombre de 25 à 30, mais elles disparaissent avec une extrême rapidité. Les plus importantes d'entre elles sont la Bank of Liverpool, la Manchester and County Bank, la

Lancashire and Yorkshire Bank, l'United Counties et la Wilts and Dorset Banking Company. Nous venons de voir disparaître en l'espace d'un an, par amalgamation : la North and South Wales Bank, la Stuckey's Banking Company, la Whitehaven Joint Stock Banking Company, enfin la York City and County, pour ne citer que les principales. Les sociétés provinciales sont forcées de se faire représenter à Londres soit par une maison particulière, soit par une société par actions qui leur sert d'agent. Aussi pour éviter ces frais supplémentaires, les plus fortes maisons provinciales ont-elles généralement préféré être leur propre agent sur la place de Londres. Pour arriver à ce but elles ont généralement absorbé les affaires d'une maison londonienne. Telle la Lloyds Bank, originaire de Birmingham, qui aujourd'hui a deux sièges principaux (head offices), l'un à Londres et l'autre à Birmingham et est entrée sur le marché de Londres en se fusionnant, s'amalgamant, pour employer le terme technique, avec Barnett, Hoares et C^o et Bosanquet Salt et C^o, deux maisons londoniennes de vieille réputation. Tel est le cas de la London City and Midland Bank établie à Birmingham en 1836 et enregistrée sous le nom de Birmingham and Midland bank Ltd., 1880. Elle absorba la City bank, en 1898, vieille banque de Londres qui dès 1856 avait été admise au Clearing house. On pourrait multiplier ces exemples qui sont nombreux en effet, mais nous voulons arriver à constater tout de suite que la catégorie de beaucoup la plus importante aujourd'hui est celle des banques londoniennes avec filiales en province (London and provincial banks). Sans doute ces banques ne sont guère plus d'une quinzaine ; mais elles sont de beaucoup plus importantes que les banques de province ; ce sont les Barclay,

les Lloyds, les London County and Westminster, les London City and Midland, etc., etc. Toutes les grandes institutions ont eu en effet avantage à étendre leur champ d'activité à la province, si elles étaient londoniennes, à porter leur siège principal à Londres si elles étaient provinciales. Il est curieux de constater qu'aucune banque n'a été fondée dans le type de London and provincial bank et que c'est aujourd'hui cependant la plus importante catégorie par l'importance des banques qui en font partie jusqu'au jour où ce sera aussi par le nombre de ces banques.

Toutes ces banques aujourd'hui fondues dans deux catégories (provincial, et London and provincial) ont certes gardé la trace de leur origine que l'on retrouverait facilement par l'étude de leur champ d'action propre, mais on peut dire d'une façon générale qu'elles ont toutes le même genre d'activité. Ce sont des banques de dépôt et uniquement des banques de dépôt ; elles ne sont ni banques de crédit, ni banques de commerce ; elles n'aiment même pas s'occuper de questions de change. D'ailleurs le simple rôle de banque de dépôt est doublé en Angleterre de ce fait que la circulation monétaire est extrêmement réduite et que pour suppléer à cette absence de numéraire, l'usage du chèque (qui suppose un compte courant créditeur) s'est développé comme nulle part ailleurs.

Les dépôts, avec le capital et les réserves représentent le passif de nos banques, l'examen d'un bilan quelconque de l'une d'elles nous apprend l'emploi de leur actif, qui généralement comprend :

- 1° Cash in hand, at call and short notice.
- 2° Investments.
- 3° Loans and discounts.

Le premier paragraphe comprend : le numéraire en

caisse et à la Banque d'Angleterre, l'argent à vue (at call) et à court terme (short notice). Le montant de la caisse ne peut être donné exactement, mais il est en moyenne de 16 o/o pour les banques de Londres.

L'argent à vue (at call) sert en quelque sorte de réserve à la caisse ; mais il en diffère, surtout en temps de crise ; les prêts, faits ainsi, peuvent ne pas être remboursés, et le papier donné en garantie ne pas être payé. Cet argent à vue est en effet prêté en majorité aux bill brokers contre dépôt de lettres de change portant des signatures de premier ordre. L'argent à vue représente en moyenne 14 1/2 o/o de l'actif des banques de Londres. Il ne porte qu'un faible intérêt, ce qui tient au caractère essentiellement révocable du prêt. Mais cet intérêt est encore suffisant pour les banques de dépôt, si l'on remarque qu'elles ne servent aucun intérêt aux comptes courants créditeurs chez elles.

Quant aux disponibilités à court terme, les banques de dépôt les emploient surtout en reports ; le taux des reports n'est pas établi officiellement comme en France, mais il est déterminé par la concurrence et aussi par la qualité du stock-broker auquel ils sont consentis.

Les investments, qui forment le deuxième paragraphe, sont les valeurs en portefeuille. On les classe en général d'après leur sécurité :

1° Consolidés et autres fonds du gouvernement anglais.

2° Valeurs garanties par le gouvernement britannique (Indian Stocks, Indian Railway Guaranteed Stocks and Debentures).

3° Chemins de fer anglais.

4° Actions et bons des gouvernements coloniaux et étrangers, etc.

Les consolidés forment la partie principale et presque totale des valeurs en portefeuille ; les réserves et partie du capital des banques sont ainsi placées et en plus environ 18 o/o (en moyenne) des dépôts.

Les deux premiers paragraphes, — caisse, argent à vue et à court terme, — portefeuille de valeurs — forment donc environ 50 o/o de l'actif des banques (1).

Le troisième paragraphe comprend l'escompte du papier long à trois mois ou six mois, et les prêts. Le papier escompté est d'abord celui des propres clients des banques sans qu'elles se laissent aller toutefois à des avances disproportionnées avec l'importance du compte. D'autre part, les banques escomptent le papier portant la signature de bill brokers ou de banques coloniales et étrangères. Elles refusent de prendre directement le papier du commerçant, ce qui est une opération moins sûre ; l'escompte n'est pas pour elles une affaire, il doit rester une façon d'employer leur actif sans danger ; d'où leur exigence de signatures nombreuses et de premier ordre. L'usage les a fait arriver ainsi à des règles restrictives comparables à celles de la Banque de France qui n'escompte que le papier muni de trois signatures.

Quant aux prêts qu'elles consentent, ils sont généralement de peu d'importance vis-à-vis chacun de leurs clients, quoique la somme totale de ces prêts atteigne assez souvent un chiffre considérable. Ils consistent en avances en compte courant et quelquefois en prêts sur hypothèques.

(1) Il est notable que l'usage d'employer leur actif en fonds du gouvernement a fait subir de grosses pertes aux banques de dépôt, pertes résultant de la baisse sensible des consolidés.

A côté de ces fonctions de banques de dépôt, la fonction de banque d'émission qui est restée à quelques banquiers particuliers et à quelques sociétés par actions est d'une importance vraiment bien petite. Ce pouvoir d'émission est d'ailleurs limité par l'Act de 1844 (art. 10-22) aux banques qui ne possèdent aucun établissement à Londres (1), d'où il résulte, qu'en dehors de la Banque d'Angleterre, l'émission n'est plus faite en ce pays que par de petites sociétés ou maisons privées. En fait le nombre des banquiers privés autorisés à émettre des billets au porteur était en 1844 de 207 ; celui des sociétés par actions : 72. Ces nombres sont aujourd'hui respectivement de 11 banquiers et de 11 Joint stock banks (2). L'émission autorisée est respectivement de :

£ 18.450.000, pour la Banque d'Angleterre.

£ 449.799, pour les 11 Private banks.

£ 721.746. pour les 11 Joint stock banks.

(1) La section XXVI de l'Act de 1844 prévoit :

1° Qu'aucune nouvelle banque d'émission ne peut être établie dans le Royaume-Uni.

2° Que la circulation maxima de chaque banque d'émission en Angleterre sera égale au montant moyen de leur circulation pendant les quatre semaines finissant le 27 avril 1844.

3° Que si une banque n'ayant pas plus de six associés veut dépasser ce nombre, elle perdra son pouvoir d'émission (cela empêche les banquiers privés de s'unir à des Joint stock banks).

4° Qu'aucune union ne peut avoir lieu entre une Joint stock bank et un banquier privé ou deux Joint stock banks d'émission sans que l'un des deux perde son pouvoir d'émission.

5° Que toute nouvelle succursale où l'on se propose d'émettre des billets de banque doit payer une licence à part. De plus aucune banque n'est autorisée à prendre plus de quatre licences, quel que soit le nombre de ses succursales.

(2) V. *Bankers Magazine*, Londres, octobre 1909, p. 567.

au jour même où nous écrivons, alors que le montant autorisé de l'émission était en 1844 :

£ 14.000.000, pour la Banque d'Angleterre.

£ 5.153.417, pour les 207 Private banks.

£ 3.478.230, pour les 92 Joint stock banks.

On peut se rendre compte d'ailleurs, par les tableaux que nous donnons en annexes (V. tableaux, annexe II), que les banques autorisées à faire l'émission ne sont en aucune façon celles qui jouent le rôle principal dans le mouvement de concentration.

II. — Savings banks (1).

Quoique nous soyons parfaitement libres de limiter notre étude à telle ou telle catégorie de banques, nous ne voulons pas justifier le reproche que l'on pourrait nous adresser d'avoir fait un choix arbitraire. C'est pourquoi nous avons à définir en quelques mots le rôle et la place des savings banks en Angleterre avant de les éliminer de notre étude.

Les savings banks jouent en Angleterre le rôle de nos caisses d'épargne ; elles ont en effet pour unique objet d'encourager l'épargne ; ce sont de pures banques de dépôt, mais d'un ordre particulier. D'abord elles ne peuvent recevoir en dépôt que de petites sommes ; ensuite leurs disponibilités sont employées en fonds du gouvernement, enfin le nombre des déposants lui-même est limité, — en se servant du loyer comme indice, — aux seuls gens qui font partie de la classe la plus humble de la société.

(1) Sources principales de ce paragraphe : Sykes E., *op. cit.*, t. I, p. 201 et sq. ; *Bankers Magazine*, juillet 1908 ; *Growth of Saving's Bank deposits*, p. 13 et sq. ; octobre, 1909 ; *Trustee savings banks : investment departments and their competitive effect on Joint stock banks*, p. 475 et sq., etc.

Il y a aujourd'hui trois sortes de savings banks, la Post Office savings bank, c'est-à-dire la caisse d'épargne de l'Etat ; les Trustee savings banks dont les opérations sont rigoureusement régies par quelques actes spéciaux du Parlement, et enfin des institutions d'épargne qui ne sont gênées par aucune restriction législative, par exemple : la Yorkshire Penny bank et la National Penny bank.

La Post office Savings bank a pour chef officiel le Post-master-General ; mais elle a un contrôleur qui est en réalité responsable de sa direction.

Les Trustee Savings banks ont chacune un bureau de directeurs connu sous le nom de Trustees ou Managers. Ce sont des hommes éminents dans chaque ville ou chaque district et exerçant une influence locale. Ce sont en réalité les directeurs de la banque, ils conduisent les opérations, choisissent le personnel, etc.

La Yorkshire Penny Bank et la National Penny bank sont dirigées par des conseils de directeurs. Elles ne sont pas enregistrées conformément aux Acts qui régissent les Savings banks et fixent leurs propres règles.

La première fonction de ces banques est d'encourager l'épargne ; c'est en ce sens qu'avait été rédigé l'Act de 1817 « to encourage the Establishment of Banks for Savings in England ». De nombreux Acts furent votés ensuite soit pour modifier le maximum de dépôt, soit pour abaisser le taux d'intérêt. Tel l'Act de 1828 (9, Geo. IV, c. 92) qui fixe le maximum de dépôt à £ 150, l'intérêt devant cesser lorsque le compte atteint £ 200. La limite actuelle des dépôts est de £ 50 par an et de £ 200 maximum, mais lorsqu'un individu a pris de l'argent dans l'année, il peut le remplacer en une ou plusieurs sommes.

Les Post Office savings banks qui furent créées en 1861

(24 Vict., c. 14) se conforment aux mêmes restrictions que les Trustee savings banks. Le taux d'intérêt y est de 2 1/2 o/o attribué au minimum de la balance mensuelle. Depuis 1828 le Parlement n'a pas fixé de taux minimum d'intérêt pour les Trustee savings banks qui ont simplement à ne pas dépasser le maximum accordé par les statuts. Le tableau suivant montre les changements dans le taux d'intérêt alloué aux Trustees d'une part et le maximum que les Trustees peuvent payer à leurs déposants d'autre part (1).

Changements statutaires dans le taux d'intérêt.

Périodes	Taux d'int. payé par les commissionnaires de la Dette nationale aux Trustees. 0/0 par an	Taux d'intérêt maximum que les Trustees peuvent payer aux déposants.
	£ s d	£ s d
D'août 1817 au 20 novembre 1828.	4 11 13	Pas de maximum
Du 21 nov. 1828 au 20 nov. 1844 .	3 16 0 1/2	3 8 5
« 21 « 1844 « 20 « 1880 .	3 5 0	3 0 10
« 21 « 1880 « 20 « 1888 .	3 0 0	2 15 0
« 21 « 1888 à aujourd'hui . .	2 15 0	2 10 0

L'écart que l'on constate entre les deux taux d'intérêt constitue le bénéfice des Savings banks et leur permet de pourvoir à leurs propres dépenses. De tous ces traits il résulte que les Savings banks sont un genre de banques de dépôt d'un ordre particulier que l'on qualifierait en France de caisses d'épargne et qu'il n'y a pas lieu de les mêler à notre étude. Cependant, puisque nous avons commencé à en parler, nous voudrions montrer par un tableau leurs progrès rapides et dire jusqu'à quel point, par l'effet de la législation de 1904 sur les Investment departments

(1) V. *Bankers Magazine*, juillet 1908, p. 15.

elles peuvent entrer en concurrence avec les banques de dépôts.

Les progrès des Savings banks ont été considérables surtout depuis la fondation des Post office savings banks ; le tableau suivant le prouve clairement :

*Progrès des dépôts dans les Savings banks
(Royaume-Uni)*

Années	Trustee Savings banks £	Post office Savings banks £	Total £
1827.	14.189.000	—	14.189.000
1837.	19.610.000	—	19.610.000
1847.	30.207.000	—	30.207.000
1857.	34.781.000	—	34.781.000
1867.	36.534.000	9.750.000	46.284.000
1877.	44.239.000	28.744.000	72.980.000
1887.	47.262.000	53.974.000	101.236.000
1897.	48.464.000	115.897.000	164.361.000
1898.	49.995.000	123.144.000	173.139.000
1899.	51.405.000	130.119.000	181.524.000
1900.	51.456.000	135.550.000	187.006.000
1901.	51.966.000	140.593.000	192.359.000
1902.	52.505.000	144.605.000	197.110.000
1903.	52.540.000	146.135.000	198.675.000
1904.	52.281.000	148.339.000	200.620.000
1905.	52.723.000	152.111.000	204.834.000
1906.	53.009.000	155.996.000	209.005.000
1907.	52.152.000	157.518.000	209.670.000
Plus Investment Departments des Trustee Banks.			6.992.000
Trust Departments des Trustee banks . . .			2.168.000
Yorkshire Penny bank.			16.576.000
The National Penny bank			2.709.000
Total pour 1907.			£ 338.115.000

Le trait intéressant que nous devons signaler ici, puisque nous n'y reviendrons pas dans notre étude, est la concentration qui se produit dans les Savings banks : ainsi sur 222 Trustee banks ouvertes en 1907, et devant à leurs dépôts

sants £ 52.152.000, 15 banques seulement détenaient £ 30.021.000 de dépôts, c'est-à-dire 58 o/o. On doit dire que ces chiffres sont donnés pour le Royaume-Uni tout entier et qu'un examen en détail prouverait une concentration beaucoup plus grande en Ecosse qu'en Angleterre.

Le second point intéressant à signaler est le progrès des Investment departments surtout depuis 1904. En 1876, dix Trustee banks seulement avaient un Investment Department avec £ 1.020.919. En 1887, dix-huit banques avaient un département supplémentaire avec £ 4.061.668. L'Act de 1891 (54 et 55, Vict. c. 21) mit un frein à ces progrès trop rapides. L'Act de 1904 (4. Edw. VII, c. 8) consacra au contraire l'Investment department dans lequel il est dorénavant possible de faire un dépôt supplémentaire de £ 500.

Le tableau suivant montre nettement l'effet de cette législation (1).

Trustee Savings banks. Investment departments.

Année au 20 novembre	Nombre des banques possédant un Investment department	Montant dû aux déposants dans ces départements
1892.	17	£ 4.115.000
1895.	12	« 4.541.000
1898.	12	« 4.422.000
1901.	12	« 4.396.000
1904.	12	« 4.726.000
1905.	24	« 5.471.000
1906.	31	« 6.317.000
1907.	33	« 6.992.000
1908.	35	« 8.109.000

En fait le montant des dépôts dans les investment departments a presque doublé depuis 1904 ; c'est simple-

(1) V. *Bankers Magazine*, octobre 1909, p. 479.

ment ce que nous voulions signaler, d'autant plus que l'on reproche généralement à la législation actuelle de faire sortir les savings banks de leurs fonctions propres et de leur faire jouer un rôle auquel elles ne sont pas destinées et d'une façon que l'on ne tolérerait pas dans une banque ordinaire (1).

Quoi qu'il en soit, les explications que nous venons de donner prouvent suffisamment que les Savings banks n'ont de banque que le nom, que ce sont des institutions d'un ordre tout spécial s'adressant à une clientèle particulière et qu'il n'y a en un mot pas de raison de les englober dans l'étude que nous nous sommes proposé de faire.

III. — Foreign and colonial Banks. — Merchant Bankers.

Nous avons vu le rôle important que jouent les banques de dépôt en Angleterre, les seules banques, au sens étroit du mot. Mais il y a à côté d'elles bien d'autres institutions financières, qui jouent le rôle de banques de crédit et de commerce ou d'intermédiaires de crédit et dont il nous

(1) « Les Savings banks sont encore dépourvues d'une réserve (cash reserve) suffisante. Les dépôts importants qu'elles ont entre les mains sont des dépôts en banque aussi bien que tous les autres dépôts en Grande-Bretagne.

En dehors des frais occasionnés par de nouvelles constructions, une somme d'environ £ 1.000.000 a été payée au Trésor, comme profits des Post Office savings banks entre les années 1876 et 1905. Cette somme n'a pu produire aucun effet sur les finances publiques. Si le département au lieu d'employer ainsi cet argent l'avait gardé comme réserve pour les époques difficiles, il aurait agi prudemment.

On aurait dû accumuler une réserve par le placement de cette somme en consolidés, mais on a refusé de le faire, refusé de faire aucune provision contre les risques ordinaires de banque auxquels le Post Master Général est aussi exposé que tout autre banquier. » *Bankers Magazine*, février 1907, p. 171.

faut étudier ici les fonctions pour nous justifier de ne pas les avoir comprises dans notre étude de la concentration.

Les banques de dépôt ont pour terrain propre et unique l'Angleterre ; elles n'ont pas de filiales à l'étranger, et quoiqu'elles comptent un grand nombre de banques étrangères dans leur clientèle, elles ne leur servent que de lieu de paiement pour les chèques et les lettres de change tirés sur Londres, où bien elles leur servent d'intermédiaire avec le reste de l'Angleterre. La finance des grandes affaires de commerce et de change, le placement des emprunts sont entre les mains des « merchant bankers » et des « Foreign and colonial banks ». Les « merchants », en dehors des opérations commerciales auxquelles ils se livrent, jouent le rôle, tantôt de banques de crédit, tantôt de sociétés financières, tantôt l'un et l'autre dans une plus ou moins large mesure et ils ne s'occupent qu'à titre accessoire de la gestion des dépôts.

On les qualifie quelquefois de « Foreign bankers and merchants » ; c'est qu'alors ils font eux-mêmes le trafic effectif des marchandises en même temps qu'ils procurent leur aide financière aux commerçants et aux producteurs étrangers pour lesquels ils agissent sur le marché de Londres. D'autres fois on les appelle « Foreign bankers and Bill-Brokers » ; on met ainsi en relief l'une de leurs spécialités qui est l'achat et la vente du papier étranger. Telle était autrefois la spécialité de Rothschild et de Baring (1).

Contrairement aux banquiers et banques de dépôts, qui,

(1) Il est notable que les merchants sont en grand nombre d'origine étrangère (V. Jaffé (Edgar), *Das englische Bankwesen*. Leipzig, 1903, p. 53), tels Rothschild, Baring, Frederik Huth et C^o, John Henry Schröder et C^o, etc., etc.

avant tout, doivent assurer la sécurité à leurs déposants, les merchant bankers, qui travaillent avec leur propre capital surtout, sont pleins d'initiative et de hardiesse ; ils sont les pionniers du développement et de l'expansion du marché anglais.

Leurs affaires principales sont l'achat et la vente de papiers étrangers, les crédits d'acceptation dont ne s'occupent pas les banques de dépôt, l'arbitrage des changes et des effets de commerce, l'importation et l'exportation des métaux précieux. Ils jouent encore un rôle important d'intermédiaire entre les capitalistes et les Etats emprunteurs, surtout les petits Etats qui ne peuvent traiter directement avec le public.

On voit que les merchant bankers, d'une part travaillant avec leur propre capital, d'autre part étant beaucoup plus des intermédiaires de la finance que de véritables banquiers, ne doivent pas être compris dans notre étude de la concentration.

Quant aux banques coloniales et étrangères, comme leur nom même l'indique, ce sont des institutions qui, bien qu'anglaises pour la plupart, n'ont pas leur terrain d'action en Angleterre.

Les banques coloniales ont un capital anglais et des directeurs anglais ; leur siège social est souvent à Londres et leurs filiales dans les colonies ; quelquefois le siège social est dans la colonie et il n'y a qu'une agence à Londres.

Les banques étrangères sont de deux sortes : les unes sont anglaises, mais établies dans le but de traiter les affaires de tel ou tel pays déterminé ; les autres sont des établissements totalement étrangers qui ont une succursale à Londres pour y traiter leurs propres affaires (tels le Cré-

dit Lyonnais, le Comptoir national d'escompte, etc.). Il faut mettre ces dernières absolument à part quoique dans les statistiques de l'*Economist* on voit figurer le Crédit lyonnais, la Deuthe Bank, etc., à côté des Anglo-Austrian Bank, Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation, London and River Plate bank, etc...

Les « colonial and foreign banks » anglaises sont avant tout des intermédiaires dans les règlements internationaux. A côté de leurs affaires de change, elles s'occupent aussi du commerce des métaux précieux.

Une seconde branche de leur activité consiste à s'occuper de l'importation et de l'exportation des marchandises avec la colonie ou le pays qu'elles représentent. La banque de Londres, par exemple, recoit la marchandise d'un fabricant anglais et lui en paye une partie du prix (75 ou 80 o/o) contre la remise d'une lettre de change documentaire ; l'agence dans la colonie ou à l'étranger ne délivre la marchandise que contre payement de la lettre de change (1).

Enfin un rôle encore important des Colonial and Foreign banks est le placement à Londres des emprunts étrangers. C'est ainsi que la Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation, non contente d'être le banquier du gouvernement chinois, a négocié aussi un emprunt japonais en Angleterre.

Afin de ne laisser aucun doute dans la pensée du lecteur, nous donnons ci-joint deux listes : l'une des principales banques coloniales, l'autre des principales banques étrangères, telles que l'*Economist* les donne dans sa statistique

(1) V. sur le rôle des Colonial and Foreign banks, Jaffé Edgar, *op. cit.*, pp. 60 sq.

semestrielle (1) avec leur capital versé et le nombre de leurs agences (agences dans les colonies ou dans les pays étrangers), et le lieu du siège social pour les banques étrangères.

On se rendra facilement compte à la simple lecture des raisons sociales de ces banques que tout anglaises qu'elles soient de capital et de direction, leur champ d'activité n'est pas en Angleterre et qu'elles sont par conséquent en dehors de l'étude que nous nous proposons.

(1) V. *Economist*, 23 octobre 1909.

*Colonial Joint Stock Banks ayant un
établissement à Londres.*

Banques	Agences	Capital versé en £
1. African Banking Corporation	34	400.000
2. Australian Joint Stock Bank.	73	454.570
3. Bank of Adelaide.	72	400.000
4. Bank of Africa Ltd	58	1.000.000
5. Bank of Australasia.	171	1.600.000
6. Bank of British North America	63	1.000.000
7. Bank of British West Africa	13	100.000
8. Bank of Mauritius	4	125.550
9. Bank of Montreal.	144	2.958.905
10. Bank of New South Wales	277	2.500.000
11. Bank of New Zealand	150	500.000
D ^o Pref		500.000
D ^o 4 0/0 Guaranteed Stock		1.000.000
12. Bank of Victoria.	83	1.061.250
D ^o Act. de pref.		446.760
13. Canadian Bank of Commerce	202	2.054.795
14. Chartered Bank of India, Australasia and China.	27	1.200.000
15. Colonial Bank	12	600.000
16. Commercial Banking Co of Sydney.	171	1.500.000
17. Commercial Bank of Australia.	138	95.469
D ^o Act. de pref.		2.117.350
18. Dehli and London Bank.	7	337.625
19. English, Scottish and Australian Bank Ltd.	116	539.437
D ^o Perp. stock		2.654.394
20. Indian Specie Bank.	14	499.205
21. London Bank of Australia.	56	376.090
D ^o Act. de pref.		171.930
22. Mercantile Bank of India	10	187.500
D ^o Act. de pref.		375.000
23. Natal Bank Limited	29	129.420
D ^o Act. de pref.		370.580
24. National Bank of Australasia	167	1.192.440
D ^o Act. de pref.		305.780
25. National Bank of India	21	800.000
26. National Bank of South Africa	68	1.100.000
27. National Bank of New Zealand	35	375.000
28. Netherlands Bank of South Africa.	8	400.000
29. Queensland National Bank	65	413.322
D ^o Interminable Inscribed Stock		3.106.769
30. Royal Bank of Queensland	22	495.600
31. Standart of South Africa	151	1.548.525
32. Union Bank of Australia	156	1.500.000
Totaux.	2.614	38.163.446

*Foreign Joint Stock Banks possédant
un établissement à Londres.*

Banques et sièges sociaux	Agences	Capital versé en £
1. Anglo-Austrian Bank, Vienne	9	2.500.000
2. Anglo-Egyptian Bank, Londres	8	500.000
3. Anglo-Foreign Banking Co, Londres .	néant	420 000
4. Anglo Italian Bank, Londres	»	10.000
5. Anglo-Japanese Bank, Londres	2	299.115
6. Anglo-South American, Londres	19	1.250 000
7. Banco de Chile, Santiago et Valparaiso.	28	1.332.031
8. Banco español del Rio de la Plata, Buenos-Ayres	30	3.973.553
9. Bank of Egypt, Londres	4	625.000
10. Bank of Roumania Londres	1	300.000
11. British Bank of South America, Londres.	11	650.000
12. Comptoir national d'escompte de Paris.	159	6.000.000
13. Crédit lyonnais, Paris	250	10.000.000
14. Deutsche Bank, Berlin	12	10.000.000
15. Disconto Gesellschaft, Berlin	3	8.500.000
16. Dresdner Bank, Dresde	...	9.000.000
17. Hong-Kong et Shanghai Banking Co, Hong-Kong	27	1.500.000
18. Imperial bank of Persia, Téhéran . . .	8	650.000
19. Imperial Ottoman Bank, Constantinople.	50	5.000.000
20. Ionian Bank, Londres	83	15.510
21. London and Brazilian Bank, Londres.	16	1.000.000
22. London and River Plate Bank, Londres.	16	1.200.000
23. London Bank of Mexico and South America, Londres		480.000
24. National Bank of China, Hong-Kong .	1	291.262
25. National Bank of Egypt, Le Caire . . .	20	3.000.000
26. Société générale, Paris	714	12.000.000
27. Swiss bankverein	4	2.512.000
28. Yokohama Specie Bank	24	2.400.000
Totaux	1.427	85.708.471

IV. — Intermédiaires du crédit.

Après l'étude rapide que nous venons de faire du rôle sur le marché de Londres, des banques de dépôt, d'une part, et des « colonial and foreign banks », d'autre part, il nous reste à dire quelques mots des intermédiaires du

crédit dont les fonctions rentreraient plus ou moins sur le continent dans le cadre général de la banque.

Ces intermédiaires, demi-banquiers, selon le mot de Marx (1), sont les bill-brokers d'une part, les stock-brokers et jobbers d'autre part ; les premiers ont la spécialité de l'escompte, les seconds font le commerce des valeurs.

1° *Les bill-brokers* (2).

Les bill-brokers, courtiers en lettres de change, sont les intermédiaires entre les banquiers et les commerçants, c'est-à-dire entre ceux qui veulent acheter des lettres de change et ceux qui veulent les vendre. L'importance de leur rôle tient en particulier à la difficulté d'une connaissance parfaite du papier, connaissance qu'ils acquièrent par une longue expérience et en se tenant toujours au courant de la situation de leurs clients.

Les bill-brokers ne limitent pas leurs opérations au papier de banque (bank-paper, celui qui est accepté ou endossé par quelque grande banque ou compagnie de finance), ils escomptent aussi le papier endossé par des commerçants ordinaires, pourvu que leur situation soit suffisamment bonne. Ce papier de commerce (trade-bills) s'escompte à des taux plus élevés que le papier de banque, taux proportionnel aux risques.

Les bill-brokers achètent donc le papier et le gardent autant que possible jusqu'à échéance ; s'ils ont besoin de capitaux, ils se les procurent au moyen de l'argent à vue

(1) Marx, *Le capital*, III 11, trad. Borchardt. Paris, Giard, 1902, p. 15.

(2) L. F. Straker, *The money market*, Londres, 1904, ch. x ; F. E. Steale, *Present day Banking*, Londres, 1909, ch. vi ; Jaffé Edgar, *op. cit.*, pp. 73 sq., etc.

disponible sur le marché. Cet argent est prêté le plus souvent par les banquiers à des taux assez bas et avec la garantie des lettres de change qui leur sont alors endossées.

Les banquiers, nous l'avons vu, font eux-mêmes l'escompte des lettres de change de leurs clients ; mais cet escompte ne leur suffit pas et ils retirent de l'intermédiaire du broker un double avantage : d'abord, ils obtiennent une garantie de plus, la signature du broker, et d'autre part ils achètent au broker le papier à l'échéance qui leur convient suivant les besoins de leur caisse.

Le bill-broker, bon exemple du point extrême auquel est poussée la division du travail en Angleterre, est donc un intermédiaire utile, son rôle n'est cependant pas sans être critiqué et tout spécialement en temps de crise.

C'est alors, en effet, que le broker n'obtenant plus de crédit des banquiers se voit obligé de réescompter son papier à la Banque d'Angleterre et par conséquent de faire une brèche à sa réserve au moment le moins opportun.

Ce défaut d'organisation ressort directement de la constatation des diverses faillites importantes de bill-brokers dont chacune fut la cause directe ou indirecte d'une crise financière (1) :

1857 Sanderson et C ^o	passif de	£ 5.000.000
1866 Overend, Gurney et C ^o	— »	11.000.000
1875 Sanderson et C ^o	— »	7.000.000
— Young Borthwick et C ^o	— »	2.500.000
1890 Baring Brothers (foreign bill-brokers)	— »	21.000.000

L'expérience, il est vrai, a conduit à ne pas mettre de

(1) Edgar Jaffé, *op. cit.*, p. 80.

sommes trop considérables à la disposition d'une maison unique ; depuis quelques années d'ailleurs les affaires se sont en partie concentrées dans les mains de grandes sociétés par actions (Discount companies), qui présentent sur les brokers l'avantage de publier régulièrement des comptes et de faire ainsi connaître l'état de leurs affaires.

Quoique les bill-brokers ne doivent pas rentrer dans notre étude, nous ne devons cependant pas négliger de signaler la tendance à l'établissement de sociétés par actions en ce qui concerne même les délicates questions de l'escompte. En même temps que cette tendance à la concentration on doit aussi signaler une certaine tendance à l'intégration des affaires, car de plus en plus les discount companies ressemblent aux banques de dépôts, tandis que les banques de dépôt tendent par suite de l'augmentation de leur clientèle à escompter directement le papier qu'on leur présente.

2° *Les stock-brokers et les jobbers* (1).

De même que les bill-brokers sont les intermédiaires de la finance pour tout ce qui concerne les lettres de change, de même les stock-brokers et jobbers sont les intermédiaires en ce qui touche au trafic des valeurs.

Contrairement aux bill-brokers qui ne sont pas organisés et dont les affaires peuvent être traitées et le sont effectivement dans une certaine mesure par les banques, les stock-brokers (inside) ont une organisation rigide ne comprenant qu'un nombre limité de maisons et auxquelles seules l'entrée à la bourse des valeurs est permise. Ils forment une corporation dont la direction est élue par la

(1) V. Francis E. Steele, *Present day banking*, Londres, 1909, ch. VI, p. 43 sq. ; Jaffé Edgar *op. cit.*, p. 82 sq.

collectivité et dont les membres obéissent à des règles rigoureuses.

Autour d'eux se groupent sans organisation, mais toujours soumis à certaines règles, ceux que l'on nomme les « outsiders », qui d'ailleurs ne peuvent agir à la bourse que par l'intermédiaire d'un « insider ».

A côté de ces deux sortes de brokers, sont également membres du Stock Exchange, les jobbers qui ne sont pas comme les brokers de purs intermédiaires, mais peuvent agir pour leur propre compte.

Brokers et jobbers ne se confondent pas : les jobbers forment un anneau spécial dans la chaîne des intermédiaires ; ils sont intermédiaires entre les brokers eux-mêmes. Ainsi on distingue dans le public deux catégories : celle des acheteurs et celle des vendeurs, l'une et l'autre s'adressent à un broker ; le broker de chacune d'elles s'adresse au jobber qui traite spécialement l'affaire demandée (La spécialisation est poussée à un haut degré en Angleterre en ce qui touche les valeurs). Le Stock Exchange est divisé en effet en marchés de diverses sortes que constituent les jobbers. Il y a le Consol Market, l'American Market, le Mining Market, etc., et lorsqu'un broker reçoit un ordre soit d'achat, soit de vente il sait exactement à qui s'adresser pour son exécution.

On se plaint souvent de ces deux intermédiaires (1) que semble cependant justifier l'extrême diversité du marché des valeurs anglais, dont ils facilitent les transactions.

Ces explications données sur le rôle propre de ces intermédiaires, il nous faut voir le rôle qu'ils jouent vis-à-vis

(1) Le broker reçoit une commission ; quant aux jobbers, ils ont l'habitude de coter deux cours l'un d'achat, l'autre de vente et dont la différence constitue leur bénéfice : « *The turn of the market* ».

des banques. Ce rôle ressemble beaucoup à celui des bill-brokers. En effet les stock-brokers n'ont pas un capital suffisant pour acheter et garder jusqu'à ce qu'ils puissent les vendre avec profit des masses de valeurs. Ils déposent donc les valeurs achetées dans une banque qui leur avancera l'argent dont ils ont besoin contre cette garantie. Ou encore les banques par leurs avances aux brokers, toujours contre garantie des valeurs, permettent à ces derniers de prolonger les affaires de spéculation de leurs clients. Ces opérations de report se font de la façon suivante : le client vend les valeurs au broker avec le droit de les racheter à un prix plus élevé. D'autre part, pour obtenir les fonds nécessaires à l'achat, le broker emprunte auprès des banques qui en revanche ont la garantie du dépôt des valeurs. Le broker se trouve payé par la différence entre l'intérêt que lui prend la banque et celui qu'il fait payer à son client.

Il nous a semblé intéressant de préciser le rôle des stock-brokers et jobbers aussi bien que celui des bill-brokers, parce que les uns et les autres se trouvent en relation avec les banques de dépôt ; mais on voit que par le genre même de leurs affaires, ils sortent du cadre d'une étude de la concentration dans la banque ; comme en sont sortis précédemment, mais cette fois plus pour le champ sur lequel ils exercent leur activité que pour la nature de leurs opérations, les « foreign and colonial banks » et les « merchant bankers ».

De cette courte étude du marché financier anglais, il résulte que les banques de dépôt forment sinon le tout, du moins la presque totalité de la banque purement anglaise. Les savings banks ont des règles spéciales et en particulier ne disposent pas librement de leurs fonds ; les

foreign et colonial banks, quoique recevant quelques dépôts anglais, n'ont pas pour champ d'activité l'Angleterre. Enfin les intermédiaires du crédit, stock-brokers, bill-brokers et autres, quoique dans un sens très large du mot ils soient un peu banquiers, ne peuvent à aucun point de vue rentrer dans notre étude.

Ce sont les banques de dépôt entre les mains desquelles se concentrent les capitaux et l'épargne du peuple anglais qui forment le seul champ utile d'investigations pour qui veut étudier la concentration dans la banque en Angleterre.

CHAPITRE II

LE DÉVELOPPEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS. LEUR CONCENTRATION.

Dès le chapitre précédent on a pu voir que le mouvement de concentration avait pour base le développement des sociétés par actions ; sans la forme sociétaire on ne concevrait pas les vastes institutions qui seules sont à même de jouer le rôle que souvent des centaines de petites maisons privées n'arriveraient pas à remplir.

C'est donc à un historique de la formation puis du développement des joint stock banks que nous demandons de nous enseigner comment la concentration devint possible en Angleterre et comment en effet elle se développa (1).

En l'année 1708 on avait inséré une clause dans la charte de la Banque d'Angleterre, qui prohibait l'établissement de toute banque ayant plus de six associés.

Cette clause empêchait la formation de toute espèce de société par actions ; cependant l'accroissement constant de la fortune publique et du commerce de la nation exigeait un plus grand nombre de banques. Il se forma alors une grande quantité de banques ayant chacune moins de

(1) Nous avons consulté principalement pour ce chapitre : Macleod, Henry Dunning, *The theory and practice of banking*, Londres, 1892 ; Sykes E., *op. cit.*, I, p. 118 sq. ; II, p. 134 sq. et 432 sq. (chapitre dû à M. E. Sykes) ; Easton, *op. cit.* ; Straker F., *op. cit.*

six associés. — Il est à noter ici que la charte de la Banque d'Angleterre ne s'appliquant pas à l'Ecosse, des Joint stock banks y furent formées dès cette époque ; on sait que depuis leur développement fut tel qu'elles ont absorbé la presque totalité des affaires de banque en ce pays.

Mais ces banques (anglaises) de moins de six associés furent sans doute formées de façon trop hâtive, car on constata un grand nombre de faillites (environ 1.000 banques) de 1793 à 1818. Ce fut l'occasion de remettre en avant le principe des sociétés par actions.

Dès 1823 on essaya de persuader la Banque d'Angleterre et de lui faire abandonner son privilège au moins dans la mesure où il empêchait l'établissement de sociétés par actions. On n'y réussit pas, et rien de nouveau ne fut fait avant 1826.

Les nombreux désastres de l'année précédente étaient alors généralement attribués à la mauvaise direction des banques provinciales et le ministère fut assez puissant pour forcer la Banque à rendre son monopole injustifiable et à permettre enfin l'établissement de joint stock banks à plus de soixante-cinq milles de la métropole (1). L'Act de 1826 ne parle ni de la constitution ni du capital de ces sociétés, de sorte que chacune pouvait se choisir une forme particulière, déterminer son propre capital et faire toute publicité à ce sujet.

Peu de joint stock banks furent d'abord formées sous la garantie de cet Act ; les premières furent celles de Bradford, Lancaster, Norwich, etc. Ce sont seulement les années

(1) L'Act de 1826 dit : « That banks of an unlimited number of partners may be formed, provided that they shall not have any house of business in London, or at any place within sixty-five miles there of. »

prospères de 1852 et suivantes qui précipitèrent leur développement.

En 1833 vint le renouvellement de la charte de la Banque d'Angleterre et l'on décida de supprimer les restrictions vexatoires qui empêchaient les banques de créer des lettres de change ou des billets de moins de £ 50 payables à vue par leurs agents de Londres. En même temps on demanda aux banques de produire des comptes hebdomadaires, certifiés sous serment, du montant de leurs billets en circulation, et de faire parvenir aux « commissionners » de l'administration du Timbre une statistique trimestrielle du montant moyen de leur circulation.

C'est alors que l'attention générale se porta sur la découverte faite en 1822 par M. Joplin. Selon lui la charte de la Banque d'Angleterre n'empêchait pas la formation de joint stock banks à Londres et d'adopter un genre d'affaires semblable à celui des banquiers de Londres (1). Le cas fut soumis aux avocats de la Couronne, qui confirmèrent cette vue. Cette façon inattendue de tourner le monopole de la Banque remplit de consternation ses directeurs qui demandèrent la révision de la charte. Lord Althorp s'y refusa énergiquement et répondit qu'il voulait bien laisser à la Banque ses privilèges, mais qu'il s'opposerait à leur extension. Pour écarter toute espèce de doute à ce sujet, on inséra dans le Bank Charter Act une déclaration permettant expressément la formation de joint

(1) M. Joplin disait : « That public banks have not hitherto existed, more especially in London and Lancashire, seems to have risen from the want of a proper knowledge of the principle of banking rather than from the Charter of the Bank of England, which I find not prevent public banks for the deposit of capital from being established » (Cité par Easton, *op. cit.*, p. 54-55).

stock banks, « à condition qu'elles n'empruntent ou n'achètent en Angleterre aucune somme d'argent au moyen de lettres de change ou de billets payables à vue ou à quelque terme de moins de six mois (1). »

Cette déclaration ne resta pas longtemps sans effet et bientôt fut formée la première joint stock bank de Londres, la London and Westminster Bank (1854).

On peut se faire une idée des énormes difficultés qu'ont dû surmonter les organisateurs de ce grand établissement en rappelant qu'il ne fut pas constitué en la forme du Joint stock banking Act, qui n'avait pas force de loi dans le rayon de soixante-cinq milles de Londres, mais que c'était une simple association de droit commun. L'un des moindres inconvénients de cette constitution était que la banque ne pouvait soutenir en justice la moindre action sans énumérer tous ses associés, un à un, et l'on sait que la plus petite erreur d'orthographe dans l'un des noms aurait alors vicié la procédure.

La London and Westminster bank était la plus grande institution de droit commun qui existât en Angleterre ; toutes les autres joint stock banks de Londres formées avant l'Act de 1844, ne furent pas autre chose que des associations de droit commun. Les inconvénients insupportables de cet état de choses conduisirent à une proposition de loi faite au Parlement en vue de rendre le président de la London and Westminster bank capable de soutenir en justice tant activement que passivement les actions de la banque. Les directeurs de la Banque d'Angleterre s'y opposèrent fortement ainsi que Lord Althorp.

(1) « Provided they did not borrow or take up in England any sum or sums of money on their bills or notes payable on demand, or at any less time than six months from the borrowing there of. »

La Chambre des Communes donna 141 voix contre 35 en faveur du bill. Mais le gouvernement fut assez influent à la Chambre des Lords pour le faire rejeter.

Après cet échec, la London and Westminster adopta le plan de faire tous ses contrats par l'intermédiaire de fondés de pouvoir — trustees — et toutes les joint stock banks de Londres durent adopter ce procédé. Ces autres banques fondées sur les mêmes bases que la London and Westminster étaient la London Joint Stock bank (fondée en 1836), la Union bank (1839); la London and County bank (1839); et la Commercial Bank (1840).

De nombreuses restrictions gênaient encore les banques, entre autres celle-ci que la London and Westminster, sous la direction active de Gilbert, essaya de tourner : aucune association ni société de plus de six membres ne pouvait accepter de lettres de change à moins de six mois de date ; défense qui existait aussi bien pour une société faisant la banque que pour toute autre. Mais les termes de l'Act ne défendaient pas le même acte à des fondés de pouvoir — trustees. — Si un fondé de pouvoir pouvait accepter, rien semble-t-il ne pouvait l'empêcher de le faire par procuration. On essaya de tourner par ce moyen le monopole de la Banque d'Angleterre. Le 21 février 1835 la banque de Saint-Albans tira une lettre de change de 25 livres sur la London and Westminster, payable à 21 jours de date. Cette lettre fut présentée le 23 à l'acceptation à la London and Westminster et acceptée de la façon suivante.

Accepted,

At 36, Throgmorton-str., per procuration of
the trustees of the London and Westminster Bank,

J.-W. Gilbert, *Manager*.

La Banque d'Angleterre se mit en devoir d'obtenir une

sentence qui empêchèt les banques d'accepter des effets en cette forme. Le cas fut plaidé et la *Cour des Common Pleas* estima qu'il y avait infraction au Bank' Charter Act de 1833 et deux autres Acts en vigueur concernant la Banque d'Angleterre. Conformément à cette décision, le *Master of the Rolls* fit défense aux banques d'accepter des lettres de change à moins de six mois de date. Le seul résultat fut que les banques payèrent les effets tirés sur elles sans les avoir acceptés préalablement.

La London and Westminster Bank s'étant fait battre sur ce point, il incombait à la London Joint Stock bank d'entrer à son tour dans la lice contre la Banque d'Angleterre.

Elle s'entendit pour cela avec une banque du Canada, qui devait tirer sur M. George Pollard. M. Pollard devait accepter en son propre nom, mais la London Joint stock s'engageait à faire les fonds pour faire honneur à l'acceptation de M. Pollard. Ce genre de transactions devint usuel entre les deux banques. M. Pollard étant le directeur de la London Joint Stock, son acceptation valait en réalité pour celle de la banque.

La Chambre des Lords déclara le procédé ingénieux, mais non pas illégal, et les banques purent faire indirectement ce qu'on leur défendait de faire directement.

Tous ces détails historiques, que nous empruntons pour la plupart à la si intéressante histoire des Joint Stock banks de Macleod, montrent à quelles subtilités étaient réduites les sociétés par actions pour tourner les privilèges injustifiés de la Banque d'Angleterre.

D'autre part, la situation des joint stock banks était encore légalement très incertaine : De droit commun il est reçu que personne ne peut poursuivre une action à la fois activement et passivement. Si donc une même personne

était membre de deux associations, ces associations ne pouvaient agir en justice l'une contre l'autre ; de même aucune association ne pouvait poursuivre un de ses membres, ni *vice versa*. Or, on sait que les joint stock banks de Londres étaient des associations de droit commun, et, ce qui était vrai pour ces dernières l'était aussi pour elles. Le statut de 1838, c. 96, remédia à ces anomalies. Il décida qu'une banque pouvait poursuivre en justice un de ses membres comme un étranger, et le statut de 1840, c. 111, étendit ce droit aux cas criminels.

Il n'était pas légalement permis aux gens d'Eglise de faire le commerce, et l'on tenait pour nulles et illégales les associations à but commercial comprenant des gens de cet état. Or on s'aperçut un beau jour que la plupart des banques par actions en Angleterre étaient illégales et tous leurs contrats nuls parce que quelques-uns de leurs actionnaires étaient des clergymen.

La loi de 1841 (c. 14) fut votée pour obvier à cet inconvénient ; elle déclara que de semblables associations n'étaient pas nulles ni illégales, et que leurs contrats étaient valables quoique quelques-uns de leurs actionnaires fussent des clergymen.

Telles étaient les difficultés aux prises avec lesquelles se trouvèrent successivement les Joint stock banks de Londres. Pour celles qui se formèrent au delà d'un rayon de soixante-cinq milles de Londres, il n'en était pas de même. Le législation de 1826 qui leur était applicable les avait laissées parfaitement libres en ce qui concerne leurs statuts, leur capital nominal et réel et tous les détails de leur administration ; on ne leur demandait pas non plus de publier de comptes. Le public restait donc dans l'ignorance absolue de l'importance et de la situation de la ban-

que, car chacune pouvait annoncer un capital nominal de £ 1.000.000, divisé en tel ou tel nombre d'actions. Mais il n'était donné à personne de savoir exactement combien d'actions avaient été payées réellement ; personne dans le public ne pouvait affirmer que seulement £ 500 avaient été versées sur un capital nominal de £ 1.000.000.

Or, vu le succès des premières joint stock banks, toutes ces libertés permirent à la spéculation de s'emparer de la nouvelle institution : de nombreux établissements furent créés, de trop nombreux même et de nombreuses faillites se succédèrent par suite d'inexpérience, comme il fallait s'y attendre. Des comités furent élus à la Chambre des Communes pour faire une enquête à ce sujet en 1836-1837 et en 1840-1841.

Les grands abus révélés au cours de cette enquête déterminèrent Sir Robert Peel à proposer une loi qui réglât la future constitution des banques. Le bill fut voté et devint l'Act de 1844 (Statute 1844, c. 113).

Ce Joint stock banking Act de 1844, qu'il ne faut pas confondre avec le Bank Act de la même année qui règle les conditions de l'émission fut complètement abrogé en 1857 quand on s'aperçut qu'il était absolument inadéquat aux fonctions qu'il devait remplir.

Le nouvel Act (Statute 1857, c. 49) contient les principales dispositions suivantes :

1° Toute société formée suivant les dispositions des Acts, Statute 1844, c. 113, ou Statute 1845, c. 75, doivent se faire enregistrer — register — avant le 1^{er} janvier 1858, suivant le dit Act, sous peine de sévères pénalités.

2° Toutes règles des acts précédents incompatibles avec les règles des Joint-stock companies Acts de 1856 et 1857 sont abrogées.

3° Sept personnes ou plus peuvent se faire enregistrer sous forme de société autre que compagnie à responsabilité limitée, suivant cet Act, à condition que les actions entre lesquelles est divisé le capital soient d'au moins £ 100 chacune.

4° Le nombre des associés permis dans une société privée (*private bank*) est porté à dix.

Le principe de la responsabilité limitée avait été admis dès 1855 pour les *Joint stock companies*, excepté pour les *joint stock banks*.

Cette distinction inexplicable ne fut supprimée qu'en 1858.

Cet Act (Statute 1858, c. 91) contient les dispositions suivantes :

1° Tout ce qui dans le statut de 1857 empêchait les banques de se former sous le principe de la responsabilité limitée est aboli.

2° Toutes les banques d'émission sont sujettes à la responsabilité illimitée quant au montant de leur circulation ; et cette responsabilité s'additionne à celle qu'elles ont de droit commun vis-à-vis leurs créanciers ordinaires.

3° Toute banque par actions doit se faire enregistrer suivant cet Act.

4° Toute compagnie formée dans les règles de cet Act doit publier chaque année, au 1^{er} février et au 1^{er} août, un état de son actif dans les formes prescrites par l'Act.

Nous sommes ainsi arrivés (1) à la législation actuelle (2)

(1) En suivant toujours de très près le texte de Mac Leod, le plus digne de foi auquel on puisse se référer en ces matières.

(2) V. quelques paragraphes de la loi de 1908 que nous donnons dans l'annexe I.

(à quelques modifications près) qui a enfin permis un large développement des Joint stock banks, et avec lui un mouvement de concentration important.

La période des difficultés législatives est passée, seuls à partir de cette date entrent en jeu les facteurs économiques.

Le tableau suivant que nous empruntons à Easton (1) nous montre le nombre des Joint stock banks qui furent fondées dans les périodes quinquennales suivantes :

1826-30	=	10
1831-35	=	28
1836-40	=	34
1841-45	=	3
1846-50	=	0
1851-55	=	1
1856-60	=	0
1861-65	=	26
1866-70	=	5
1871-74	=	11

C'est à peu près à cette dernière période que le nombre des Joint stock banks anglaises a atteint son maximum (2). Depuis, ce nombre non seulement n'a pas augmenté, mais même n'a pas cessé de décroître. Le tableau suivant (3) montre en quelques chiffres la progression, puis la dégression de ce nombre.

(1) Easton, *op. cit.*, p. 60.

(2) Il est extrêmement difficile de donner une statistique absolument exacte des Joint stock banks pour ces périodes primitives ; les statistiques que l'on trouve varient suivant les diverses catégories de banques qui y sont comprises.

(3) V. Easton, *op. cit.*, p. 60.

	1845	1860	1865	1870	1875	1895	1902
Banques purement londoniennes	4	7	11	12	12	5	3
London and provincial banks.....	1	2	9	8	7	12	20
Banques provinciales...	—	85	93	92	99	82	44
	5	94	113	112	118	99	67

On remarque que depuis 1875 seul le nombre des London and provincial banks a augmenté régulièrement tandis que ceux des banques londoniennes et des banques provinciales subissent une rapide dégression.

Les statistiques que donne l'*Economist* (1) semblent aller à l'encontre de ce que nous avançons ici. Le nombre des banques relevées dans le premier supplément semestriel (20 oct. 1877) était en effet de 50 ; en 1889 ce nombre dépassait 100 et il est revenu de nouveau aujourd'hui (23 oct. 1909) à 50. Mais en réalité cette statistique dont nous aurons à faire un fréquent usage ne comprend que les banques publiant leurs bilans. Or le nombre de ces banques était relativement restreint en 1875, tandis qu'il comprend la presque totalité des banques aujourd'hui et depuis quelques années déjà. On ne peut en conséquence pas tenir compte du chiffre de 50 pour l'année 1877, alors que ceux de 1889 jusqu'à l'époque actuelle sont le plus près possible de la réalité (c'est-à-dire du nombre total des banques).

Voici d'ailleurs une autre statistique faite un peu différemment, dont les chiffres ne concordent par conséquent

(1) V. Reports of Joint stock banks of the United Kingdom, supplément semestriel (mai et octobre) de l'*Economist* de Londres paraissant depuis 1877.

pas exactement, mais qui permet de constater la même diminution du nombre des banques.

Le *Bankers Magazine* de juillet 1908 (*Banking amalgamations, England and Wales*), estime qu'il y avait au moins 600 banques séparées en Angleterre et Pays de Galles entre 1825 et 1835.

Ce nombre passerait à 460 ou 470 en 1845.

Enfin les chiffres suivants sont donnés d'après le *Banking Almanac* (ils contiennent par conséquent toutes les banques, même celles qui ne publient pas de bilan) :

1878	Banques privées.	257
	Joint stock banks	118
	Ensemble.	375
1896		270
1907		160

« Mais de ce dernier nombre, 160, il faut faire une considérable déduction pour avoir le chiffre exact des banques proprement dites. Au moins 100 sur 160 sont en effet des *Discount Houses*, des *Exchange brokers*, des *Army and Navy agents*, des *Dealers of foreign Exchange* et autres agents, ayant quelquefois une situation très élevée, mais qui ne sont pas à proprement parler des banquiers...

« D'où il résulte que le nombre des banques dans le sens ordinaire du mot, en Angleterre et Pays de Galles, ne dépasse pas aujourd'hui 50 à 55, et le plus petit nombre est sans doute plus près de la vérité (1). »

Il est vrai que dans la liste de 160 on comprend des *private banks* ; mais une maison commerciale peut être enregistrée sous le nom de banque, sans qu'elle fasse pour cela ce qu'on appelle ordinairement des affaires de ban-

(1) *Bankers Magazine*, juillet 1908, p. 8.

que. Ainsi il y a des maisons qu'on appelle banques et qui cependant ne reçoivent pas de dépôts et sur lesquelles on ne tire pas de chèques régulièrement.

On voit que ces chiffres (375, 270, 160) quelque différents qu'ils soient au premier abord, concordent au fond avec ceux de l'*Economist* si on se donne la peine d'analyser leur contenu.

Cette réduction du nombre des banques ne prouve en rien que les affaires de banque soient moins prospères aujourd'hui qu'elles ne l'étaient en 1875. Elle est due tout simplement soit pour une petite part à la liquidation volontaire ou non de quelques banques, soit pour la plus grande part (la presque totalité) aux amalgamations.

Ce n'est donc pas à une diminution de la banque à laquelle nous assistons, mais à un mouvement de concentration ; mouvement dont nous ne pouvons mieux marquer l'ampleur qu'en étudiant parallèlement à la diminution du nombre des banques, l'augmentation et l'accroissement des établissements survivants.

C'est ce que nous allons faire en passant en revue les progrès de la banque sous les trois titres suivants : succursales, ressources (capital et réserves), dépôts.

§ 1. — Succursales (*branches*).

William Newmarh estimait qu'en 1838 le nombre total des bureaux de banque de toute la Grande-Bretagne était de 2.008. A elles seules quatre banques aujourd'hui en possèdent 2.070 (1) :

London City and Midland Bank, Ltd	618
Lloyds Bank, Ltd	560
Barclay et Company, Ltd.	464
Capital and Counties Bank, Ltd	428
	2070

(1) V. *Bankers Magazine*, février 1909, p. 185.

Voici d'ailleurs les statistiques que donne à ce sujet le *Bankers Magazine* de 1909 (fév.) pour la Grande-Bretagne et l'Irlande (1) :

*Total des bureaux de banques en Grande-Bretagne
et Irlande.*

Dates	Nombres	Prop. par rap- port à 1858 (1858 = 100)
1858.	2.008	100
1866.	2.588	130
1872.	2.924	145
1878.	3.554	178
1886.	4.460	223
1896.	5.627	281
1897.	5.811	290
1898.	6.119	310
1899.	6.381	320
1900.	6.512	325
1901.	6.645	332
1902.	6.843	342
1903.	7.053	352
1904.	7.238	360
1905.	7.393	370
1906.	7.507	375
1907.	7.676	383
1908 (2)	7.861	393

On voit que ce nombre de 7.753 a à peu près quadruplé en l'espace d'un demi-siècle.

Cette statistique que nous donnons pour la Grande-Bretagne et l'Irlande (les chiffres de 1858 à 1878 sont dus à Newmar qui n'a pas donné les chiffres spéciaux pour l'Angleterre) serait encore plus frappante si nous pouvions la

(1) V. *Bankers Magazine*, février 1909, p. 159.

(2) Le nombre 7.861 comprend 108 bureaux de foreign and colonial banks qui ont un bureau à Londres. Le chiffre rectifié serait 7.753.

donner pour l'Angleterre seule. En effet, d'une part le développement de la banque est moins intense en Irlande, d'autre part ce développement s'est fait d'une façon beaucoup plus hâtive en Écosse. Nous constatons en effet dans les statistiques suivantes que l'Écosse avait déjà 812 bureaux ouverts en 1872, soit un bureau pour 4.137 habitants tandis que l'Angleterre n'avait encore qu'un bureau pour 12.766 habitants ; mais tandis que le nombre des bureaux est passé pour l'Angleterre de 1.779 à 5.832, c'est-à-dire qu'il a plus que triplé, ce même nombre relatif à l'Écossien a même pas doublé (812-1211) entre 1872 et 1908. On constate de même que sur les 4.314 bureaux ouverts en Grande-Bretagne et Irlande entre 1876 et 1908 (compris) :

3.700	l'ont été en Angleterre.
12	— dans l'Île de Man.
304	— en Écosse.
298	— en Irlande.

soit environ 86 o/o en Angleterre et 14 o/o seulement dans les autres pays.

Ces bureaux sont aujourd'hui répartis en Angleterre comme le montrent les tableaux suivants (pp. 64 et 65)(1). Nous donnons également à titre de comparaison la répartition des succursales pour l'Île de Man, l'Écosse et l'Irlande.

Il ressort de ces tableaux que quatre banques ont plus de 400 bureaux, trois en ont plus de 200 et 12 plus de 100. Elles possèdent à elles seules 4.737 bureaux sur 5.699 ouverts en Angleterre ; c'est dire qu'en ce qui concerne les succursales le mouvement de concentration a déjà atteint

(1) Ces tableaux sont pris dans le *Bankers Magazine* de février 1909, pp. 183 et 184.

en Angleterre un degré très avancé, quoiqu'il ne soit pas aussi élevé qu'en Écosse où 10 banques possèdent la totalité sauf 1 des bureaux ouverts.

Proportion du nombre d'habitants pour chaque bureau de banque ouvert en Grande-Bretagne en 1872, 1881, 1891, 1907.

	Bureaux de banque	Population	Nombre d'habitants pour chaque bureau
1872		1871	
Angl. et Pays de Galles.	1.779	22.712.266	12.766
Ecosse.	812	3.360.018	4.137
Irlande	333	5.412.377	16.252
Grande-Bretagne. . . .	2.924	31.484.661	10.760
1881		1881	
Angl. et Pays de Galles.	2.302	25.974.439	11.283
Ecosse.	987	3.735.573	3.780
Irlande	398	5.174.836	13.002
Grande-Bretagne. . . .	3.687	34.884.848	9.461
1891		1891	
Angl. et Pays de Galles.	3.628	29.002.525	7.885
Ecosse.	988	4.025.647	4.074
Irlande	574	4.704.750	8.196
Ile de Man	15	—	—
Grande-Bretagne. . . .	5.205	37.732.922 *	7.249
1908		1901	
Angl. et Pays de Galles.	5.832	32.527.843	5.577
Ecosse.	1.211	4.472.103	3.693
Irlande	795	4.458.775	5.608
Ile de Man	23	55.598	2.417
Grande-Bretagne. . . .	7.861	41.514.319	5.281

Ce tableau est extrait du Banking Almanac pour 1909, p. 26.

BUREAUX DE BANQUE DU ROYAUME-UNI.

(a) ANGLETERRE ET PAYS DE GALLES.

Siège principal	Bureaux ouverts tous les jours	Bureaux ouverts périodiquement	Total	Siège principal	Bureaux ouverts tous les jours	Bureaux ouverts périodiquement	Total
2	440	115	557	1	18	6	25
1	410	102	513	1	15	8	24
1	308	155	464	1	10	12	23
1	335	92	428	1	8	8	17
1	241	74	316	1	13	3	17
1	221	46	268	1	15	...	16
1	207	47	255	1	10	4	15
1	153	35	189	1	11	2	14
1	115	70	186	1	10	2	13
1	126	57	184	1	8	4	13
1	135	43	179	1	10	2	13
1	139	29	169	1	11	...	12
1	165	5	171	1	5	4	10
1	128	37	166	1	5	4	10
1	101	38	140	1	8	1	10
1	84	42	127	1	7	1	9
1	103	12	116	1	8	...	9
1	83	21	105	1	5	3	9
1	88	13	102	1	3	4	8
1	79	22	102	1	3	4	8
1	80	14	95	1	6	1	8
1	70	9	80	1	6	...	7
1	55	15	71	1	2	3	6
1	23	23	47	1	4	...	5
1	45	...	46	1	4	...	5
1	21	24	46	1	1	...	2
1	36	...	37	1	1	...	2
1	16	16	33	1	1	...	2
1	17	14	32	1	1	...	2
...	31	...	31	1	1	...	2
1	15	12	28	100	...	...	100
Succursales en Angleterre des Banques d'Ecosse et d'Irlande.....				161	4,280	1,258	5,699
Bureaux des Banques coloniales et étrangères en Angleterre.....				88	20	...	108
TOTAL				249	4,325	1,258	5,832

NOTE. — L'amalgamation de la North and South Wales Bank avec la London City and Midland n'est pas comprise dans le tableau ci-dessus.

BUREAUX DE BANQUE DU ROYAUME-UNI

(b) ILE DE MAN.

Siège principal	Bureaux ouverts tous les jours	Bureaux ouverts périodiquement	Total
I	7	...	8
A	6	...	6
B	6	...	6
C	3	...	3
1	22	...	23

(A) Lancashire and Yorkshire Bank, Limited. Head Office in England.

(B) Parr's Bank, Limited. Head Office in England.

(C) Lloyds Bank, Limited. Head Office in England.

(c) ECOSSE.

Siège principal	Bureaux ouverts tous les jours	Bureaux ouverts périodiquement	Total
1	164	...	165
1	163	...	164
2	152	4	158
1	146	6	153
1	149	...	150
1	135	5	141
1	133	6	140
1	120	2	123
1	15	...	16
1	...	...	1
11	1,177	23	1,211

(d) IRLANDE.

Siège principal	Bureaux ouverts tous les jours	Bureaux ouverts périodiquement	Total
1	73	85	159
D	98	22	120
1	58	41	100
1	64	26	91
E	56	30	86
1	46	30	77
1	45	30	76
1	51	21	73
1	7	3	11
1	...	...	1
1	...	...	1
9	498	288	795

(D) National Bank, Limited. Head Office in London.

(E) Provincial Bank of Ireland, Limited. Head Office in London

§ 2. — Ressources (capital et réserves).

Nous étudions dans un seul paragraphe à la fois le capital et les réserves. Si, en effet, le capital est la première chose à considérer puisqu'il indique l'importance des affaires, les réserves ne sont pas moins intéressantes, car elles indiquent mieux que le capital, la prospérité et la solidité des affaires. Quoiqu'elles ne soient pas souscrites de la même manière que le capital par les actionnaires, elles n'en sont pas moins leur propriété. Elles forment une sorte de second capital dont la banque a l'usage sans avoir à payer de dividende sur son montant.

L'augmentation des ressources (capital et réserves, *banking capital*) des banques, sans avoir suivi une progression aussi régulière que le développement des succursales, n'en est cependant pas moins très marquée en Angleterre.

Cet accroissement entre les années 1876 et 1908 n'est pas moindre de £ 46.356.585, soit plus de 1.150 millions de francs, savoir :

en capital versé	£ 24.323.727
en réserves	« 22.032.858

Le tableau suivant donne le détail de cette progression année par année, et les notes expliquent tout chiffre qui peut sembler tant soit peu anormal.

*Accroissement ou diminution du capital et des réserves
des banques anglaises de 1876 à 1908.*

Années	£	Années	£
1876.	+ 1.817.610	1893 (9).	+ 124.162
1877.	+ 1.383.152	1894 (10).	— 409.380
1878 (1).	+ 195.527	1895 (11).	+ 484.933
1879.	+ 1.198.226	1896 (12).	— 412.486
1880.	+ 2.988.001	1897 (13).	— 884.833
1881 (2).	+ 471.840	1898.	+ 1.923.093
1882.	+ 1.000.217	1899.	+ 2.314.322
1883.	+ 2.400.902	1900 (14).	+ 897.532
1884.	+ 2.135.456	1901.	+ 1.938.810
1885 (3).	+ 1.821.613	1902.	+ 1.307.583
1886.	+ 311.616	1903.	+ 1.434.306
1887.	+ 127.606	1904 (15).	— 674.040
1888 (4).	+ 451.658	1905 (16).	— 294.231
1889 (5).	+ 1.155.074	1906 (17).	+ 405.764
1890 (6).	+ 2.640.115	1907 (18).	— 250.314
1891 (7).	+ 11.079.962	1908 (19).	— 151.280
1892 (8).	+ 7.424.069	1876-1908.	+ 46.356.585

	Capital
(1) 1878. Faillite de la West of England Bank.	— 906.666
(2) 1881. Réduction de la Midland Bkg Co.	— 255.000
(3) 1885. Formation en société par actions de Glyn Mills Currie and Co	+ 1.500.000
(4) 1888. Formation de Grant and Madison's Union Banking Co	+ 100.000
(5) 1888. Formation en sociétés par actions de : Bolithos £ 250.000, Garfits £ 250.000, Morlocks £ 115.000	+ 615.000
(6) 1890. De même : Battens £ 90.000, J. Stuart et Co £ 200.000, Melville and Co £ 100.000	+ 390.000
Borwick, Lechmer and Co publient leurs comptes	+ 150.000

(7)	1891. Publication de comptes de banques privées	+ 5.650.394
(8)	1892. Publication de comptes de banques privées	+ 5.614.811
	Formation de Coutts and C ^o en Joint Stock C ^o	+ 1.000.000
(9)	1893. Absorption de l'Imperial Bank Ltd par la London Joint Stock.	— 875.000
(10)	1894. Absorption de : Croxon Jones et C ^o £ 35.000. Hull Bkg C ^o £ 300.000. Preston Union Bk £ 40.000. Sir S. Scott Bt. and C ^o £ 400.000	— 775.000
(11)	1895. Harrod's Stores Ltd £ 247.207. Polyth and C ^o Ltd £ 120.000	+ 367.207
(12)	1896. Carlisle City et District bk Ltd absorbée.	— 100.000
	Réduction du capital de Consolidated Bk. Ltd	— 264.630
	Liquidation de la London et Universal Bk Ltd	— 156.000
(13)	1897. Absorption de Huddersfield Bkg C ^o Ltd £ 636.575. North Western Bank Ltd £ 485.000. Bank of Bolton £ 390.084	— 1.511.659
(14)	1900. Absorptions, sans accroissement correspondant de capital de Ashton Stalybridge, etc. £ 470.000. Brown Janson and C ^o £ 1.000.000. Leicestershirs Bkg C ^o £ 640.000. Liverpool Union Bk. £ 1.000.000. Oakes Bevan and C ^o £ 75.000; Parsons, Thomson and C ^o . . . £ 100.000 Woodbridge Lacy and C ^o £ 100.000 £ 2.985.000 Liquid. London and Northern Bk. £ 222.746	— 3.207.746
(15)	1904. Absorptions de Bradford Commercial Joint Stock Bkg C ^o Ltd £ 450.000 et de Mercantile Bk of Lancashire Ltd £ 287.200.	— 757.200

Nous devons constater que d'après le tableau (1) que nous donnons précédemment (p. 67), sept années sur trente-deux (1876-1908) ont vu diminuer les ressources des banques anglaises, savoir :

(1) Ce tableau et les notes correspondantes sont extraits du *Bankers Magazine* de janvier 1909, p. 30-31.

-
- | | |
|------|---|
| (16) | 1905. Absorptions de Bacon Cobbold and C ^o
£ 156.076. Bolito, Williams, Fos-
ter, Coode and C ^o Ltd £ 602.500.
Liquidation de Financial et Com-
mercial Bk Ltd £ 300.000, de Inter-
national Bank of London £ 328.000.
Absorption de Midland Counties
District Bank Ltd £ 300.000. . . . — 1.536.183 |
| (17) | 1906. Absorptions de Berwick Lechmere
and C ^o £ 150.000, Craven Bk C ^o
£ 300.000. Devon et Cornwall Bkg C ^o
£ 600.000, Nottingham Joint Stock
£ 376.000. Liquidation de Merchant
Banking C ^o Ltd £ 325.000. . . . — 1.751.000 |
| (18) | 1907. L'United Counties Bk augmente son
capital de £ 393.332 et absorbe
Bradford Old Bank Ltd £ 500.000
et Wakefield and Bamsby Union Bk
Ltd £ 135.000 = — £ 241.668.
Absorption de Eyton Burton and C ^o
Ltd £ 80.000, Sheffield and Rother-
ham Bk Ltd £ 250.000 — 577.668 |
| (19) | 1908. Lloyds Bank augmente ses ressour-
ces de £ 370.000 et absorbe Lamb-
ton and C ^o £ 699.034 = — £ 329.034
Manchester and Liverpool District
Bkg C ^o augmente son capital de
£ 421.000 et absorbe Lancaster Bkg
C ^o £ 602 500 = — £ 181.500 . . . — 510.534 |

1894	de.		£	409.380
1896				412.426
1897				884.833
1904				674.040
1905				294.231
1907				250.314
1908				151.280
Soit au total				£ 3.076.504

Ces diminutions résultent pour la plupart, comme le prouvent les notes précédentes, d'amalgamations et d'absorptions dans lesquelles le capital des banques absorbées a été payé et non totalement remplacé.

Il est également de notre devoir de constater que souvent, et en particulier dans les années 1891 et 1892, l'augmentation du capital n'est qu'apparente ; elle est simplement due à ce que des banques auparavant gérées comme des maisons privées, ou sont transformées en sociétés par actions, ou même sans cela se mettent à publier leurs comptes.

C'est seulement à partir de 1898 que l'on peut affirmer sans crainte d'erreur que toute augmentation de capital marque un apport d' « argent nouveau » dans les ressources des banques ; or de 1898 à 1903 inclus, ces ressources augmentèrent régulièrement de 1 à 2 millions de livres par an.

D'autre part, on ne peut ne pas remarquer les diminutions de capital qui eurent lieu en :

1904		£ —	674.040
1905		—	294.231
1907		—	250.314
1908		—	151.280
			£—1.369.865

qui donnent au total une diminution de plus de £ 1.369.000. Il est intéressant de rapprocher de ce fait d'une part, les dépenses auxquelles les banques ont été entraînées par la baisse de leurs consolidés en portefeuille (1), et d'autre part les sommes considérables qu'elles ont consacrées soit à de nouveaux établissements, soit à l'achat d'autres banques.

Du premier chef, elles ont dépensé près de £ 8.000.000 (de 1902 à 1908) et du second plus de £ 2.500.000 (2).

Années	Sommes consacrées à compenser la baisse des consolidés £	Dépenses de nouveaux établissements et d'absorption £
1908.	1.773.022	338.204
1907.	1.773.940	359.943
1906.	226.900	462.400
1905.	67.400	382.000
1904.	3.600.000	270.000
1903.	115.000	390.000
1902.	403.000	532.000
	7.959.262	2.734.547

(1) Voici les cours des consolidés pendant les 10 dernières années

	Plus haut		Plus bas
		2 3/4 0/0	
1897.	113 7/8		110
1898.	112 7/8		108 7/8
1899.	111 1/2		97 3/4
1900.	103 1/4		96 3/4
1901.	97 7/8		91
1902.	97 7/8		92 1/2
		2 1/2 0/0	
1903.	93 5/8		86 7/8
1904.	91 1/4		85
1905.	91 13/16		87 1/2
1906.	91		85 9/16
1907.	87 3/8		80 3/4
1908.	88 3/8		83 5/6

(2) Les chiffres sont extraits du *Bankers Magazine* de juin 1909

Sans vouloir trouver dans les dépenses occasionnées par les deux chefs précédents la cause directe du ralentissement qui subit la progression du capital et des réserves, nous croyons pouvoir les donner comme une explication plausible de ce ralentissement.

Quoi qu'il en soit, l'augmentation du capital et des réserves des banques a été considérable même si l'on n'envisage que les trente dernières années pour lesquelles seules nous avons des statistiques complètes, et l'on peut se faire une idée de l'ampleur de la concentration en mettant vis-à-vis les deux tableaux suivants, le premier donnant les 50 Joint stock banks qui publiaient leurs comptes en 1877 (première statistique de ce genre de l'*Economist*) et le second extrait du plus récent supplément de l'*Economist* (1) et qui comprend aussi une liste de 50 Joint stock banks. Nous avons expliqué plus haut pourquoi il ne fallait pas tenir compte, au point de vue de la concentration du nombre de ces banques, de la première statistique comprenant les seules banques publiant leurs comptes, les plus importantes il est vrai, mais non les plus nombreuses, tandis que la seconde comprend leur presque totalité, mais il n'en est pas moins intéressant de constater (2) que les ressources des 50 premières banques de dépôt sont passées de £ 24.732.498 à £ 82.228.813, ce qui représente une augmentation de £ 57.496.315, chiffre qui est supérieur de plus de 10 millions de livres à celui de l'augmentation totale des ressources des banques anglaises pour la même période (V. tableau p. 67).

Nous sommes, semble-t-il, autorisés à conclure que la progression du capital des 50 premières sociétés par actions

(1) *Economist*. Supplément du 23 octobre 1909, p. 4.

(2) V. tableaux, pp. 73 et 74.

I. — Joint Stock Banks of England and Wales, 1877

BANQUES	Capital versé	Réserves	Dépôts et comptes courants
	£	£	£
Alliance Bank Ltd	800,000	234,859	2,252,042
Bank of Whitehaven Ltd.....	98,530	105,365	669,026
Birmingham Bkg Co Ltd	159,070	170,563	1,299,827
Birmingham, Dudley and District Co Ltd...	228,160	106,434	1,689,554
Birmingham Joint Stock Bk Ltd.....	203,900	229,077	1,668,101
Birmingham and Midland Bank.....	...	...	...
Bradford District Bk	296,990	230,025	843,234
Bradford Old Bank Ltd	423,560	143,348	2,030,492
Carlisle City and District Bank	80,163	108,792	689,912
Carlisle and Cumberland.....	75,000	114,661	...
Central of London Ltd.....	100,000	19,212	1,029,102
City Bank London.....	600,000	244,664	3,842,467
Consolidated Bk London Ltd.....	800,000	212,937	2,803,184
Cumberland Union Bkg Co Ltd.....	225,000	107,215	1,599,754
Halifax Commercial Bkg Co Ltd.....	150,000	120,052	...
Hampshire and North Wilts Bkg Co.....	300,000	183,009	3,402,103
Imperial Bk Ltd.....	675,000	135,310	2,499,206
Leeds and County Bk Ltd	230,000	85,250	...
Liverpool Commercial Bkg Co	350,000	205,499	1,131,897
Lloyds Banking Co Ltd.....	400,000	220,000	...
London and County Bkg Co	1,500,000	1,060,843	22,364,730
London Joint Stock Bk	1,200,000	641,099	...
London and Provincial Bk Ltd.....	200,000	155,854	...
London and South Western Bk Ltd.....	190,000	55,947	1,466,679
London and Westminster Bk.....	2,000,000	946,071	25,796,598
London and Yorkshire Bk Ltd.....	144,054	3,976	232,876
Manchester and County Bank Ltd.....	660,000	458,792	4,827,263
Manchester Joint Stock Bank Ltd	102,300	66,305	...
Metropolitan Bank Ltd.....	192,431	5,186	332,908
Midland Bkg Co Ltd.....	300,000	100,040	1,521,633
National Bk of Liverpool Ltd.....	450,000	131,363	830,486
North Eastern Bkg Co Ltd.....	256,100	96,257	502,062
Northern Counties Bank Ltd.....	21,690	3,296	30,865
North Kint Bank Ltd.....	22,390	2,466	72,170
Parr's Banking Co Ltd.....	...	...	...
Preston Banking Co.....	100,000	46,263	1,004,615
Rochdale Joint Stock Bk Ltd.....	26,272	6,605	94,286
Sheffield and Hallamshire Bkg Co	183,200	72,612	...
Sheffield Union Bkg Co	180,000	72,047	419,021
Southport and West Lancashire Bkg Co.....	80,000	5,088	138,471
Staffordshire Joint Stock Bk Ltd.....	...	...	...
Stombridge and Kidderminster Bkg Co	100,000	123,007	...
Swansea Bk Ltd.....	201,236	44,871	191,346
Union Bank of London	1,395,000	527,616	13,076,330
Union Bk of Manchester Ltd	440,000	186,636	1,587,230
West London Commercial Bk Ltd.....	23,189	11,923	113,853
Whitehaven Joint Stock Bkg Co	...	...	...
Worcester City and County Bkg Co Ltd	250,000	187,699	1,397,648
Yorkshire Bkg Co.....	250,000	148,827	2,490,337
	16,663,235	8,069,263	106,941,308
Bank of England.....	14,553,000	3,342,970	27,316,364
	31,216,235	11,412,233	133,257,672

Ce tableau est extrait du supplément de l'*Economist* du 20 octobre 1877.

II. — Joint Stock Banks of England and Wales, 1909

BANQUES	Agences	Capital versé	Réserves	Dépôts et comptes courants
		£	£	£
Bank of Liverpool.....	127	1,312.500	850.000	15.237.314
Bank of Whitehaven.....	9	98.530	75.500	532.870
Barclay and Co.....	480	3.200.000	1.250.000	48.030.025
Baring Bros and Co.....	Néant.	25.000		
Do Baring 5 0/0 Pref.....	»	500.000	100.000	6.258.102
Do Baring 6 0/0 2 ^e Pref.....	»	500.000		
Bradford banking Co.....	Néant.	408.000	165.000	1.651.593
Bradford District Bank.....	10	344.000	240.000	3.751.909
British Mutual Bkg Co.....	Néant.	69.262	65.000	651.380
Capital and Counties Bank.....	260	1.750.000	900.000	36.466.873
Carlisle and Cumberland Banking...	8	100.000	75.000	1.013.753
Civil service bank.....	Néant.	24.104	3.400	46.303
Coutts and Co.....	»	600.000	400.000	8.281.306
Crompton and Evans. Union.....	46	250.000	250.000	4.926.870
German bank of London.....	Néant.	400.000	115.000	162.752
Glyn Mills, Currie et Co.....	»	1.000.000	500.000	17.050.123
Halifax and Hudders-Union.....	9	300.000	85.000	1.514.142
Halifax Commercial Bkg Co.....	13	200.000	100.000	1.790.990
Halifax Joint Stock Bkg Co.....	24	300.000	305.000	3.734.661
Lancashire and Yorkshire Bk.....	125	862.660	625.000	9.977.037
Lincoln and Lindsay Bkg Co.....	26	87.500	250.000	1.516.397
Do (act. nouv.).....	575	75.128		
Lloyds Bank.....	270	4.171.600	3.000.000	75.573.378
London and County Bkg Co.....	Néant.	2.000.000	1.800.000	44.851.058
London and Hanseatic Bk.....	187	500.000	200.000	197.182
London and Provincial bank.....	177	800.000	1.465.000	15.700.937
London and South Western bank...	36	1.000.000	1.000.000	15.045.236
London and Westminster bank.....	646	2.800.000	1.500.000	26.814.482
London City and Midland.....	239	3.799.100	3.419.190	68.327.406
London Joint Stock Bank.....	Néant.	2 970.000	1.165.000	30.219.609
London Trading bank.....	102	41.725	9.000	66.699
Manchester and County bank.....	192	928.234	1.030.000	9.195.000
Manchester and Liverpool District..	13	1.896.000	1.715.000	22.017.440
Martin's.....	Néant.	500.000	170.000	2.999.378
Mercantile of London.....	138	47.977	...	18.236
Metrop. of Engl. and Wales.....	...	550.000	450.000	9.974.679
Middlesex Banking.....	250	26.640	...	8.051
National Provincial Bk of Engl....	21	3.000.000	2.350.000	58.645.769
Northamptonshire Un. Bk.....	96	396.000	375.000	2.771.248
North Eastern Bkg Co.....	31	385.668	205.000	3.698.666
Nottingham et Not.shire Bkg Co....	6	357.675	201.000	3.856.697
Palatine Bank.....	188	112.500	...	218.718
Parr's Bank.....	23	1.779.780	1.179.780	30.455.115
Sheffield Banking Co.....	13	404.075	300.000	3.806.725
Sheffield and Hallamshire Bank....	20	300.000	200.578	1.713.352
Stamford Spalding and Boston Bkg.	47	294.590	206.000	3.630.500
Stuckey's Banking Co.....	108	408.000	300.000	6.831.234
Union of London and Smiths.....	81	3.554.785	1.150.000	36.418.189
United Bank of Manchester.....	158	550.000	360.000	4.935.101
United Counties Bank.....	103	1.493.332	925.000	12.265.013
Williams Deacon.....	114	1.250.000	775.000	14.420.292
Wilts and Dorset Bkg Co.....	4.971	700.000	600.000	11.404.161
Totaux.....	4.971	49.124.365	33.004.448	678.663.955
Bank of England.....	11	14.553.000	3.000.000	58.299.718
	4.982	63.677.365	36.004.448	736.963.673

Ce tableau est extrait du supplément de l'Economist du 23 octobre 1909.

est due non seulement à l'apport d'argent nouveau, mais pour une bonne part aussi à l'absorption par les grandes banques du capital des petites.

§ 3. — Dépôts.

Quant aux dépôts, ils sont intéressants non seulement parce que leur augmentation montre les progrès de la banque, mais aussi à un point de vue plus général parce qu'ils sont un indice évident de la concentration des capitaux.

Il est difficile de donner une statistique exacte des dépôts pour le début de la période que nous envisageons, les statistiques de l'*Economist* se référant seulement à une cinquantaine de banques en 1877. Voici du moins les chiffres que donnait M. Dun à une séance de la Statistical Society en 1876 (1) :

Banques de Londres :

Joint-stock	£ 93.400.000
Privées	» 80.000.000
	£ 173.400.000

London and Provincial Banks . . » 60.400.000

Banques provinciales :

(Banques privées et Joint stock). . » 256.000.000

Total pour l'Angleterre et le Pays
de Galles £ 489.800.000

Si l'on prend d'autre part la statistique de l'*Economist* pour octobre 1909 (les banques qui n'y sont pas comprises étant absolument négligeables à notre point de vue) la somme des dépôts s'élève à :

50 Joint stock banks	£ 736.963.673
10 Banquiers	» 24.008.969
Total pour l'Angleterre et le Pays de Galles.	£ 760.972.642

(1) V. Easton, *op. cit.*, p. 89.

On constate ainsi d'abord que la somme des dépôts a à peu près doublé de 1876 à 1909, et d'autre part qu'ils se sont presque entièrement concentrés dans les sociétés par actions et surtout dans les 10 principales d'entre elles qui en détiennent plus de la moitié, comme il ressort du tableau suivant :

Barclay et Cie.	£ 48.030.025
Capital and Counties Bk	» 36.258.102
Lloyds bank.	» 75.573.378
London and County bank	» 44.841.058
London and Westminster.	» 26.814.482
London City and Midland	» 68.327.406
London Joint Stock	» 30.219.609
National Provincial.	» 58.645.769
Parr's bank	» 30.455.115
Union of London and Smith.	» 36.418.189
	<u>£ 455.583.133</u>

L'augmentation des dépôts et leur concentration ressortent en particulier pour les dernières années des statistiques de l'*Economist* : en 1899, pour ne remonter que dix ans en arrière, 87 banques avaient £ 548.552.000 de dépôts ; la progression jusqu'en 1909 fut la suivante :

Banques	Dates	Total en Angl. et Pays de Galles	Banque d'Angleterre	Autres banques
		£	£	£
84	Oct. 1899.	624.715.000	53.709.000	571.006.000
83	» 1900.	620.169.000	48.490.000	571.679.000
78	» 1901.	634.346.000	52.745.000	581.745.000
72	» 1902.	641.294.000	57.311.000	583.983.000
67	» 1903.	645.115.000	51.867.000	593.248.000
64	» 1904.	642.286.000	59.275.000	583.011.000
62	» 1905.	672.329.000	59.153.000	613.176.000
58	» 1906.	683.788.000	56.048.000	627.740.000
55	» 1907.	713.263.000	57.912.080	655.351.000
53	» 1908.	712.282.000	56.337.000	655.945.000
50	» 1909.	736.964.000	58.300.000	678.664.000

Cette progression représente certainement un apport d'argent nouveau déposé dans les banques, mais elle est due aussi pour une bonne part aux absorptions et amalgamations.

Ainsi nous avons atteint notre but qui était de montrer que la réduction du nombre des banques ne signifiait pas une réduction de la banque, mais simplement un mouvement prononcé de concentration. En effet, loin de régresser, la banque a fait des progrès rapides en Angleterre, comme le prouvent l'augmentation des bureaux de banque, l'accroissement du capital et des réserves des banques et la concentration entre leurs mains de dépôts de plus en plus considérables.

Le fait de la concentration apparaissant d'une façon suffisamment évidente, nous nous proposons d'en étudier maintenant les causes et les moyens.

CHAPITRE III

LES CAUSES DE LA CONCENTRATION

La conclusion naturelle des chapitres qui précèdent, où nous avons dû, au risque de fatiguer le lecteur, accumuler les statistiques, est que la concentration existe dans les banques anglaises, qu'elle a même déjà atteint une période avancée de son évolution.

Cette concentration, comme l'ont prouvé d'autres études, s'est produite aussi en Allemagne et en France, cependant en Allemagne en particulier, sous des formes un peu différentes. Quoi qu'il en soit, il est vrai de dire qu'en ces trois milieux différents, à des périodes plus ou moins précoces nous voyons s'établir l'hégémonie des grands établissements aux dépens non seulement des maisons de banque à capitaux privés, mais même des petites sociétés par actions. En même temps ces grands établissements attirent de plus en plus dans leur caisse les capitaux et l'épargne du public, capitaux qui auparavant dormaient au domicile de chacun, soit comme ressources immédiatement disponibles, soit sous forme d'épargne infructueuse, « dans le bas de laine » (surtout en France).

Des causes générales et semblables en chaque pays ont dû produire ce même résultat ; nous les exposerons d'abord ; puis nous essaierons de préciser les causes spéciales à l'Angleterre, causes qui y ont produit et orienté la concentration.

A. — *Causes générales.*

Les causes générales de la concentration ont été étudiées maintes fois et souvent décrites de main de maître, aussi n'avons-nous pour ce paragraphe aucune prétention à l'originalité.

« La cause du mouvement universel de concentration est bien connue, dit M. Bourguin (1) ; c'est la supériorité des grandes entreprises dans la concurrence qui les provoque avec la force irrésistible d'une loi naturelle. »

Et cette concurrence qui provoque les grandes entreprises, elle est née de la transformation de la vie locale d'autrefois en vie mondiale, transformation qu'a opérée la création de nouveaux moyens de transports et de nouveaux moyens de communication, — chemins de fer, postes et télégraphes, — que nous pouvons appeler, en élargissant la formule de M. de Rousiers, « les pères de la concentration ».

La banque a suivi le mouvement du commerce et de l'industrie avec lesquels elle a des liens si puissants ; elle a dû se développer en même temps qu'eux. « Des banques dont le capital et les ressources suffisaient aux modestes affaires d'il y a trente ou quarante ans, ne peuvent satisfaire aux besoins des vastes entreprises d'aujourd'hui (2) ». Aussi les banques de tous les pays ont-elles grandi dans des proportions colossales, accumulant entre leurs mains les capitaux et l'épargne publique qu'elles savent ensuite redistribuer au commerce et à l'industrie selon leurs be-

(1) Bourguin Maurice, *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, Paris, 1907, p. 142.

(2) Conant C., *The Principles of Money and Banking*, New-York, 1903, II.

soins. Telles sont les causes économiques générales que nous ne pouvons nous dispenser de signaler.

A côté d'elles, on distingue aussi des causes techniques d'ordre général également, c'est-à-dire que l'on retrouve en tout pays.

Les causes techniques de la concentration dans le commerce et l'industrie sont surtout : les avantages qui résultent des économies sur les frais généraux, des conditions favorables pour les achats, de l'ampleur et du bon marché du crédit, de la circulation rapide du capital, etc.. « Quant aux grandes banques par actions, dit M. Bourguin (1), leur supériorité ne vient pas de la modicité relative de leurs frais ; mais l'importance des capitaux dont elles disposent leur permet d'abaisser le taux de l'escompte au profit de leurs meilleurs clients, sans avoir à se préoccuper d'un réescompte onéreux, dont les petites banques sont toujours obligées au contraire de tenir compte à l'avance ; par-dessus tout, la puissance du crédit attaché à leur signature et l'étendue de leur sphère d'action leur assurent la prééminence. C'est en effet par leur rayonnement sur tout le territoire d'un grand pays qu'elles peuvent drainer partout les capitaux flottants, pour les porter sur les points où ils sont le plus nécessaires, et par conséquent le plus lucratifs ; c'est par la multiplicité de leurs comptoirs qu'elles peuvent attirer une immense clientèle et répandre dans le public les titres qu'elles se chargent de placer fructueusement. En particulier, les banques qui émettent les valeurs industrielles doivent avoir un capital actions considérable, pour entreprendre les grandes affaires et diviser les risques en créant des entreprises multiples et variées. »

(1) Bourguin, *op. cit.*, p. 144.

Si nous voulons préciser un peu ces causes générales de concentration qu'expose à grands traits et si justement M. Bourguin, le mieux nous semble être de comparer les avantages et les inconvénients de la petite banque par rapport à la grande, ou encore de la banque locale par rapport à l'agence d'un grand établissement.

On sait que dans l'industrie une notable supériorité des grands établissements sur les petits tient à ce que la division du travail est beaucoup mieux faite et poussée jusqu'à un plus haut degré dans les premiers que dans les seconds. Il nous faut écarter cette cause de supériorité pour la grande banque, la division du travail étant généralement poussée déjà très loin même dans les plus petites banques.

La supériorité de la grande banque vient plutôt de la possibilité où elle se trouve (en particulier pour les banques de dépôt) de drainer les capitaux sur tous les points du pays où elle opère et d'étendre son action sur un rayon beaucoup plus vaste.

On a dit (1) que les banques par actions offrent au public une plus grande sécurité.

On ne prête qu'aux riches, dit le proverbe ; il est bien certain que le public ne fera de dépôts qu'entre les mains d'un banquier que l'on saura ou tout au moins supposera riche. Déjà là se montre la supériorité de la société par actions qui étale en grosses lettres l'importance de son capital et ne craint pas de compromettre ses affaires par une réclame intense. Mais il y a plus, et il faut le reconnaître, les banquiers particuliers sont sans doute plus sujets à la faillite que les sociétés par actions. L'administration de la banque, et en fin de compte les responsa-

(1) Sykes, *op. cit.*, t. I, p. 119.

bilités, reposent dans un cas sur la tête d'un seul homme ou d'associés en petit nombre, dans l'autre sur un plus grand nombre d'associés. Il semble évident que la sécurité du déposant est mieux assurée dans le second cas que dans le premier. Il est vrai que la responsabilité des associés (actionnaires) dans le second cas est le plus souvent limitée, mais on peut observer que la plupart des banques par actions ont la prudence de ne pas faire verser la totalité du capital et se réservent le droit de l'appeler en cas de liquidation de la société.

Un autre avantage des grandes sociétés par actions consisterait aussi dans la prudence toute particulière de leur administration ; les connaissances et la sagesse de plusieurs hommes devant être normalement plus grandes que celles de un ou deux individus ; un groupe est moins accessible à s'en laisser imposer par de fausses allégations, à se laisser convaincre par de faux raisonnements ou à se laisser entraîner par des relations personnelles. La direction d'une banque privée est confiée à un ou deux associés alors que dans l'autre cas elle repose sur un corps élu responsable de la conduite des affaires devant tous les actionnaires.

Mais nous ne croyons pas que ces raisons seules aient conduit à la grande concentration des capitaux et en conséquence des affaires entre les mains de quelques grandes sociétés.

C'est que si ces raisons plaident en faveur des sociétés par actions, d'autres raisons, non moins bonnes sans doute pourraient être invoquée en faveur des banquiers privés. On a fort bien observé qu'il est plus agréable de conclure sur le champ une affaire avec un banquier ou un associé, qui peut répondre aussitôt par oui ou par non que

d'avoir affaire à un directeur qui doit en référer pour toute question importante à un conseil d'administration.

Ce qui en réalité fut la cause principale de la concentration, ce fut la nécessité où se sont trouvées les banques par suite de la concurrence de développer toujours leurs affaires et d'étendre non seulement sur leur pays, mais souvent même à l'étranger tout un réseau de succursales et d'agences aptes à drainer les capitaux et l'épargne et à suffire aux besoins nouveaux de l'échange et du commerce.

Il n'est pas possible à une banque de petite envergure d'ouvrir un grand nombre de succursales, et si elle arrivait à en fonder quelques-unes, elle serait toujours exposée à la moindre faute de l'une d'elles à ce que l'établissement tout entier en souffre dans la confiance du public. Une grande société par actions possédant un bon crédit peut, au contraire, étendre le réseau de ses succursales tant que le développement de ses affaires le justifie. Et cela est si vrai que le développement des succursales et des agences ne date que du développement même des sociétés par actions.

C'est maintenant qu'il faut envisager la supériorité d'une agence d'un grand établissement en particulier sur une petite banque locale.

On a remarqué souvent qu'une succursale donnait au public une sécurité plus grande qu'une banque locale. En effet, si petite que soit cette agence, elle possède tout le crédit qui appartient à l'établissement tout entier. Les dépôts faits à l'agence ont la garantie de tous les actionnaires de la société. En cas de panique en un endroit, l'agence atteinte jouira des ressources de toute la banque alors

(1) E. Sykes, dans *Gilbart on banking*, édition revue, t. II, p. 443.

qu'une banque locale n'a que ses ressources propres. On a dit aussi avec raison que le système des agences amène à un meilleur emploi du capital. Il arrive en effet que le besoin de capital varie avec les époques de l'année.

En ce cas une banque locale aura tantôt un excès de capital, excès qu'elle ne pourra pas employer avantageusement pendant un certain temps, tantôt elle manquera de capital et elle ne pourra pas étendre ses affaires autant que la demande de ses clients le lui permettrait. Au contraire, une agence à certaines époques pourra recevoir des fonds du siège principal, alors qu'à d'autres périodes de l'année elle pourra les mettre à la disposition de ce dernier qui en trouvera un emploi plus avantageux autre part.

Enfin et surtout, une agence est à même de faire les affaires à meilleur compte qu'une banque locale. D'abord parce qu'elle n'est pas forcée de garder toujours à sa disposition autant d'argent liquide qu'une banque locale ; sûre qu'elle est en cas de besoin de recevoir des fonds du siège principal. D'autre part une banque locale aura à supporter les frais (dans le cas particulier de l'Angleterre) de son agent à Londres alors que l'agence fera passer ses affaires par son siège principal qui ne peut manquer de faire partie du Clearing house. Enfin le système des agences facilite la transmission de l'argent d'un point à un autre, et c'est là l'un des facteurs principaux du meilleur marché offert au public.

Il faut noter aussi qu'on peut souvent ouvrir une agence là où le commerce local ne suffirait pas à faire vivre une banque. Ce cas se présente sans doute pour de nombreuses agences ; on peut affirmer du moins qu'il est réel pour les agences qui ne sont pas ouvertes tous les jours (ouvertes seulement à certains jours de marché, ou à certaines

époques). C'est le cas en Angleterre pour 1.258 agences sur un nombre total de 5.699 (statistique de 1908).

Il est certain qu'en cas d'affaires peu importantes, les frais de direction d'une agence sont moins importants que ceux d'une banque indépendante; et cela explique en grande partie le développement de ce système de succursales qui s'oppose aujourd'hui à la fondation et à la prospérité des affaires de banques locales. En Ecosse où ce système est développé depuis longtemps et combiné avec un monopole d'émission, il est impossible de fonder aucune nouvelle institution susceptible de faire des bénéfices. En Angleterre la concentration dont la base repose sur le même système, n'est pas aussi avancée qu'en Ecosse; mais elle l'est suffisamment, semble-t-il, pour que la fondation de petits établissements et leur prospérité apparaissent comme un problème insoluble.

B. — *Causes particulières à l'Angleterre.*

Nous avons vu les causes générales de la concentration, celles qui sont plus ou moins valables en tous les pays qui ont vu se développer de grandes banques ou de grands établissements de crédit.

Mais ces causes ne sont pas les seules, et nous allons essayer d'en dégager d'autres particulières à l'Angleterre, sans nous cacher d'ailleurs que cette étude est très délicate, et en nous méfiant des vues par trop générales.

Selon M. Depitre, la cause de la concentration dans la banque allemande « ne serait autre que la façon dont les Allemands comprennent et pratiquent la banque » (1). Or, quelle est cette façon de pratiquer la banque? Le propre

(1) Depitre E., *op. cit.*, p. 49 sq.

des banques allemandes, nous apprend-il, est de « n'être point cantonnées dans une nature particulière d'opérations ; toutes combinent dans une proportion plus ou moins grande, les fonctions de banques de dépôt, de banques de crédit et de banques d'affaires (1). C'est ce rôle d' « entreprises à tout faire, *allerlei Enterprisen* », selon le mot de Schaeffle qui, en dehors des causes générales que l'on rencontre partout, aurait été le facteur principal de la concentration en Allemagne.

Ainsi M. Depitre établit une relation de cause à effet entre la façon dont les Allemands pratiquent la banque et le mouvement de concentration ; pour lui le mouvement d'intégration serait plus qu'un mouvement parallèle au mouvement de concentration, comme le pense M. Bourguin (2) ; ce serait une des causes mêmes de la concentration. Or nous avons vu qu'en Angleterre, où la concentration existe à un degré beaucoup plus haut et beaucoup plus parfait qu'en Allemagne, en Angleterre règne la division du travail la plus absolue ; les grandes banques que nous avons étudiées sont des banques de dépôt et ne sont que des banques de dépôt. A côté d'elles de nombreuses institutions, en général de petite envergure (relativement), remplissent les rôles que celles-ci négligent ; nous avons étudié les banques coloniales et étrangères, les bill brokers, les merchants, etc. Mais où voyons-nous la concentration se produire avec l'énergie que nous avons montrée : c'est au sein des banques de dépôt parfaitement

(1) Depitre E., *op. cit.*, p. 50.

(2) Bourguin M., *op. cit.*, p. 140. « Dans la banque, comme dans le commerce de détail, un mouvement d'intégration se poursuit parallèlement à celui de la concentration, en sens contraire de la spécialisation. »

spécialisées et localisées dans un genre d'affaire unique.

Devons-nous formuler un raisonnement semblable à celui de M. Depitre et dire que la concentration dans la banque anglaise a pour cause particulière l'extrême spécialisation qui en est le trait caractéristique. Ce raisonnement aurait du moins l'avantage d'être en concordance avec l'idée que se faisait Adam Smith des sociétés par actions : « Le seul commerce, disait-il, qu'il semble possible à une société par actions de faire avec succès est celui dont toutes les opérations peuvent être réduites à ce qu'on appelle une routine, ou qui comporte une uniformité de méthode qui n'admet que peu ou pas de changements (1). » L'identité constante des affaires auxquelles se livrent les banques anglaises justifie bien le mot de routine dont se sert Adam Smith ; plus que d'autres aussi elles seraient propres à prendre la forme de sociétés par actions et il semble que nous soyons bien autorisés à dire que la spécialisation extrême des banques anglaises est pour quelque chose dans le mouvement de concentration. On constate d'ailleurs en Angleterre que les affaires les plus difficiles, les plus variées ou les plus délicates sont restées dans les mains des merchants, des bill brokers et ne passent que difficilement dans les mains de grandes sociétés par actions (Nous avons signalé cependant les progrès des Discount companies, mais ils ne sont pas comparables à ceux des banques de dépôt).

La cause que M. Depitre donne à la concentration dans la banque allemande et celle que nous proposons pour la concentration dans la banque anglaise peuvent d'ailleurs être vraies toutes les deux, vu les différences énormes de

(1) Smith, Adam, *The Wealth of nations*, London, Methuen and Co, II, p. 246.

traditions et d'habitudes commerciales et autres qui séparent les deux pays ; mais nous devons avouer pour notre part, que nous n'attachons pas une très grande importance à la plus ou moins grande division du travail ou à la plus ou moins grande intégration en tant que cause de la concentration. Nous constatons seulement que la banque allemande est caractérisée par un esprit d'entreprise très hardi (et qui ne va pas sans risques) qui la fait s'immiscer pour une large part dans les affaires industrielles.

La banque anglaise repose sur un esprit parfaitement opposé. Essentiellement conservatrice de ses vieilles traditions, elle recherche avant tout sa propre sécurité et celle de ses déposants et elle laisse aux autres institutions les affaires aventureuses d'émissions et de commandites commerciales.

Ne voyant donc pas dans la division du travail et l'extrême spécialisation, une cause de concentration d'aspect général et par conséquent séduisante, nous sommes réduits à rechercher quelques causes qui, en Angleterre, ont revêtu un aspect particulier.

Au nombre de ces causes nous distinguerons l'attraction londonienne, l'utilité pour une banque d'avoir un champ d'action mixte, métropolitain et provincial, enfin une sorte de concours entre les grandes banques, à qui aura le plus d'agences et la plus grande somme de dépôts.

L'influence de l'attraction londonienne sur le mouvement de concentration est indéniable ; la preuve en est les nombreuses maisons de province qui, pour s'établir à Londres, ont absorbé de vieilles institutions londoniennes, quelquefois des banques privées beaucoup plus que centenaires. C'est que la possession d'un siège au Clearing house confère à une banque un privilège qu'elle ne

peut obtenir autrement, même en dehors de cette considération qu'elle épargne ainsi les frais que fait supporter le clearing agent.

La simple possession d'un bureau à Londres représente pour une banque toutes les commodités qu'offre le marché de la capitale, et en particulier la facilité d'avoir facilement de l'argent à vue et à court terme.

Ces avantages déterminèrent par suite d'absorption la disparition d'un grand nombre de banques londoniennes, ce qui nous permet de dire que l'attraction à Londres a agi dans le sens de la concentration.

D'autre part, une autre cause de concentration consiste dans l'avantage qu'il y a pour toute banque londonienne à étendre son champ d'action à la province. D'abord la banque qui s'occupe d'opérations de plus en plus nombreuses et de plus en plus variées, voit en même temps ses risques se compenser de plus en plus, par le seul fait de la loi des grands nombres. Mais cet avantage est absolument général. Celui-ci, au contraire, est plus particulier à l'Angleterre et est dû à l'extrême bon marché de l'argent qui se produit parfois sur la place de Londres.

Cet extrême bon marché se produisit en particulier de 1892 à 1896 sur le marché de Londres (1). Pendant ces années, en effet, où les banquiers ne trouvaient à placer leur argent qu'à 1 o/o à vue ou à court terme, de nombreuses banques purement londoniennes virent diminuer sérieusement leurs bénéfices.

En province, au contraire, le taux de l'intérêt ne suit pas aussi rigoureusement le taux de la banque. Il est plus stable parce que les risques sont plus grands et les avances

(1) V. Sykes E., t. II, p. 430.

sur fonds publics moins nombreuses. La plus grande partie des avances que font les banquiers de Londres sont garanties par du papier de premier ordre ou par des valeurs de bourse de toute sécurité (gold edged Stock Exchange securities). Ces avances sont faites généralement à court terme ; le risque est en conséquence petit et le taux d'intérêt généralement bas. Au contraire, en banlieue et en province, le papier de première classe n'abonde pas. Les lettres de change présentées à l'escompte sont généralement tirées par les fabricants ou les marchands en gros sur les détaillants et ne sont pas sans présenter quelques risques. Quant aux garanties offertes aux banques en province, elles sont d'une valeur plus ou moins spéculative et ne sont pas ou sont peu traitées en bourse. Les maisons industrielles et commerciales placent en effet tout leur capital dans leurs affaires et ne peuvent, en conséquence, donner en garantie des consolidés ou d'autres fonds publics.

Par cela même, le banquier qui avance, courant un risque plus grand, prélève un intérêt plus fort. Voilà pourquoi, en particulier dans les périodes où l'argent abonde sur le marché de Londres et où l'intérêt baisse, les banques ont un grand avantage à avoir de vastes connexions provinciales.

Enfin une troisième cause (on ne saurait affirmer qu'elle soit absolument spéciale à l'Angleterre) semble être l'émulation qui s'empare des grandes banques et les pousse non seulement à développer leurs affaires pour elles-mêmes, mais pour figurer en un rang meilleur parmi leurs concurrentes. Nous faisons allusion ici aux amalgamations qui ont lieu parfois entre grands établissements et dont la London and Westminster et la London and County fournissent le meilleur exemple. M. Leaf, président de la Lon-

don and Westminster ne disait-il pas à l'Assemblée extraordinaire des actionnaires du 6 août.1909 : « Quelle que soit la tentation que nous ayons de part et d'autre de continuer des affaires parfaitement sûres et saines, quoique peu importantes, il ne faut pas oublier que la simple amplitude des affaires compte aujourd'hui comme un élément important en ouvrant de nouveaux champs d'activité, et que le prestige ainsi obtenu est l'un des plus importants à l'actif d'une banque. »

Le prestige dont veut parler M. Leaf, si nous ne nous trompons pas, c'est celui qui résulte de la publicité sur les murs et dans les journaux de tant et tant de millions de livres de capital, de réserves et de dépôts. Nous verrons, dans la partie analytique, que telle n'est pas la seule cause des grandes amalgamations ; mais quoiqu'on ne puisse raisonnablement la faire passer en première ligne, elle n'en a certainement pas moins d'action sur l'esprit des directeurs de la banque dont la situation augmente proportionnellement aux progrès de celle-ci.

Telles sont les différentes causes de concentration, plus ou moins spéciales à la banque anglaise qu'il nous a paru intéressant d'ajouter aux causes généralement admises. Ajoutons que les banques anglaises ayant leur unique source de bénéfice dans les dépôts qu'elles reçoivent, sont plus portées que des banques à opérations plus variées à augmenter le plus possible leur champ d'activité pour drainer des sommes de plus en plus considérables de dépôts. Elles sont aidées dans leur tâche par la circulation anglaise à base de chèque et par la rareté relative des billets de banque.

CHAPITRE IV

LES MOYENS TECHNIQUES DE LA CONCENTRATION EN ANGLETERRE

Nous avons essayé de donner dans le chapitre précédent les causes de la concentration ; nous avons à étudier dans celui-ci les moyens techniques de cette concentration. Or, c'est dans le choix de ces moyens que l'Angleterre se montre la plus originale. Nous avons vu (1) en effet que la concentration dans la banque existait aussi bien en France et en Allemagne qu'en Angleterre, quoique peut-être à un moins haut degré, mais ce qui est intéressant à signaler, c'est que les procédés techniques propres à ces trois nations diffèrent.

En France, en effet, le développement des grands établissements de crédit s'est surtout fait au moyen de l'extension directe par agences. Le Crédit Lyonnais, la Société Générale ont fondé de toutes pièces et par leurs propres moyens des succursales et des bureaux qui ont étendu leurs bras sur toute la province française et même sur l'étranger. Le Comptoir National d'Escompte de Paris a lui aussi suivi généralement la même méthode sauf, pour confirmer la règle, à nous donner quelques exceptions que nous avons signalées (2).

En Allemagne les moyens de la concentration varient

(1) V. Introduction, p. 5 sq.

(2) V. Introduction, p. 8.

plus qu'en France et en Angleterre ; M. Depitre, cependant, en distingue un qui semble avoir plus particulièrement aujourd'hui la faveur des banques allemandes. « Le choix des différentes méthodes qu'ont pu faire les instituts berlinois, dit-il (1), s'explique par des considérations particulières. La Discontogesellschaft, société financière et société en commandite par actions, n'a décidé de diffuser son activité par rayonnement à travers les provinces que du jour où les nécessités de la concurrence et les conditions économiques de l'Allemagne l'ont forcée à développer ses opérations de banque pure. Longtemps la Darmstädter Bank a cru suffisant le procédé des commandites ; la Dresdner bank a pratiqué longtemps le mode des absorptions pures et simples. Mais il faut remarquer la tendance qui paraît animer en ces toutes dernières années les grands établissements et les pousse à employer de préférence le mode des participations par achat ou échange d'actions à l'exemple de la Deutsche Bank....

« Peut-être aussi verrons-nous se généraliser les communautés d'intérêts contractuelles dont l'alliance Dresdner-Bank-A. Schaaffhausens'cher Bankverein nous fournit un exemple si précis (2). Ce que paraissent en effet

(1) Depitre Edgard, *op. cit.*, p. 249 sq.

(2) N'ayant pu nous livrer à une étude de la concentration dans la banque allemande, nous acceptons avec réserves, mais sans pouvoir les discuter, les conclusions de M. Depitre. Nous ne pouvons cependant pas passer sous silence le grave échec que viennent de subir (sept. 1908) les communautés d'intérêt contractuelles avec la dissolution de l'alliance de ce genre qui existait entre la Dresdner Bank de Berlin et l'A. Schaaffhausens'cher Bankverein de Cologne. Cette dissolution due à des intérêts par trop opposés des deux banques au sujet de mines de charbons peut être le prélude de la dissolution de toutes les communautés d'intérêt (banque, industrie, commerce), et même du fameux système des commandites. Les

chercher avant tout les grandes banques allemandes, c'est une diffusion de leur action, un complément de forces qui n'entraîne point de grandes immobilisations et qui leur laisse, comme aussi bien aux banques alliées une large liberté d'action nécessitée par les conditions économiques mêmes de l'Allemagne, une grande faculté d'adaptation aux besoins régionaux.

« Les Interessengemeinschaften paraissent répondre à tous ces desiderata. »

En Angleterre, nous ne trouvons pas ces procédés mixtes qui caractérisent la concentration allemande. En effet, le développement des grandes banques s'est fait de deux façons : par création de succursales, par amalgamations.

Comme les banques de tous les pays, les banques anglaises ont eu recours à la création de succursales, mais la règle semble avoir été pour elles de n'établir une branche que là où il n'y avait pas auparavant de banque, ou tout au moins là où le besoin d'une banque se faisait réellement sentir.

C'est là ce qui les distingue de nos établissements de crédit qui souvent fondent leur succursale vis-à-vis une vieille banque locale contre laquelle le directeur de l'agence engage la lutte et abaisse les tarifs jusqu'à ce que l'établissement local disparaisse.

Une lutte de ce genre serait difficile en Angleterre. Les Anglais sont trop conservateurs pour changer de vieilles habitudes pour une misérable différence de quelques centimes par opération. De plus, le genre d'affaires même que traitent les banques de dépôt ne présente pas comparati-

événements se succèdent avec rapidité chez nos voisins d'Outre-Rhin et il serait intéressant d'en suivre l'évolution en prenant pour point de départ la thèse que nous avons citée.

vement aux banques locales les différences de tarifs, qui sont possibles en France, par ce fait que nos établissements font l'escompte en grand.

Aussi les banques anglaises ont-elles procédé différemment. Bien loin de se faire un ennemi de la banque locale, d'essayer de lui ravir sa clientèle par concurrence même loyale, elles ont préféré entrer en relation avec les petits banquiers, traiter à l'amiable avec eux, leur acheter leurs affaires, et même le plus souvent leur demander leur service. Le banquier local devient ainsi le directeur de l'agence locale, ou, s'il lui est désagréable de recevoir les ordres de la direction centrale après avoir été le propre maître de ses affaires, on lui demande au moins de servir de conseil à la nouvelle agence et de mettre à sa disposition l'expérience qu'il peut avoir de sa clientèle.

Ce cas et ce genre d'amalgamation sont fréquents en Angleterre, mais il ne faudrait pas croire que l'amalgamation présente un type unique. C'est le contraire qui est vrai, et il nous faut entrer un peu dans les détails.

Quoique la concentration soit surtout l'œuvre de la fin du xix^e siècle, il n'en est pas moins vrai que l'amalgamation apparut en Angleterre de façon assez précoce dès le commencement des grandes sociétés par actions. Le premier volume du *Banking Almanac*, celui de 1845, contient une liste très curieuse et très instructive de banquiers particuliers absorbés par des *Joint stock banks*. Cette liste fut dressée par M. W. T. Henderson, alors manager de la *London and Westminster Bank*. Elle ne contient pas moins de 152 banquiers dont les affaires furent ainsi amalgamées (1). Ces banquiers ne dirigeaient générale-

(1) V. cette liste ci-contre. Elle est extraite du *Bankers Magazine* de mai 1889, p. 523.

ment pas des affaires très anciennes ; leurs maisons avaient été fondées dans les six à vingt ans précédant leur amalgamation. Quant aux sociétés par actions responsables d'absorption, il est remarquable qu'elles sont pour la plupart des banques provinciales.

Noms des Joint Stock Banks qui ont absorbé des firmes privées (et leur nombre donné respectivement pour chacune d'elles jusqu'en 1845).

Bank of Whitehaven.	1
Birmingham Banking Company.	2
Bury Banking Company.	1
Carlisle Banking Company.	1
County of Gloucester Banking Company.	8
Coventry and Warwickshire Banking Company	3
Coventry Union Banking Company.	1
Devon and Cornwall Banking Company.	5
Dudley and West Bromwick Bank.	1
Glamorganshire Bank.	3
Gloucestershire Banking Company.	6
Halifax and Huddersfield Union Bank	2
Halifax Commercial Bank	1
Hereforshire Banking Company.	1
Lancaster Banking Company	1
Leeds Commercial Bank.	1
Leeds and West Riding Banking Company.. . . .	1
Leicestershire Banking Company	1
Liverpool Borough Bank.	1
Liverpool Central Bank.	1
London and County Banking Company.	6
Manchester and Liverpool District Bank	1
A reporter	49

Report.	49
Monmouthshire et Glamorganshire Banking Company	7
Moore and Robinson's Nottingham Banking Company	1
National Provincial Banking Company.	29
Newcastle Union Banking Company.	2
North and South Wales Banking Company.	2
North Wilts Banking Company.	1
Northamptonshire Banking Company.	1
Northampton Union Banking Company.	4
Northern and Central Bank of England.	2
Northumberland and Durham District Banking Com- pany	5
Pare's Leicestershire Banking Company.	1
Saddleworth Banking Company	4
Sheffield and Retford Banking Company.	1
Sheffield and Rotherham Bank	2
Shropshire Banking Company.	4
Storey and Thomas Banking Company	1
Stourbridge and Kidderminster Banking Company .	1
Stuckey's Banking Company.	15
Swaledale and Wensleydale Banking Company..	3
Warwick and Leamington Banking Company. . .	2
West Riding Union Bank	2
Western District Bank	4
Wilts and Dorset Banking Company.	3
Wolverhampton and Staffordshire Banking Company	1
York City and County Bank.. . . .	1
Yorkshire District Bank.	4
Total	152

Nous ne notons ces amalgamations précoces qu'à titre de précurseurs de notre période de concentration et pour

montrer que la forme pratique, le moyen technique de cette concentration existait depuis longtemps.

Les amalgamations de la première moitié du XIX^e siècle ne nous montrent l'absorption que de banquiers particuliers ; si de cette époque nous passons à la période de réelle concentration (après 1875) nous constatons que les grandes sociétés absorbent aussi bien les affaires de maisons privées que de petites sociétés par actions, et c'est à un autre point de vue qu'il nous faut placer pour donner des amalgamations une classification rationnelle (1).

Nous avons trouvé cette classification dans les pages trop courtes que M. Sykes (2) consacre à la tendance à la concentration, et nous ne pouvons mieux faire que de l'adopter, car elle répond parfaitement à la réalité ou du moins à ce que nous avons pu constater par nous-mêmes.

Un premier type d'amalgamation que nous avons signalé déjà est dû au désir de toute Joint stock bank importante, soit d'obtenir des relations avec la province, soit d'étendre son champ d'action à des régions nouvelles.

C'est le type d'amalgamation le plus ordinaire, le plus fréquent. Nous en avons vu les causes générales, nous n'y reviendrons pas.

Ce type d'amalgamation, par sa nature même, est pratiqué par les Joint stock banks de Londres d'une part, par les grandes banques de province d'autre part. Comme exemples de ce dernier cas, on peut citer la Lloyds bank et la London city and Midland qui toutes deux sont originaires de Birmingham et qui longtemps avant de s'être implantées à Londres, ont gagné par amalgamation une forte situation dans le centre de l'Angleterre.

(1) V. annexes, tableaux des amalgamations de 1878 à 1909.

(2) Sykes E., *Gilbart on banking*, t. II, p. 449 sq.

Comme exemple du premier cas, on peut citer la National Provincial qui de bonne heure pratiqua l'amalgamation des petites banques locales, bien qu'en même temps ce soit l'une des Joint stock banks qui aient le plus pratiqué la politique de création directe d'agences.

Ce premier cas est enfin celui de toutes les grandes banques de Londres à l'heure actuelle soit, que leur point de départ ait été en province, soit qu'il ait été à Londres même.

Il semble juste cependant de faire dans ce paragraphe, une place un peu à part à Barclay and C^o. Le cas général est en effet celui-ci : Une Joint stock bank de Londres absorbe des maisons de province pour élargir son champ d'activité ; celui de Barclay, en 1896, fut le suivant : une maison privée de Londres, Barclay, Bevan, Tritton, Ransom, Bouverie and C^o, se fond avec d'autres maisons privées de Londres et de la province pour former du premier coup une Joint stock bank possédant à la fois à Londres et en province de nombreuses connexions (1).

Mais le cas de Barclay est à peu près unique en son genre, et d'ordinaire la Joint stock bank qui absorbe achète purement et simplement les affaires de la banque provinciale. Comme cette dernière est généralement d'importance relativement petite, on n'éprouve pas le besoin de modifier la raison sociale de la grande société. La petite banque disparaît purement et simplement au sein de la grande. Cette dernière augmentant ses affaires a généralement besoin d'augmenter son capital. Mais cette augmentation n'a pas toujours lieu dans la proportion exacte du remboursement de celui de la petite. Telle est la cause de la diminution de capital que nous avons constatée en

(1) Pour plus de détails, V. le chapitre spécial que nous consacrons à Barclay and C^o.

Angleterre pour quelques années et en particulier les plus récentes.

Un second type d'amalgamation résulte de l'intérêt que les grandes sociétés de province ont eu à transporter leur siège social à Londres, et mieux encore à faire partie du Clearing house. N'est-il pas en effet beaucoup plus simple pour une banque de province d'entrer à Londres et au Clearing house en prenant la succession des affaires d'une maison qui y jouit d'une situation haute et respectée que d'essayer de s'y frayer elle-même une voie nouvelle et difficile. Aussi les victimes, en ce cas, les banques absorbées, sont-elles pour la plupart des membres du Clearing house. Ce sont la Central Bank of London absorbée par la Birmingham and Midland Bank (1891) dont le nom est changé et devient London and Midland bank, les Barnett, Hoares and Co et Bosanquet Salt and Co amalgamés par Lloyds (1884) dont le nom fut momentanément transformé en Lloyds Barnetts and Bosanquet's Bank Ltd ; ce sont les Fuller Banbury, Nix and Co, absorbés par Parr's (1891) et l'Alliance Bank amalgamée l'année suivante pour former la nouvelle banque momentanément appelée Parr's banking Company and the Alliance Bank Ltd (1892).

On pourrait multiplier les exemples, mais ceux-ci sont suffisamment typiques. En chacun de ces cas nous sommes en présence d'une grande institution provinciale (la Lloyds et la Birmingham and Midland Bank, de Birmingham, la Parr's bank, de Warrington), et d'une banque, le plus souvent à capitaux privés, jouissant d'une réputation séculaire et d'une place au Clearing house. Le fait d'être membre du Clearing house est d'une telle importance que, au lieu de faire disparaître le nom de la firme privée, le grand établissement juge plus politique de le

conserver, au risque d'allonger démesurément sa raison sociale. Ce dernier inconvénient d'ailleurs finit par l'emporter, et lorsque la fusion est réellement consommée, on revient aux noms plus courts de Lloyds, Parr's, etc.

D'une façon générale, en même temps que l'amalgamation se produit, le siège principal de la banque provinciale est transporté à Londres au siège de la banque absorbée. A notre connaissance en effet, la Lloyds bank seule a deux sièges principaux (head offices), l'un à Birmingham, Edmund street, et l'autre à Londres, 71, Lombard street. E. C.

Les deux types d'amalgamation que nous venons de voir méritent plutôt le nom plus précis d'absorption. Ils mettent en effet en présence des établissements d'importance disproportionnée, et le plus petit disparaît au sein du plus grand. Il faudrait en réalité n'user du mot amalgamation, pour ne s'en servir que dans son sens le plus précis, que pour les types que nous allons examiner. Dans ce troisième type les établissements en présence sont de même importance, et le plus souvent d'importance considérable ; on ne peut pas dire que l'un absorbe l'autre, mais plutôt que les deux banques se fondent pour en former une troisième qui les remplace. Cependant, pratiquement on agit toujours comme s'il y avait une banque absorbante et une banque absorbée. Les directeurs ont à s'entendre pour savoir quelle sera la banque absorbée. L'une des deux entre alors en liquidation volontaire, et ses actionnaires deviennent actionnaires de l'autre banque. L'amalgamation revient ainsi légalement et pratiquement à une absorption ordinaire, et le seul critérium de différenciation est l'importance relative des établissements (1). La conséquence

(1) V. Sir John Paget, Barth., K. C. Gilbert Lectures, *Bankers Magazine*, février 1909, p. 281.

générale est que l'on tient compte dans la nouvelle raison sociale des noms des deux banques amalgamées, mais ce fait est purement secondaire et ne change en rien le caractère de l'amalgamation.

La liste des amalgamations de ce troisième type peut être commencée par l'amalgamation de la Parr's Bank avec l'Alliance Bank of London, puis avec la Consolidated Bank ; ensuite viendrait l'amalgamation de la London and Midland Bank avec la City Bank (pour former la London City and Midland Bank), puis avec la North and South Wales Bank (nov. 1908), dont le capital était alors de £ 750.000.

Mais les exemples les plus caractéristiques de ce type d'amalgamation datent de l'année 1909 elle-même, et nous prouvent combien est actuel le mouvement de concentration. Ce sont l'amalgamation de la London Joint stock bank avec la York city and County banking Company qui eut lieu au commencement de l'année, et celle de la London and Westminster Bank avec la London and County banking Company qui ont formé la London County and Westminster bank (1^{er} oct. 1909).

Ces quatre dernières banques étaient vis-à-vis l'une de l'autre d'une importance telle qu'on ne puisse dire que l'une a absorbé l'autre.

Le capital et les réserves de la York City and County montaient à 1.380.000 livres savoir :

Capital.	£ 780.000
Réserves	» 600.000

et ses dépôts à plus de 11.500.000 livres.

Les ressources de la London Joint stock s'élevaient à 2.965.000 livres, savoir :

Capital	£ 1.800.000
Réserves	» 1.165.000

et ses dépôts à plus de 19.200.000 livres.

La première était uniquement provinciale, la seconde purement métropolitaine.

Par leur combinaison elles forment une banque puissante à la fois forte à Londres et en province, si bien que l'on ne peut dire que la nouvelle banque continue plus les affaires de l'une des deux anciennes; il n'y a pas eu absorption, mais amalgamation d'éléments à peu près équivalents (1).

Le tableau suivant montre les ressources et les dépôts de la London and County banking Co d'une part et de la London and Westminster bank d'autre part (2).

	London and County	London and Westminster
Capital (versé).	£ 2.000.000	£ 2.800.000
Réserves	« 1.800.000	« 1.500.000
Dépôts	« 44.841.058	« 26.814.482

Ces deux banques, datant de la même époque (L. and W. fondée en 1834, L. and C. fondée en 1836), jouissant toutes deux d'une situation également respectée, se présentent bien à nous comme d'importance équivalente. La London and Westminster a un plus gros capital et ses affaires sont plus développées à Londres; la London and County a surtout pour terrain la province, elle a beaucoup plus d'agences (270 contre 36 à la L. and W.), et ses dépôts sont plus importants. Au total ces deux grands établissements d'importance équivalente forment aujourd'hui une banque dont les dépôts dépassent £ 70.000.000 et la placent

(1) Pour plus de détails, V. II^e partie, ch. vi.

(2) Statistique de l'*Economist* (23 oct. 1909), p. 4, 5.

ainsi au second rang des banques anglaises après la Lloyds (dépôts : £ 75.573.000) (1) :

Tels sont les différents types d'amalgamations qu'on peut distinguer parmi les banques anglaises en se plaçant à un point de vue purement économique : absorption des petites banques de province par de grandes sociétés métropolitaines ou provinciales ; absorption de petites banques faisant partie du Clearing house par de grands établissements provinciaux, amalgamation entre banques d'égale ou équivalente importance.

Mais ces trois types, depuis la plus petite amalgamation jusqu'à la plus grande se réduisent à un type, si l'on envisage la question sous son aspect juridique et financier : de toutes façons, en effet l'une des deux sociétés est dissoute et l'autre reprend la succession de son actif et de son passif. A cet effet cette seconde augmente généralement son capital, mais pas toujours d'un montant égal au capital remboursé. Les actionnaires de la société dissoute sont appelés à souscrire le nouveau capital avec un droit de préférence. En un mot, même lorsque les deux sociétés se trouvent être d'importance égale, il est toujours avantageux, plutôt que de dissoudre les deux compagnies pour en former une troisième, de prendre pour base l'une d'elles qui devient compagnie absorbante, tandis que l'autre est dissoute. C'est ainsi que dans la plus grande amalgamation qui ait eu lieu jusqu'ici, on décida que la London and County servirait de base à la nouvelle banque et qu'elle aurait en conséquence à acheter les actions de la London and Westminster qui fut dissoute.

(1) Pour plus de détails, V. II^e partie, ch. vi.

Tel est le procédé favori de la concentration en Angleterre, il diffère du trust américain, du cartell allemand, et l'on peut sans crainte soutenir que s'il n'est pas absolument spécial à l'Angleterre, du moins c'est en ce pays qu'il a pris la plus grande extension et qu'il a mené aux plus grands résultats.

ANNEXES

ANNEXE 1

Concernant le régime actuel des banques par actions.

Voici quelques articles de la loi de 1908 (21 décembre), dite « Companies (consolidation) Act » dont la connaissance n'est pas inutile à l'intelligence précise de quelques termes :

ART. 1^{er}, § 1^{er}. — Une société, compagnie ou association (partnership), comprenant plus de dix personnes, n'a le droit de se constituer pour exercer le commerce de banque que si elle s'est fait enregistrer comme compagnie (« company ») conformément à la présente loi, ou si elle s'est formée en vertu de quelque autre loi (« Act of Parliament ») ou de lettres patentes.

ART. 2. — *Mode de formation d'une compagnie-enregistrée.* — Sept personnes au moins, associées dans un but légal (ou deux au moins s'il s'agit d'une société privée telle que la définit la présente loi), peuvent, en signant de leur nom un memorandum d'association et en se soumettant aux autres prescriptions de la présente loi relatives à l'enregistrement, former une compagnie incorporée, limitée ou illimitée, c'est-à-dire une société sous l'une des trois formes suivantes :

a) Une compagnie où la responsabilité de ses membres est limitée par le memorandum au montant non versé des actions possédées respectivement par eux — compagnie définie dans la présente loi comme *limitée par actions* ;

b) Une compagnie où la responsabilité de ses membres est limitée par le memorandum au montant fixé respectivement

comme contribution à l'actif de la compagnie dans l'éventualité de sa liquidation — compagnie définie dans la présente loi comme *limitée par garantie* ;

c) Une compagnie où la responsabilité de ses membres est illimitée — compagnie définie dans la présente loi comme illimitée.

ART. 121. — *Signification du terme « private company »*. — Pour l'application de la présente loi, l'expression « private company » s'applique à une compagnie dont les statuts :

a) Restreignent le droit de transfert de ses actions ;

b) Limitent le nombre de ses membres (en dehors de ses employés) à cinquante ;

c) Interdisent tout appel au public pour la souscription de ses actions ou obligations.

ANNEXE II

Composition du Clearing-house de Londres en 1854.

Barclay and C^o ; Barnett and C^o. Absorbé par Lloyds, 1884.

Bosanquet and C^o. Absorbé par Lloyds, 1884.

Brown, Janson and C^o. Absorbé par Lloyds, 1884.

Commercial Bank. Arrête ses payements en 1866.

London and County Bank ; Currie and C^o. Amalgamé avec Glyn and C^o, 1864.

Dimsdale and C^o. Amalgamé avec Prescott and C^o, 1890.

Fuller and C^o. Amalgamé avec Parr's, 1891.

Glyn and C^o. Amalgamé avec Currie and C^o, 1864.

Hanbury and C^o. Amalgamé avec Barnett and C^o, 1864.

Hankey and C^o ; Heywood and C^o. Devint consolidated Bank, 1863. Amalgamé avec Parr's, 1896.

London Joint Stock Bank ; Jones, Loyd and C^o. Amalgamé avec London and Westminster, 1867.

London and Westminster Bank ; London and Westminster Bank (Southwark).

- Lubbok and C^o. Amalgamé avec Robarts and C^o, 1860.
 Martin and C^o ; Masterman and C^o. Devint Agra and Masterman's Bank 1864)). Cessa ses payments (1866).
 Prescott and C^o. Amalgamé avec Dimsdale, 1890.
 Price and C^o. Cessa ses paiements, 1866.
 Robarts and C^o. Amalgamé avec Lubbock and C^o, 1860.
 Royal British Bank. Cessa ses paiements, 1856.
 Rogers and C^o. Devint Joint stock bank, 1866. Cessa ses paiements, 1866.
 Sapte and C^o. Amalgamé avec Fuller and C^o, 1859.
 Sowith and C^o ; Spooner and C^o. Amalgamé avec Barclay and C^o, 1865.
 Stevenson and C^o. Amalgamé avec Bosanquet and C^o, 1867.
 Union Bank of London ; Williams and C^o. Amalgamé avec Manchest and Salford Bank, 1900.
 Willis, Percival and C^o. Cessa ses paiements, 1878.

**Composition du Clearing-house de
Londres en 1909.**

- Bank of England.
 Barclay and C^o.
 Capital and Counties Bank.
 Glyn, Mills, Currie and C^o.
 Lloyds Bank.
 London and County Banking Company.
 London and South-Western Bank.
 London and Westminster Bank.
 London City and Midland Bank.
 London Joint Stock Bank.
 Martins Bank.
 Metropolitan Bank (of England and Wales).
 National Bank.
 National Provincial Bank of England.
 Parr's Bank.

Robarts, Lubbock and C^o.
 Union of London and Smiths Bank.
 William Deacon's Bank.

ANNEXE III

**Liste des banquiers privés qui jouissent
 encore du privilège d'émission.**

Nom de la banque	Circulation autorisée	Circulation moyenne de la semaine finissant le 7 oct. 1969
	£	£
1. Banbury Bank.	43.457	2.596
2. Bedford Bank.	34.218	2.716
3. Bicester and Oxfordshire Bank.	27.090	7.429
4. Kington and Radnorshire Bank.	26.050	9.655
5. Leeds Old Bank.	130.757	20.820
6. Naval Bank Plymouth.	27.321	1.235
7. Oxfordshire, Wienty Bank.	11.852	1.887
8. Reading Bank-Simonds et C ^o	37.519	6.832
9. Heaford and Newark Bank.	51.615	4.191
10. Wellington Somerset Bank.	6.528	1.728
11. York and East Riding Bank.	53.392	26.017
Totaux.	£ 449.799	£ 92.106

**Liste des Joint Stock banks qui jouissent encore
du privilège d'émission.**

Nom de la banque	Circulation autorisée	Circulation moyenne pendant la semaine finissant le 20 oct. 1909
	£	£
1. Bank of Whitehaven Ltd	32.681	7.263
2. Bradford Banking C ^o Ltd	49.292	7.419
3. Carlisle and Comberland Bkg C ^o Ltd.	25.610	19.996
4. Halifax and Huddersfield Union Bkg C ^o Ltd	44.137	1.931
5. Halifax Commercial Bkg C ^o Ltd.	13.733	3.187
6. Halifax Joint Stock Banking C ^o Ltd	18.534	5.549
7. Lincoln and Lindsey Banking C ^o Ltd	51 620	21.459
8. Nottingham and Notts. Banking C ^o Ltd	29.477	12 771
9. Sheffields and Hallamshire Bkg C ^o	23.524	1.643
10. Stuckey's Banking C ^o Ltd (1)	356.976	67.645
11. Wilts and Dorset Banking C ^o Ltd.	76.162	42.764
Totaux	£ 721.746	£ 191.627

**Etat de l'émission autorisée à l'heure actuelle
en Angleterre.**

Banque d'Angleterre.	£ 18.450.000
11 banques privées	449.799
11 Joint stock banks	721.746
Total	£ 19.621.545

(1) La Stuckey's Bank vient d'être amalgamée à la Parr's Bank.
Son émission va en conséquence disparaître.

Note. — Le nombre des banquiers privés autorisés à faire l'émission en Angleterre, par l'Act de 1844,

était à cette date 207

Ont cessé de faire l'émission 196

11

Le nombre des Joint stock banks autorisées par le même Act à faire l'émission était de : 72

On a cessé de faire l'émission 61

11

L'émission autorisée a diminué ainsi en Angleterre de £ 7.460.102. Elle a été partiellement remplacée en augmentant à plusieurs reprises le montant autorisé de l'émission de la Banque d'Angleterre, lequel était en :

1844 de. £ 14.000.000

et est aujourd'hui de £ 18.450.000

ANNEXE IV

Amalgamations de 1878 à 1909.

Amalgamations de 1878 à 1889.

(Extrait du *Bankers Magazine* de mai 1889.)

Ransom, Bouverie and C^o, London. Amalgamée avec Barclay, Bevan and C^o, London, 1888.

A. Heywood, Sons and C^o, Liverpool. Amalgamée avec Bank of Liverpool, Ld, 1883.

Stourbridge and Kidderminster Banking C^o, Ld. Amalgamée avec Birmingham Banking C^o, Ld, 1880.

Staffordshire Joint Stock Bank, Ld. Amalgamée avec Birmingham Banking C^o, Ld, 1889.

Midland Banking C^o, Ld. Amalgamée avec Birmingham, Dudley and District Banking C^o, Ld, 1881.

Wolverhampton and Staffordshire Banking C^o, Ld. Amalgamée avec Birmingham, Dudley and District Banking C^o, Ld, 1889.

Union Bank of Birmingham. Amalgamée avec Birmingham and Midland Bank, Ld, 1883.

Coventry Union Banking C°. Amalgamée avec Birmingham and Midland Bank, Ld, 1889.

Harrison and C°, Knaresboro'. Amalgamée avec Bradford Old Bank, Ld, 1880.

Willis Percival and C°, London. Amalgamée avec Capital and Counties Bank, Ld, 1878.

Haydon and C°, Guildford ; Locke, Tugwell and C°, Devizes. Amalgamées avec Capital and Counties Bank, Ld, 1883.

Gloucestershire Banking C°, Ld ; Jas. Knight and Sons, Farnham. Amalgamées avec Capital and Counties Bank, Ld, 1886.

Mackie, Davidson and C°, Carlisle. Amalgamée avec Carlisle and Cumberland Bkg C°, Ld, 1882.

Chesterfield and North Derbyshire Banking C°. Amalgamée avec Crompton and Evans' Union Bank, Ld, 1878.

Wilson and Son, Alfreton ; Jas. Taylor and Sons, Bakewell. Amalgamées avec Crompton and Evans' Union Bank, Ld, 1879.

Marshall and Harding, Barnstaple. Amalgamée avec Fox, Fowler and C°, 1888.

Maddison and C°, Southampton. Amalgamée avec Grant and C°, Portsmouth, 1888.

Huddleston and C°, Bury. Amalgamée avec Gurney and C°, Norwich, 1880.

Bury Banking C°, Ld. Amalgamée avec Lancashire and Yorkshire Bank, Ld, 1888.

Coventry and Warwickshire Banking C°. Amalgamée avec Lloyds Bank, Ld, 1879.

Beck and C°, Shrewsbury ; Whitchurch and Ellesmere Banking C°, Ld. Amalgamées avec Lloyds Bank, Ld, 1881.

Barnetts, Hoare and C° ; Bosanquet, Salt and C°. Amalgamées avec Lloyds Bank, Ld, 1884.

Pritchard, Gordon and C°. Amalgamée avec Lloyd Bank, Ld, 1888.

Birmingham Joint Stock Bank, Ld ; Worcester City and County Bank, Ld. Amalgamée avec Lloyds Bank, Ld, 1889.

North Kent Bank, Ld. Amalgamée avec London and Provincial Bank, Ld, 1878.

Southport and West Lancashire Banking Co, Ld. Amalgamée avec Manchester and Liverpool District Banking Co, Ld, 1884.

Hardcastle, Cross and Co, Bolton Amalgamée avec Manchester and Salford Bank, Ld, 1878.

Clement Royds and Co, Rochdale. Amalgamée avec Manchester and Salford Bank, Ld, 1881.

Bank of Leeds. Amalgamée avec National Provincial Bank of England, Ld, 1878.

Moxon and Percival, Towcester. Amalgamée avec Northamptonshire Union Bank. Ld, 1887.

Rochdale Joint Stock Bank, Ld. Amalgamée avec Oldham Joint Stock Bank, Ld, 1882.

Dixon and Co, Chester. Amalgamée avec Parr's Banking Co, Ld, 1878.

National Bank of Liverpool, Ld. Amalgamée avec Parr's Banking Co, Ld, 1883.

Union Bank of Preston, Ld, Amalgamée avec Preston Union Bank, Ld, 1883.

Godfrey and Co, Newark o/T. Amalgamée avec Samuel Smith and Co, 1880.

Eland and Eland, Thrapston. Amalgamée avec Stamford, Spalding, etc., Banking Co, Ld, 1888.

Dunsford and Co, Tiverton. Amalgamée avec Stuckey's Banking Co, 1883.

Jas. Sewell and Nephew, Manchester. Amalgamée avec Union Bank of Manchester, Ld, 1888.

Harding and Co, Burlington. Amalgamée avec York City and County Bank, Ld. 1878.

Darlington District Joint Stock Banking Co, Ld. Amalgamé avec York City and County Bank, Ld, 1883.

Amalgamations en 1889.

Birmingham Banking Company Ltd (26 agences) ; Royal Exchange Bank Ltd, 126 Cannon street E. C. ; Cooper, Purton and Sons, Brignorth et Winlock. Amalgamées avec Metropolitan and Birmingham Bank Ltd.

Bolitho Sons and C^o (5 agences) ; W. Hodge and C^o, Devonport et Plymouth ; Robins Foster, Coode et Bolitho (12 agences). Amalgamées avec Bolitho, Foster, Coode and C^o Ltd.

Gill, Morshead and C^o (4 agences). Amalgamée avec Fox, Fowler and C^o.

Leamington Priors and Warwickshire Bank Ltd (4 agences). Amalgamée avec Birmingham and Midland Bank Ltd.

Liverpool Commercial banking C^o Ltd Liverpool. Amalgamée avec Bank of Liverpool Ltd.

Amalgamations en 1890.

Beechings, Hodgkin and Beeching (8 agences). Amalgamée avec Llyods Bank Ltd.

Joseph Dukinson, Alston. Amalgamée avec Carlisle City and District Bank.

W. Hancock and Son, Wiveliscombe. Amalgamée avec Wilts and Dorset Banking C^o Ltd.

W. Hodge and C^o, Devonport, Plymouth. Amalgamée avec Bolitho, Williams, Foster, Coode, Grylls and C^o Ltd.

Hughes and Morgan, Brecon. Amalgamée avec Birmingham District and Counties Banking C^o Ltd.

Wilkins and C^o (9 agences). Amalgamée avec Lloyds Bank.

Willyams, Williams and Grylls (4 agences) ; Williams, Trefry and C^o (2 agences) ; Willyams, Willyams and C^o (4 agences). Amalgamées avec Bolitho, Williams, Foster, Coode, Grylls and C^o Ltd.

Derby commercial Bank Ltd ; Exchange and Discount

Bank Ltd ; Leeds and County bank Ltd (13 agences). Amalgamées avec Birmingham and Midland bank Ltd.

Northamptonshire Banking C^o Ltd (5 agences). Amalgamée avec Capital and Counties Bank Ltd.

Three Towns Banking C^o Ltd. Amalgamée avec Devon and Cornwall Banking C^o Ltd.

Western Counties Bank Ltd (7 agences). Amalgamée avec Capital and Counties Bank Ltd.

Amalgamations en 1891.

Prescott, Cave, Buxton, Loder and C^o (62 Threadneedle Street E. C.) ; Dimsdale, Fowler, Barnard and Dimsdales (50 Comhill, E. C.) ; Miles, Caves, Baillie and C^o, Bristol and Clifton ; Tugwell, Brymer and C^o, Bath ; George Moger and Sons, Bath ; Deane and C^o, Wurchester ; Harwood and C^o, Thornbury. Amalgamées avec Prescott, Dimsdale, Cave Tugwell and C^o Ltd.

Praeds and C^o, 189, Fleet street, E. C. ; Cobb and C^o (4 agences) ; Hart, Fillows and C^o (Nottingham). Amalgamées avec Lloyds Banks Ltd.

Wath, Witborne and C^o (5 agences) ; Garfit, Claypon and C^o, Ltd (10 agences). Amalgamées avec Capital and Counties Bank Ltd.

Bain, Field, Hitchins and C^o, Redruth et Helston. Amalgamée avec Bolitho, Williams, Foster, Coode, Grylls and C^o Ltd.

W. J. et T. Brocklehurst and C^o, Macclesfield. Amalgamée avec Manchester et Liverpool District Banking, C. C^o Ltd.

Central Bank of London, Ltd (15 agences). Amalgamée avec Birmingham and Midland Banking devient London and Midland, Banking Ltd.

Chasemore, Robinson and Sons, Croydon. Amalgamée avec Union Bank of London.

Commercial bank of Cornwall Ltd. (7 agences). Amalgamée avec Cornish Bank Ltd.

Eaton, Cayley and C^o (4 agences). Amalgamée avec Stamford, Spalding and Boston Banking C^o Ltd.

Fuller, Baburny, Nix and C^o, 77 Lombard Street E.C. Amalgamée avec Parr's Banking C^o Ltd.

Gilletts et Clinch, Withey. Amalgamée avec Gilletts and C^o Oxford.

Godfroy, Major and Godfroy, Jersey. Amalgamée avec Channel Island bank Ltd.

Hove Banking Company Ltd, Hove. Amalgamée avec London and County Bkg C^o.

Lacy, Hartland, Woodbridge and C^o (7 agences). Amalgamée avec London and Midland bank Ltd.

Pugh, Jones and C^o (16 agences). Amalgamée avec National bank of Wales Ltd.

Amalgamations en 1892.

Alliance bank Ltd (13 agences à Londres). Amalgamée avec Parr's Banking C^o, qui devient Parr's Banking C^o and the Alliance Bank Ltd.

Bristol and West of England Bank (25 agences) Ltd; Richard Twining and C^o (Londres). Amalgamées avec Lloyds Bank Ltd.

Dale, Young, Nelson and C^o; Newcastle-on-Tyne (3 agences). Amalgamées avec North Eastern Banking C^o Ltd.

Bulpett and Hall (3 agences). Amalgamée avec Prescott, Dimsdale and C^o Ltd.

Manchester Joint Stock bank Ltd (12 agences). Amalgamée avec London and Midland Bank Ltd.

South Wales Union Bank Ltd (13 agences). Amalgamée avec Metropolitan and Birmingham Bank Ltd, devient : Metropolitan Birmingham and South Wales Bank Ltd.

Simpson, Chapman and C^o, Whitby. Amalgamée avec York Union Banking C^o Ltd.

Amalgamations en 1893.

Bank of Westmorland Ltd (6 agences). Amalgamée avec London and Midland Bank Ltd.

Cox, Cobbold and C^o, Harwich. Amalgamée avec Bacon, Cobbold, Tollemache and C^o.

Hervies, Farquhar and C^o (Londres). Amalgamée avec Lloyds Bank Ltd.

Imperial Bank Ltd, Lothbury (15 agences). Amalgamée avec London Joint Stock bank Ltd.

Mellersh and C^o (2 agences). Amalgamée avec Capital and Counties Bank Ltd.

National Bank of Wales Ltd (62 agences). Amalgamée avec Metropolitan Bank of England and Wales Ltd.

Wakefield, Crewdson and C^o (21 agences). Amalgamée avec Bank of Liverpool Ltd.

Amalgamations en 1894.

Bromage and C^o, Old bank, Monmouth. Amalgamée avec Lloyds Bank Ltd.

Croxon, Jones and C^o Ltd. Oswestry. Amalgamée avec Parr's Banking C^o and the Alliance bank.

Hall, Bevan, West and Bevans (7 agences). Amalgamée avec Barclay, Bevan, Tritton, Ransom, Bouverie and C^o.

Hull Banking C^o Ltd (4 agences). Amalgamée avec York City and County Bkg C^o Ltd.

London and Lancashire Bank, Ltd. Amalgamée avec Mercantile Bank of Lancashire Ltd.

Pease and Sons, Beverley. Amalgamée avec York Union Bkg C^o Ltd.

Peases, Old Bank, Hull. Amalgamée avec York Union Bkg C^o Ltd.

Preston Union Bk Ltd. Preston. Amalgamée avec Lancashire and Yortshire Bk Ltd.

Sir Samuel Scott, Bart and C^o, Londres. Shrubsole and C^o, Kingston on Thames. Amalgamées avec Parr's Bkg C^o and the Alliance Bkg Ltd.

Wells, Hogge and Lindsell (4 agences). Amalgamée avec Capital and Counties Bkg Ltd.

Amalgamations en 1895.

Hardy and C^o, Grantham. Amalgamée avec Leicestershire Banking C^o Ltd.

Paget and C^o (4 agences). Amalgamée avec Lloyds Bk Ltd.

Preston Banking C^o Ltd (29 agences). Amalgamée avec London and Midland Bk Ltd.

Slocock, Malthews, Sonthby and Slocock, Newbury. Amalgamée avec Capital and Counties Bank Ltd.

Amalgamations en 1896.

Backhouse, Jonathan and C^o Darlington (21 agences) ; Barclay, Bevan, Tritton, Ransome Bouverie and C^o (12 agences) ; Basset Son and Harris (8 agences). Amalgamées avec Barclay and C^o Ltd.

Carlisle City and District Bank Ltd (9 agences). Amalgamée avec London and Midland Bk Ltd.

Consolidated bank Ltd (14 agences). Amalgamée avec Parr's bank Ltd.

Fordham, Gilson and C^o (4 agences) ; Goslings and Sharpe ; Gurney, Birkbeck, Barclay and Buxton, Wisbech (7 agences) ; Gurney, Round Green and C^o (7 agences) ; Gurneys, Alexanders, Birkbeck, Barclay ; Buxton and Kerrison (12 agences) ; Gurneys, Birkbecks, Barclay and Buxton, Norwich (30 agences) ; Gurneys, Birkbecks, Darclay and Buxton, Fakenham (7 agences) ; Gurneys, Birkbeck, Barclay, Buxton and Cresswell, Lynn (4 agences) ; Gurneys, Birkbeck, Barclay, Buxton and Orde, Halesworth (10 agences) ; Gurneys, Birkbeck, Barclay, Buxton, Great Yarmouth (8 agences). Amalgamées avec Barclay and C^o Ltd.

Henty and C^o Worthing (6 agences). Amalgamée avec Capital et Counties Bk Ltd.

Molineux, Whetfeld and C^o, Lewes (6 agences) ; Mortlock,

John and C^o Ltd, Cambridge. Amalgamée avec Barclay and C^o Ltd.

St-Barbe and Daniell, Lymington. Amalgamée avec Capital and Counties Bank Ltd.

Sharples, Luke, Lucas and Seeböhm, Hitchin (9 agences). Amalgamée avec Barclay and C^o Ltd.

Sparrow, Tugnell and C^o Essex and Bishop's Stortford Bank, Chelmsford (19 agences) ; Veasey, Desborough and C^o, Huntingdon (3 agences). Amalgamées avec Barclay and C^o Ltd.

Wheeler, Thomas and C^o, High Wycombe (3 agences). Amalgamée avec Capital and Counties Bank Ltd.

Woodall, Hebden and C^o, Scarborough. Amalgamée avec Barclay and C^o Ltd.

Amalgamations en 1897.

Bank of Bolton Ltd C^o Ltd (10 agences). Amalgamée avec Manchester and County Bk Ltd.

Barnsley Bkg C^o Ltd. Amalgamée avec York City and County Bkg C^o Ltd.

Channel Islands Bank Ltd, Jersey. Amalgamée avec London and Midland Bank Ltd.

County of Gloucester Bank Ltd, Cheltenham (21 agences). Amalgamée avec Lloyds Bank Ltd.

Huddersfield Banking C^o Ltd (17 agences) ; North Western Bank, Ltd, Liverpool (8 agences). Amalgamée avec London and Midland Bank Ltd.

Pinckney Brothers (Salisbury old Bk.) ; Williams R. and R. Thornton Sykes et C^o, Dorchester (18 agences). Amalgamées avec Wilts and Dorset Bkg. C^o Ltd.

Williams and C^o, Chester (21 agences). Amalgamée avec Lloyds bank Ltd.

Amalgamations en 1898.

City Bank Ltd, Threadneedle Street E. G. (19 agences).

Amalgamée avec London and Midland Bank Ltd, devient London City and Midland bank Ltd.

Derby and Derbyshire Banking C^o Ltd (8 agences). Amalgamée avec Parr's bank Ltd.

Glamorganshire Bkg C^o Ltd. Amalgamée avec Capital and Counties Bank Ltd.

Jenner and C^o, Landgate. Amalgamée avec Lloyds bank Ltd.

Oldham Joint Stock bank Ltd (11 agences). Amalgamée avec London and Midland bank Ltd.

Wright J. and J.C. and C^o, Nottingham. Amalgamée avec Capital and Counties Bk Ltd.

Amalgamations en 1899.

Adelphi Bank, Liverpool (17 agences). Amalgamée avec Lancashire and Yorkshire Bk Ltd.

Burton Union Bank Ltd (8 agences). Amalgamée avec Lloyds bank Ltd.

City of Birmingham Bk Ltd. Amalgamée avec London City and Midland Bk Ltd.

County of Stafford Bk Ltd ; Wolverhampton. Amalgamée avec National Provincial bank of England Ltd.

Leeds Joint Stock Bank Ltd. Amalgamée avec London and Northern Bank Ltd.

Stephens, Blandy, Barnett, Butler and C^o, Reading (5 agences). Amalgamée avec Lloyds bank Ltd.

Swaledale and Wensleydale Bkg. C^o Ltd, York (5 agences). Amalgamée avec Barclay et C^o Ltd.

Amalgamations en 1900.

Ashton, Stalybridge, Hyde and Glossop Bank Ltd. Amalgamée avec Parr's Bank Ltd.

Brooks and C^o, 81 Lombard street. E. C. ; Brown Janson and C^o, 32, Abchurch Lane E. C. ; Brown, William Williams and C^o, Leeds. Amalgamées avec Lloyds bank Ltd.

Butcher, Thomas and Sons, Tring (2 agences). Amalgamée avec Prescott, Dimsdale, Cave Tugwell and C^o Ltd.

Cripplegate Bank Ltd (Londres). Amalgamée avec Union bank of London Ltd.

Cunliffes, Brooks and C^o, Manchester (4 agences). Amalgamée avec Lloyds bank.

Leicestershire banking C^o Ltd, Leicester (30 agences). Amalgamée avec London City and Midland bank Ltd.

Liverpool Union bank Ltd (15 agences). Amalgamée avec Lloyds bank Ltd.

Milbanke, Woodbridge and C^o, Chichester. Amalgamée avec Barclay et C^o Ltd.

Oakes, Bevan, Tollemache and C^o, Bury St-Edmund's (8 agences). Amalgamée avec Capital and Counties bank Ltd.

Parsons, Thomson and C^o, Oxford. Amalgamée avec Barclay and C^o Ltd.

Vivian, Kitson and C^o, Torquay. Amalgamée avec Lloyds bank Ltd.

Woodbridge, Lacy, Hartland, Hibbert and C^o, Uxbridge (10 agences). Amalgamée avec Barclay and C^o Ltd.

Amalgamations en 1901.

Milford, Snow and C^o, City bank, Exeter. Amalgamée avec Sanders and C^o (Exeter).

Cumberland Union banking C^o Ltd. Amalgamée avec York City and County banking C^o Ltd.

Moore and Robinson's Nottinghamshire Banking C^o Ltd. Amalgamée avec Capital and Counties Bank Ltd.

Lacons, Youell and Kemp. Amalgamée avec Capital and Counties Bank Ltd.

Manx Bank Ltd. Amalgamée avec Mercantile bank of Lancashire Ltd.

Sheffield Union Banking C^o Ltd ; Yorkshire Banking C^o Ltd. Amalgamées avec London City and Midland Bank Ltd.

Amalgamations en 1902.

Parr's Leicestershire Banking C^o Ltd. Amalgamée avec Parr's Bank Ltd.

York Union Banking C^o Ltd; Roper and Priestman ; Marten, Part et C^o ; J. and J. W. Pease. Amalgamées avec Barclay and C^o Ltd.

Pomfret, Burra and C^o Ashford ; Bucks and Oxon, Union Bank Ltd ; Cobb, Bartlett and C^o. Amalgamées avec Lloyds Bank Ltd.

West Riding Union Banking C^o Ltd. Amalgamé avec Lancashire and Yorkshire Bank Ltd.

Hilton, Rigden and Rigden, Faversham. Amalgamée avec Prescott, Dimsdale and C^o Ltd.

Smith. Payne et Smiths, London ; Samuel Smith and C^o, Nottingham Bank ; Smith, Ellison and C^o, Lincoln Bank ; Samuel Smith Bros and C^o, Hull Bank ; Samuel Smith and C^o, Derby Bank ; Samuel Smith and C^o, Newark Bank. Amalgamées avec Union of London and Smiths Bank Ltd (auparavant Union bank of London).

Amalgamations en 1903.

Hodgkin, Barnett, Pease. Spence and C^o, Newcastle ; Grant and Madison Union Banking C^o Ltd. Amalgamées avec Lloyds Bank Ltd.

Prescott's Bank Ltd ; Wigan, Mercer, Tasker and C^o, Maidstone ; London and Yorkshire Bank Ltd. Amalgamées avec Union of London et Smith's Bank Ltd.

Hammond, Plumptre, Hilton, Mac Master and Furley (Canterbury Bank) ; Foster and C^o (Cambridge) ; Cornish Bank Ltd. Amalgamées avec Capital and Counties Bank Ltd.

Knaresborough and Claro Banking C^o Ltd. Amalgamée avec National Provincial Bank of England Ltd.

Amalgamations en 1904.

Thomas Ashby and C^o, Amalgamée avec Barclay and C^o Ltd.
Bradford Commercial Joint Stock Banking C^o, Ltd. Amalgamée avec Bradford District Bank Ltd.

Midland Counties District Bk Ltd. Amalgamée avec Birmingham District and Counties Banking C^o Ltd.

Mercantile Bank of Lancashire Ltd. Amalgamée avec Lancashire and Yorkshire Bank Ltd.

Edward W. Yates and C^o, Liverpool. Amalgamée avec Union Bank of Manchester Ltd.

Amalgamations en 1905.

Bacon, Cobbold, Tollemache and C^o, Ipswich. Amalgamée avec Capital and Counties Bank Ltd.

Hammond and C^o, Newmarkel. Bolitho, Williams, Foster, Coode Grylls and C^o Ltd. Amalgamées avec Barclay and C^o Ltd.

Hedges, Wells and C^o, Wallingford. Amalgamée avec Lloyds Bank Ltd.

Nottingham Joint Stock Bank Ltd. Amalgamée avec London City and Midland Bk Ltd.

Amalgamations en 1906.

Berwick Lechmere and C^o, Worcester. Amalgamée avec Capital and Counties Bank Ltd.

Craven Bank Ltd. Amalgamée avec Bank of Liverpool Ltd.

Devon and Cornwall Banking C^o Ltd. Amalgamée avec Lloyds Bank Ltd.

Leatham, Tew and C^o, Wakefield et Pontefract. Amalgamées avec Barclay and C^o Ltd.

Lechmere, Isaac, Martin and C^o, Tewkesbury. Amalgamée avec Capital and Counties Bank Ltd.

Nottingham Joint Stock bank Ltd. Amalgamée avec London City and Midland Bank Ltd.

Wakefield and Barnoby Union Bank Ltd. Amalgamée avec Birmingham District and Counties Banking C^o Ltd.

Amalgamations en 1907.

Bradford Old bank Ltd. Amalgamée avec United Counties Bank Ltd.

Fred. Burt and C^o. Amalgamée avec London and County Banking C^o Ltd.

Caledonian Banking C^o Ltd. Amalgamée avec Bank of Scotland.

Downes and C^o, Nantwich. Amalgamée avec Union bank of Manchester Ltd.

Eyton, Burton and C^o. Amalgamée avec Capital and Counties bank Ltd.

Sheffield and Rotherham J. S. Burg C^o Ltd. Amalgamée avec Williams Deacons Bank Ltd.

Amalgamations en 1908.

Lambton and C^o, Newcastle on Tyne. Amalgamée avec Lloyds Bank Ltd.

Lancaster Banking C^o Ltd. Amalgamée avec Manchester and Liverpool District banking C^o Ltd.

Town et County Bank Ltd. Amalgamée avec North of Scotland Bank Ltd, sous le titre de North of Scotland and Town and County Bank Ltd.

Robins Brothers, Jersey. Amalgamée avec Parr's Bank Ltd.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE ANALYTIQUE

GÉNÉRALITÉS

Après l'étude synthétique que nous venons de faire de la concentration et de sa forme originale en Angleterre, l'amalgamation, il nous a paru intéressant d'étudier à l'œuvre même ces grands établissements dont la politique fut d'absorber les autres pour se développer eux-mêmes et se débarrasser en même temps de leurs concurrents.

M. Drummond Fraser relevait, en 1908 (1), les noms des six banques les plus actives sur le terrain de l'amalgamation (de 1897 à 1906).

Ces six banques, qui s'étaient également taillé la part du lion dans les périodes précédentes, ne sont pas responsables de moins de 68 amalgamations sur 85 dans la période qui s'étend de 1897 à 1906. Ce sont :

1° Lloyds Bank ;

2° London City and Midland Bank ;

3° Barclay and C° ;

4° Capital and Counties Bank ;

(Ces quatre banques sont aussi les quatre premières pour le développement des succursales). Viennent ensuite :

5° Union of London and Smiths ;

6° Parr's Bank.

Ces deux banques ne viennent qu'en dixième et onzième rang pour le nombre des succursales, ce qui nous amène à constater que des banques telles que la National Provin-

(1) V. Journal of the Institute of bankers, janvier 1908, *A decade of bank amalgamations*.

cial avec 308 succursales (1), la London and County (264), la London and Provincial (248), etc., ont plus procédé par création directe d'agences que par amalgamations, ce qui n'est d'ailleurs pas surprenant vu l'augmentation du nombre des bureaux de banque que nous avons constatée par rapport à la population.

De ces six banques nous prendrons pour objet d'étude la Lloyds, la London City and Midland, Barclay and C^o, l'Union of London and Smiths et la Parr's Bank qui sont parmi les plus intéressantes.

Ensuite nous étudierons en détail deux amalgamations, les deux plus importantes de l'année 1909 : celle de la London Joint Stock Bank avec la York City and County banking Company et celle de la London and Westminster avec la London and County banking Company. Ces deux exemples serviront à illustrer les considérations que nous avons présentées synthétiquement dans notre première partie en même temps qu'elles serviront de document à l'appui de notre conclusion.

(1) V. *Banking Almanac* pour 1909, p. 36

CHAPITRE PREMIER

LLOYDS' BANK LTD.

La Lloyds' Bank est aujourd'hui la plus importante banque d'Angleterre avec :

Capital autorisé	£ 30.000.000
» souscrit	» 26.072.500
» à rappeler.	» 2.346.525
» réservé	» 19.554.375

Son capital réel est de » 4.171.600
tandis que ses réserves s'élèvent à » 3.000.000
ce qui porte le total de ses ressources à . . » 7.171.608
(près de 180 millions de francs).

Elle possède en Angleterre plus de 527 succursales et bureaux ; les dépôts et comptes courants s'élèvent à son bilan du 30 juin 1909 à £ 75.573.378 (plus de 1.890 millions) de francs (1).

Mais en dehors de ces quelques chiffres significatifs, la Lloyds' Bank est en outre à notre point de vue particulier le principal pionnier de l'amalgamation et de l'absorption.

Fondée en 1865, sensiblement après plusieurs de ses rivales, la Lloyds' Bank a dépassé de beaucoup toutes ses concurrentes sur le terrain de l'amalgamation. Elle n'a pour ainsi dire pas laissé échapper une occasion d'acheter à bon compte une affaire. « Un œil d'épervier, dit M. Ho-

(1) Comparer les dépôts et comptes courants du Crédit Lyonnais :
£ 70.063.653.

warth (1), semble avoir épié toute bonne occasion, et chaque acquisition fut faite sans délai ».

Les progrès de la Lloyds bank ont été si rapides et si considérables qu'on serait tenté d'avoir des doutes sur la solidité de l'établissement si l'on ne voyait inscrits au fond de réserve 3.000.000 £.

La Lloyds bank qui n'existe comme Joint stock Company que depuis 1865, n'en a pas moins une origine fort ancienne qui remonterait, selon M. Howarth (2), à 1764 ou 1765. Cent ans après sa fondation comme maison privée, la Lloyds bank fut créée (1865) par la fusion de deux vieilles maisons ; Lloyds and C^o, plus connue sous le nom de Birmingham Old Bank, et de Moilliet and Sons, maison de Birmingham également. Le capital nominal de la nouvelle banque était de £ 2.000.000 divisé en 40.000 actions de £ 50 chacune.

Dès la première année de son existence, la Lloyds absorba la Wednesbury Old Bank (Messrs F. and H. Williams) et dès son premier bilan les dépôts dépassèrent £ 1.000.000, comme permet de le constater la lecture du bilan au 11 décembre 1865 (3).

Passif.

Capital versé	£ 143.415.0.0
Dépôts, comptes courants, etc.	1.166.160.6.7
Réserve	18.415.0.0
Profits et pertes	18.323.2.9
	£ 1.346.313.9.4

(1) Hewarth (William), *The Banks in the Clearing house*, Effingham Wilson, Londres, 1905.

(2) Howarth (Williams), *The Banks in the Clearing house*, Effingham Wilson, Londres, 1905.

(3) Cet exposé historique est fait en grande partie d'après l'étude de M. Howarth sur la Lloyds Bank, chap. VI de *The Banks of the Clearing house*.

Actif.

Caisse, à la Banque d'Angleterre et chez	
les correspondants	£ 126.170.16.7
Portefeuille d'effets	» 655.435. 0.2
Avances en comptes courants, prêts sur	
titres et autres.	» 556.118. 3.0
Immeubles, etc.	» 8.054. 0.0
Dépenses de premier établissement.	» 535. 9.7
	£ 1.346.313. 9.4

Dès 1866 la Loyds'Bank montra ses dispositions particulières à l'amalgamation.

Elle absorba cette année-là la Warwick and Leamington Banking Company et la Stafford Old Bank (Stevenson, Salt and C^o), deux vieilles maisons possédant de nombreuses relations dans leurs districts respectifs.

En 1868 elle absorba les affaires de MM. A. Bullin and Son (the Rugby Old Bank), et quatre ans plus tard celles de MM. R. et W. F. Fryer (the Wolverhampton Old Bank). En 1874, Lloyds acheta la Shropshire Banking C^o ; en 1879, la Coventry and Warwickshire Banking C^o ; en 1880 Beck and C^o (the Shrewbury and Welshpool Old Bank). Jusque ici la Lloyds n'a fait que s'assurer une forte situation dans le centre de l'Angleterre. Elle est et reste banque provinciale. Mais après la période difficile qui s'étendit de 1880 à 1884, pour devenir un établissement londonien, elle négocia l'absorption des affaires de deux vieilles maisons de Lombard street : Barnett, Hoares and C^o (fondée en 1877) et Bosanquet, Salt and C^o (fondée en 1796), et le nom de la nouvelle firme fut un certain temps : Lloyds, Barnetts and Bosanquets Bank Limited ; mais les directeurs revinrent rapidement au nom plus court et plus pratique de Lloyds Bank.

C'est ainsi que la Lloyds devint à la fois une banque de Londres et une Clearing bank, ou banque faisant partie du Clearing house, dont l'entrée lui était donnée par Barnett and Hoares, l'une des banques les plus anciennes et le plus honorablement connues.

Mais quelque nombreuses que soient les affaires absorbées jusqu'alors, on peut dire que la Lloyds n'était encore qu'à ses débuts en matière d'amalgamation.

En 1890, elle négocia l'absorption de deux maisons vieilles de deux siècles : Wilkins and C^o (fondée en 1778) et Beechings and C^o, cette dernière établie dans le sud de l'Angleterre (Tonbridge, Folkestone, Hastings, etc.). Pour fortifier encore cette position, Lloyds acheta l'année suivante Cobb and C^o de Margate, Westgate-on-sea, Broadstairs (fondée en 1785) ; elle acheta aussi la banque de Hart, Fells and C^o de Nottingham (fondée en 1808).

La même année 1891 Lloyds acheta l'importante maison de MM. Praed and C^o de Fleet Street. En nous reportant au *Bankers Magazine* de juillet 1891 qui signale le fait, nous constatons que chaque membre de la maison Praed and C^o doit continuer à prendre une part active dans les affaires de la banque. L'un des membres de cette maison va même faire partie du conseil de direction et un autre a accepté le poste de directeur (manager) de la nouvelle agence.

Cet exemple que nous pourrions répéter maintes fois est absolument typique en matière d'amalgamation. Le banquier absorbé accepte généralement de continuer la direction des affaires locales ; quelquefois, suivant l'importance de ses affaires, on l'appelle même à la direction générale.

La même année 1892 Lloyds ne se procura pas moins de quarante nouveaux bureaux et une solide position en Pays de Galles, par l'achat de la Bristol and West of England Bank.

En 1893 elle absorba une banque provinciale : Curteis Pomfret and C^o de Rye et une banque londonienne : Herries, Farquhar and C^o (16 St-James's street) qui lui apporta une brillante clientèle du West-end.

En 1894, absorption de Bromage and C^o, the Old Bank of Monmouth (fondée en 1819).

En 1895 Lloyds fit d'excellentes acquisitions : Paget and C^o de Leicester, vieille maison (fondée en 1825), riche et de bonne réputation ; Williams and C^o, la vieille banque de Chester établie depuis 1792 et par laquelle Lloyds fortifie sa situation dans le nord-ouest de l'Angleterre et gagne 22 agences.

En 1897 notre banque acheta les affaires de la County of Gloucester bank Ltd, qui ne lui apporta pas moins de 23 succursales dans une partie de l'Angleterre où sa situation était déjà solide.

En 1898, absorption de la petite banque de Jermer and C^o de Sandgate.

En 1899 Lloyds absorba une maison centenaire : Stephen, Blandy, Barnett, Butler and C^o de Reading, et une autre bonne affaire, la Burton Union Bank Ltd.

En 1909 elle absorbe :

Brooks and C^o (81 Lombard street).

Brown, Janson and C^o (32 Abchurch lane).

Brown, William, Williams and C^o (Leeds).

Comliffes, Brooks and C^o (Manchester).

Vivian Kitson and C^o (Torquay) et surtout la Liverpool Union Bank Ltd de Liverpool qui lui apporte quinze agences et une situation qu'elle n'aurait pu acquérir autrement dans ce district nouveau pour elle.

Après cette année un peu exceptionnelle et qui n'est dépassée en ce genre que par les amalgamations de Barclay

en 1896, la Lloyds semble prendre quelque repos et, fait extraordinaire, elle n'absorbe aucune affaire en 1901.

En 1902 elle nous offre en compensation les amalgamations de deux maisons séculaires. Pomfret, Burra and C^o de Ashford (1791) et Cobb, Batlett and C^o (1795) et d'une société par actions. Bucks et Oxon Union Bank Ltd.

En 1903, absorption de banques de bonne réputation : Hodgkin, Barnett, Pease Spence and C^o de Newcastle.

Et de Grant and Madison Union Banking C^o Ltd (maison fondée en 1770 sous le nom de Maddison Atherley, Hankinson and Darwin, à Southampton).

En 1904 pas d'absorption.

En 1905 elle reprend les affaires de Hedges, Wells and C^o de Wallingford (f. 1797). En 1906 elle absorbe la Devon and Cornval Banking C^o Ltd (f. 1832).

En 1908 elle absorbe Lambton and C^o de Newcastle on Tyne.

Enfin en 1909 Lloyds absorba une vieille maison privée du pays de Galles, la maison de David Jones and C^o, autrement connue sous le nom de Llandoverly Bank and Llandilo Bank, dont le capital était de £ 100.000 et dont les dépôts et comptes courants s'élevaient à £ 460.000. Cette banque était une des douze institutions privées qui eût encore une circulation de billets de banque. Son émission autorisée était de £ 32.945, mais elle avait seulement £ 8.000 en circulation, d'après les derniers rapports.

Certes la Lloyds n'a pas été sans ouvrir directement et par ses propres moyens des agences en province, mais on peut constater en lisant l'histoire un peu longue de ses amalgamations (que nous avons cru devoir donner en entier à titre de document) que la politique de la Lloyds fut

toujours, soit pour se faire une place à Londres, soit pour élargir son terrain d'action en province, de rechercher les maisons les plus anciennes et les mieux réputées ou les sociétés par actions forcément plus récentes, mais aussi plus développées, de les acheter, de les faire siennes par amalgamation et d'éviter ainsi les débuts souvent difficiles d'une agence nouvelle vis-à-vis des maisons locales anciennes auxquelles les Anglais, conservateurs par tempérament préfèrent donner leur clientèle.

C'est ainsi que la Lloyds, en moins d'un demi-siècle, est arrivée à la forte et imposante situation que l'on peut constater à la simple lecture de son dernier bilan.

Bilan au 30 juin 1909.

ACTIF.

Caisse et dépôt à la Banque d'Angleterre .	£ 13.551.452
Argent à vue et à court terme.	8.302.171
Portefeuille d'effets.	9.139.701
Consolidés et autres fonds du gouverne- ment anglais	5.639.556
Fonds du gouvernement indien et de gou- vernements coloniaux. Obligations et actions de préférence de chemins de fer anglais, etc.	6.063.546
Avances aux clients.	38.174.667
Débit des clients pour papier accepté ou endossé par la société	2.194.130
Immeubles.	1.873.885
	£ 84.939.108

PASSIF.

Comptes courants, dépôts et autres comp-

tes	£ 75.573.378
Papier accepté ou endossé.	2.194.130
Capital versé	4.171.600
Réserve.	3.000.000
	£ 84.939.108

CHAPITRE II

THE LONDON CITY AND MIDLAND BANK

Cette banque tient aujourd'hui le second rang en Angleterre, après la Lloyds Bank, par l'importance de ses ressources qui s'élèvent à £ 7.218.290 (1) :

Capital réel	£ 3.799.100
Réserves	» 3.419.190

Par le nombre de ses agences et sous-agences qui s'élève à 646 ; par l'importance des dépôts qui lui sont confiés ; lesquels s'élèvent à £ 68.327.406 à son bilan du 30 juin 1909.

De même que ceux de la Lloyds, ses progrès furent ininterrompus, et de même que la Lloyds elle pratiqua avec assiduité la politique d'amalgamation.

La London City and Midland Bank est à son origine une banque provinciale. Elle fut établie à Birmingham en août 1836, incorporée en 1873 et enregistrée en 1880 sous le nom de Birmingham and Midland Bank, Limited.

Contrairement à beaucoup de ses concurrentes qui fondèrent à la fois et leur siège principal et un certain nombre d'agences, la Birmingham and Midland Bank n'eut longtemps qu'un bureau. Ce premier bureau fut d'abord

(1) Voici pour référence :

Nominal capital.	£ 16.200.000
Subscribed capital.	» 15.085.680
Callable capital	» 3.142.850
Reserved capital	» 8.799.980

dans Union street, Birmingham, mais la rapide extension que prirent les affaires permit aux directeurs de la banque de porter le siège social dans une imposante construction qu'ils avaient fait bâtir dans New street (1869).

La Birmingham and Midland Bank n'eut pas d'agences avant 1851, date à laquelle elle absorba les affaires de Bate et Robbins, vieille maison privée de Stourbridge. Peu après, une autre maison particulière, et presque centenaire, Nicholls, Baker et Crane, de Bewdley, fut absorbée également.

En 1875 notre banque ouvrit une agence à Wednesbury, mais ses progrès rapides ne datent guère que de 1880 environ ; ils sont dus principalement à M. J. A. Christie qui entra dans la banque en 1871 comme secrétaire et en fut *manager* à partir de 1887, et à M. E. H. Holden qui entra dans la banque en 1881 et devint dix ans plus tard *general manager* en collaboration avec M. Christie.

Le capital versé qui était de 250.000 £ en 1836, n'était encore que de £ 300.000 en 1879, tandis que dès 1904 il atteignait £ 3.000.000.

Cet accroissement considérable est dû pour la plus grande partie aux amalgamations et absorptions, dont s'occupa tout particulièrement M. Holden.

La Midland affirma d'abord sa position dans sa propre région : en 1883 elle absorba la Union Bank of Birmingham, Limited ; en 1889, la Coventry Union Banking Co et la Leamington Priors and Warwickshire Bank, Ltd ; en 1890, la Derby Commercial Bank, Ltd, de Derby ; l'Exchange and Discount Bank, Ltd de Leeds, Bradford et Hull ; la Leeds and County Bank qui lui apporte d'un coup treize agences.

L'année suivante M. Holden tourna son activité vers la capitale : il lui fallait un bureau à Londres et un siège au Clearing house de Londres. Il obtint l'un et l'autre en négociant l'amalgamation de la Central Bank of London, Ltd. Cette banque était relativement petite, mais ses affaires étaient parfaitement saines ; de plus, fondée en 1863, elle avait obtenu en 1878 le privilège de faire partie du Clearing house. Elle n'avait en 1891 que dix bureaux, mais son siège principal était bien situé dans Cornhill ; aussi devint-il le siège principal de la nouvelle banque dont le nom se transforma en London and Midland Bank, Limited.

La London and Midland Bank possédant son siège à Londres, de fortes racines dans tout le centre de l'Angleterre, était prête à prendre dans tout le pays une extension énorme.

A peine créée, en effet, elle absorba les affaires de MM. Lacy, Hartland and Co, qui possédaient quatre bureaux à Londres.

En 1892, la London and Midland étendit à Manchester son terrain d'action, par l'absorption de la Manchester Joint Stock bank, Ltd, qui lui apportait dix agences, dans sa ville et aux environs.

En 1893, absorption de la Bank of Westmoreland, Ltd. (7 agences).

En 1895, absorption de la Preston Banking Co, Ltd (30 agences).

En 1896, absorption de la Carlisle City and District bank, Ltd (9 agences).

En 1897, absorption de la Channel Islands Bank, Ltd, de Jersey ; de la Huddersfield Banking Co, Ltd (16 agences) et de la North Western Bank, Ltd, de Liverpool (8 agences).

Pendant ces quelques années la London and Midland Bank ne négligea pas non plus de créer de nouvelles agences, en particulier dans le Pays de Galles où elle s'assura pour longtemps une situation prépondérante.

En 1898, elle absorba la Oldham Joint Stock bank, Ltd (10 agences) et une maison d'une importance beaucoup plus considérable dans le monde financier : la City Bank, Ltd, qui jouissait de relations importantes tant dans la cité qu'à l'étranger. La raison sociale fut encore une fois changée et devint ce qu'elle est aujourd'hui : London, City and Midland Bank, Ltd. Le siège social fut en même temps transporté de Cornhill au siège social de la City Bank : Threadneedle street. E. C.

En 1899, absorption de la City of Birmingham Bank.

En 1900, absorption de la Leicester banking Co, Ltd (29 agences).

En 1901, absorption de la Sheffield Union Banking Co, Ltd et de la Yorkshire Banking Co, Ltd.

En 1906, absorption de la Nottingham Joint Stock bank, Limited.

En 1908, absorption de la North and South Wales Bank, Limited.

Cette dernière amalgamation est trop importante pour que nous négligions de faire à son sujet quelques remarques : la North and South Wales fut établie en 1836, la même année que la London City and Midland, mais tandis que cette dernière, partie de Birmingham, étendit ses affaires sur toute l'Angleterre y compris la métropole, la North and South Wales resta confinée à Liverpool où était son siège principal et dans le Pays de Galles.

Elle était arrivée néanmoins à avoir une belle situation tout au moins pour une banque provinciale : son capital

versé s'élevait à £ 750.000 avec £ 512.000 de réserves. Elle avait 105 agences et sous-agences. Sa situation au moment de son absorption était parfaitement saine, néanmoins son président avouait, en proposant l'absorption à ses actionnaires, qu'en dépit des efforts de la direction, la banque n'avait pas fait de progrès depuis une dizaine d'années ; les dépôts en effet qui en 1901 s'élevaient à £ 10.800.000 n'étaient arrivés en dernier lieu qu'à £ 11.090.000. En un mot la North and South Wales, de l'aveu même de son président (1), n'était pas en état de soutenir la concurrence des grands établissements dont les succursales, répandues dans tous les pays, offrent au déposant des facilités plus grandes.

D'autre part, l'occasion était excellente pour la London City and Midland d'obtenir une forte position en Pays de Galles où elle avait seulement seize agences et sous-agences, dont aucune ne se trouve faire double emploi avec celles de la North and South Wales ; toutes ces agences sont en plein rapport et donneront leur revenu accoutumé à la London City and Midland, tandis que si elle avait dû créer d'un coup 100 agences, elle aurait dû consacrer pour les établir une bonne partie de ses bénéfices pendant plusieurs années. On sait en effet que les nouvelles agences coûtent généralement plus qu'elles ne rapportent dans les premières années de leur création.

L'amalgame semblait d'ailleurs si favorable de part et d'autre, qu'elle fut votée à l'unanimité aux assemblées des deux compagnies.

Toutes ces amalgamations avaient nécessité naturellement une augmentation rapide du capital de la London

(1) V. *Bankers Mag.*, janvier 1909, p. 51.

City and Midland, mais il est notable qu'à toute nouvelle demande de capital, les directeurs de la banque ont jugé à propos d'augmenter proportionnellement ses réserves.

Au point de vue plus spécial de la concentration il nous faut signaler deux traits de l'histoire de la London City and Midland Bank qui sont bien caractéristiques de la politique des banques d'outre-Manche : l'absorption de maisons faisant partie du Clearing house, pour se tailler une place à Londres ; l'absorption de nombreuses maisons locales pour développer de plus en plus le champ d'action des affaires, c'est-à-dire organiser en grand le drainage des capitaux. Les dépôts atteignent en effet à la London City and Midland Bank la somme considérable de £ 68.327.406 comme on peut le constater à la lecture du bilan de 1909 que nous donnons pour référence :

Bilan au 30 juin 1909.

PASSIF.

Capital versé	£ 3,799.100
Réserves	3.419.190
Dividende intérimaire payable au 31 juillet 1909	341.919
Balance de profits et pertes	173.912
Dépôts, comptes courants et autres	68.327.406
Acceptations pour le compte de clients.	3.942.483
	£ 80.004.010

ACTIF.

Caisse et dépôt à la Banque d'Angleterre	£ 13.318.545
Argent à vue et à court terme.	8.618.688
Valeurs en portefeuille :	
Consolidés et autres fonds du gouvernement britannique.	4.039.987
À reporter	25.977.220

Report.	25.977.220
Valeurs garanties par le gouvernement britannique (Indian stocks, Indian rail- ways)	610.063
Obligations et actions de préférence des chemins de fer anglais et actions de cor- porations anglaises	2.774.307
Actions et obligations des gouvernements coloniaux et étrangers.	1.156.852
Autres valeurs	654.498
Portefeuille d'effets	6.087.415
Avances en compte courant, prêts contre garantie	37.031.262
Clients débiteurs pour acceptations comme à l'actif	3.942.483
Immeubles.	1.779.910
	£ 80.004.010

A côté du développement de la London City and Midland Bank sur le terrain même des dépôts, il faut signaler une orientation nouvelle qu'a prise cette banque sous la direction de son éminent directeur.

M. Holden a fait en effet un effort considérable pour développer ses affaires dans le monde entier ; en particulier, par la création d'un département spécial de changes étrangers, il a fait prendre à la London City and Midland une part active dans le commerce international de l'Angleterre. Il a fait alliance avec d'importantes institutions du continent et des Etats-Unis et attiré ainsi de nombreuses affaires que faisaient auparavant des institutions étrangères.

Le fait est à signaler, car l'exemple est aujourd'hui suivi par d'autres banques, et il aura pour résultat de rendre

plus difficile la concurrence étrangère et de limiter l'invasion des grands établissements du continent (1). En même temps il est permis de voir dans cette nouvelle orientation une tendance, si embryonnaire soit-elle, à l'intégration, tendance qui bouleverse le vieux principe anglais de la division du travail à outrance, et de la spécialisation des affaires.

(1) Sur le rôle de M. Holden, V. *Bankers Mag.*, Londres, août 1909, p. 169-170.

CHAPITRE III

BARCLAY AND COMPANY LIMITED

L'histoire de la maison Barclay, l'ancêtre de la société par actions actuelle, est l'une des plus intéressantes que l'on puisse donner des banques anglaises.

L'établissement de la maison Barclay remonte à plus de deux siècles, mais la date exacte en est inconnue (1). Elle remonte au moins cependant à 1729, puisque les livres de la maison remontent à cette date.

Aussi loin que l'on puisse remonter, la maison portait le nom de Joseph Freame, qualifié alors de « citizen and goldsmith » ; puis après l'association de ce dernier avec Thomas Gould, elle continua ses affaires sous le nom de Gould et Freame jusqu'à ce que James Barclay entrât dans la maison, 1736, date à laquelle apparaît pour la première fois le nom de Barclay dans l'histoire de la banque. Une légende veut que James Barclay soit entré dans la banque sous l'influence de Georges III, mais cela est simplement un mythe ; ce qui est sûr, au contraire, c'est que d'après l'arbre généalogique des Barclay d'Urie (daté de 1812) et qui donne l'histoire des Barclay pour près de 800 ans, il apparaît que la branche principale de la famille écossaise se mêla par le mariage à des descendants directs d'Edouard III d'Angleterre et de Robert III d'Ecosse. Les Bar-

(1) Nous puisons ces renseignements en particulier dans le livre si intéressant de M. William Howarth, *The Banks in the Clearing house*, London, 1905.

clay de la maison Barclay Perkins and C^o sont aussi alliés à la même famille.

Quant aux Bevan, s'ils ne faisaient pas partie de la maison dès 1728, il est certain du moins qu'ils étaient à cette date en relation avec elle. Silvanus Bevan figure au nombre des clients de la maison dès 1728, et est un ancêtre du premier Bevan que fut associé à la maison et dont le descendant, M. Francis Augustus Bevan, est aujourd'hui *chairman* de la banque.

C'est en 1859 que le nom de Bevan figure pour la première fois dans la raison sociale qui est alors « Barclay, Bevan, Tritton et Cie ».

M. John Henton Tritton était entré dans la maison comme associé en 1786, et son nom est représenté aujourd'hui par M. Joseph Herbert Tritton, son arrière petit-fils qui fait partie des directeurs de Barclay and C^o.

Enfin les noms de Ransom et Bouverie, qui figurent aussi dans la raison sociale de notre banque, étaient attachés à un établissement de premier ordre aussi, fondé avant 1746 sous le nom de Ransom, Morland et Hammersby.

Ces renseignements donnent une idée du prestige et de la vieille réputation dont pouvait jouir en 1896 la maison Barclay, Bevan, Tritton, Bouverie and C^o lorsque ses directeurs décidèrent de la transformer en société par actions.

De nombreuses Joint stock banks avaient essayé déjà d'amalgamer Barclay, mais absolument en vain ; la vieille réputation de la banque était faite pour les tenter, mais toute offre avait été déclinée. De fait seules des maisons privées entrèrent dans la composition de Barclay and C^o en 1896. Voici d'ailleurs la circulaire envoyée à cette époque,

qui donne à ce sujet les renseignements les plus caractéristiques.

« 54 Lombard street,

« London, E. C.

« Juin, 1896.

« Nous avons le plaisir de vous informer que nous avons terminé les conventions relatives à l'amalgamation des affaires des maisons privées dont les noms suivent. Le nom de la nouvelle Compagnie sera Barclay and C^o, Ltd.

« Le capital nominal (registered), sera £ 6.000.000, dont £ 5.000.000 seront émises et souscrites ; £ 2.000.000 seront versées et une somme de £ 1.000.000 formera la réserve. La totalité des £ 5.000.000 et la réserve seront souscrites par les maisons amalgamées.

« Les directeurs dont les noms suivent, ont été choisis parmi les associés présents et la direction locale restera dans les mêmes mains qu'auparavant ; on gardera ainsi le caractère privé des banques.

« Nous sommes confiants que cette combinaison de banques privées, qui est le résultat d'une longue étude, aura l'assentiment de nos amis et de tous les intéressés.

« Barclay and C^o. »

Noms des banques associées (amalgamating).

Barclay, Bevan, Tritton, Ransom, Bouverie and C^o, London et Brighton.

Goslings et Sharpe, London.

Gurney and C^o, Norfolk, Fakenham, Halesworth, King's Lynn, Wisbech, Great Yarmouth.

Gurneys, Alexanders and C^o, Ipswich.

Gurneys, Round, Green and C^o Colchester.

J. Backhouse and C^o, Darlington.

Basset, Son and Harris. Bedfordshire (Leighton Buzzard Bank).

Fordham, Gibson and C^o, Royston.

Gibson, Tuke et Gibson (Saffron Walden et North Essex Bank).

Molineux, Whitfeld and C^o (Old Bank) Lewis.

J. Mortlock and C^o Ltd, Cambridge.

Sharpley, Tuke, Lucas et Seeböhm, Hitchin.

Sparrow, Tufnell and C^o, Chilmsford et Braintree.

Veasey, Desborough, Bevan, Tillard and C^o (Huntington Town and County Bank).

Woodall, Hebden and C^o, Scarborough Old Bank.

C'est ainsi que Barclay passa sans transition de la catégorie des vieilles maisons privées à l'un des premiers rangs des Joint Stock banks, les ressources de la nouvelle banque s'élevant dès son point de départ à £ 3.000.000.

Il semble qu'entrée dans la voie de l'amalgamation une banque anglaise ne saurait plus s'arrêter. Barclay, en effet, comme les autres grands établissements, ne va presque plus laisser passer une année sans absorber les affaires de quelque banque.

Ainsi sont absorbées successivement les affaires de :

Woods and C^o, Newcastle-on-Tyne, 1897.

Swaledale and Wensleydale Banking C^o, Ltd, 1899.

Parsons, Thomson and C^o, Oxford ; Milbanke, Woodbridge and C^o, Chichester ; Woodbridge, Lacy, Hartland, Hibbert and C^o, Uxbridge, 1900.

York Union banking C^o Ltd ; Roper et Priestman ; Marten, Part and C^o ; J. W. Pease, 1902.

Thomas Ashby and C^o, 1904.

Hammond and C^o, Newmarket ; Bolito, Williams, Foster, Coode, Grylls and C^o, Ltd, 1905,

Leatham, Tew and C^o de Wakefield et Pontefract, 1909.

Par toutes ces amalgamations, Barclay, arrivé aux premiers rang, des banques par actions dès 1896, a su s'y maintenir ; l'augmentation de son capital et de ses réserves qui montent aujourd'hui à £ 4.450.000 en est la preuve. En même temps le nombre des agences s'est accru et atteint aujourd'hui 480. Les dépôts dépassent £ 48 millions comme on peut le voir au bilan du 30 juin 1909 suivant :

Bilan au 30 juin 1909.

PASSIF.

Dépôts, comptes courants et autres comptes (y compris la balance de profits et pertes)	£ 48.030.025
Acceptations pour clients	306.361
Capital versé	3.200.000
Réserves	1.250.000
	£ 52.786.386

ACTIF.

Caisse, dépôt à la Banque d'Angleterre et autres banques.	£ 7.573.720
Argent à vue et court terme	6.019.700
Portefeuille d'effets	5.604.123
Portefeuille de valeurs.. . . .	9.311.305
Réserves : £ 914.053 consolidés à 83 ; £ 263.158 Local Loans stock à 95 ; £ 248.800 Egyptien 3 o/o à 97 garanti par le gouvernement.	1.250.000
Avances à des clients, etc.	21.350.058
Clients débiteurs (<i>per contra</i>).	306.361
Immeubles	1.371.119
	£ 52.786.386

Compte de profits et pertes.

DÉBIT.

Emoluments du personnel et autres dépenses.	£	603.267
Emoluments des directeurs.		14.603
Fond de retraite du personnel.		5.000
Compte de réserve de placements		30.000
Dividende intérimaire de 12 s. par action sur 400.000 actions		240.000
Balance reportée à l'année suivante. . .		117.246
	£	1.250.116

CRÉDIT.

Profit non approprié au 30 juin 1909 . .	£	145.551
Bénéfices bruts après déduction des dettes mauvaises et provision faite pour les dettes douteuses		1.104.565
	£	1.250.116

CHAPITRE IV

THE UNION OF LONDON AND SMITHS BANK, LTD

L'Union of London and Smiths Bank est l'une des principales banques de dépôt anglaises tant par l'importance de ses ressources que par celle des dépôts qui sont entre ses mains. Elle est en même temps l'une des banques qui en ces dernières années s'est rendue le plus célèbre par ses amalgamations.

Elle fut fondée le 4 février 1839 (elle est donc l'une des plus anciennes Joint stock banks de la métropole), avec un capital nominal de £ 3.000.000, divisé en 60.000 actions de £ 50 chacune, dont 42.290 furent placées, avec £ 5 payées sur chaque action (1).

La banque prospéra doucement jusqu'en 1860, date à laquelle elle subit un détournement de fonds, dû à son caissier principal, d'environ £ 250.000. Grâce à l'active énergie de ses directeurs la banque ne perdit pas son crédit, et en 1864 on porta le capital nominal à £ 4.000.000 tandis que le capital versé atteignait £ 1.200.000.

En 1882, la banque fut enregistrée en la forme d'une Compagnie à responsabilité limitée et son capital nominal fut porté à £ 11.000.000, alors qu'aujourd'hui il atteint 22.934.100 dont £ 3.554.785 sont versées.

L'Union of London and Smith commença ses affaires au 8 de Moorgate street, mais dès 1845 elle s'établit au coin

(1) V. Howarth W., *op. cit.*, p. 197 sq.

de Princess Street et de Cheapside, en face de la Banque d'Angleterre. C'est là qu'est encore son siège principal. Dès l'année qui suivit sa création l'Union commença à créer des agences.

En 1855, elle débuta dans la politique d'amalgamation en achetant les affaires de MM. Dixon and C^o.

En 1891 elle porta ses affaires dans la banlieue en absorbant une autre banque privée, Chasemore et Robinson, de Croydon.

Mais l'Union n'est devenue ce qu'elle est aujourd'hui que du jour où fut décidée la grande amalgamation d'une des maisons de banque les plus hautement réputées, celle de MM. Smith, Payne et Smiths qui jouissait alors de vastes relations et d'une situation de tout premier rang dans la cité.

En même temps l'Union Bank of London absorbait les affaires de :

Samuel Smith and C^o, de Nottingham.

Smith, Ellison and C^o, de Lincoln.

Samuel Smith Bros and C^o, de Hull.

Samuel Smith and C^o, de Derby.

Et Samuel Smith and C^o, Newark Bank.

Telle est la combinaison qui forma l'Union of London and Smiths Bank. Elle est comparable à la grande amalgamation de Barclay et autres banques privées, elle en diffère cependant en ce sens que les Smith, au lieu de s'amalgamer entre eux, se sont amalgamés avec une Joint Stock Bank déjà formée. D'ailleurs l'Union of London and Smiths ne s'en tint pas là, et dès l'année suivante elle absorba une autre maison, membre du Clearing house également : Prescott, Dimsdale and C^o (1903), et en même temps Wigan, Mercer, Tasker and C^o, de Maidstone et la London and Yorkshire Bank.

Naturellement toutes ces amalgamations jointes à une active direction ont mené l'Union of London and Smiths à une haute situation parmi les banques anglaises. Elle a aujourd'hui 178 agences tant à Londres qu'en province, et ses dépôts et comptes courants s'élèvent à plus de 36 millions de livres.

Voici d'ailleurs pour référence le dernier bilan publié (30 juin 1909) :

Bilan au 30 juin 1909.

PASSIF.

Capital versé	£ 3.554.786
Réserves	1.150.000
Comptes courants	25.414.385
Dépôts	11.003.804
Acceptations et garanties	4.605.193
Débit pour endossement de papier étranger vendu	18.334
Dividendes non réclamés, etc.	595.392
Réescompte du portefeuille	32.836
Profits et pertes :	
Balance reportée à nouveau	190.608
Bénéfice net du semestre	190.828
	£ 46.756.166

ACTIF.

Caisse	£ 3.189.963
Dépôt à la Banque d'Angleterre	3.478.804
Argent à vue et à court terme.	7.995.577
Portefeuille de valeurs.	5.506.459
Réserve (dont £ 567.000 consolidés)	1.150.000
A reporter.	21.320.803

Report	21.320.803
Potrefeuille d'effets	4.765.723
Prêts et avances	14.448,841
Clients débiteurs.	4.605,193
Débit des clients pour endossement comme au passif.	18.334
Immeubles	1.463.291
Divers	133.981
	£ 46.756.166

CHAPITRE V

PARR'S BANK

La Parr's Bank est l'une des institutions qui ont le plus pratiqué l'amalgamation et de fait sa dernière acquisition (celle de la Stuckey's Bank, nov. 1909) porte le montant de ses dépôts à plus de £ 37 millions, ce qui lui donne le sixième ou septième rang parmi les banques de dépôt.

MM. Parr and C^o, de Warrington, virent si bien prospérer le département de banque qu'ils avaient ajouté à leur maison de commerce, qu'en 1865 ils jugèrent possible de fonder une société, pour faire uniquement la banque, société au capital de £ 1.000.000, dont un dixième fut versé immédiatement. Telle est l'origine de la Parr's Bank, origine semblable à celle de Barclay, de Smith, Payne et Smith dont les premiers chefs étaient plus commerçants que banquiers.

Dès la première année de son établissement, la Parr's Bank acquit les affaires de Thomas Forth and Son, de Norwich. C'était de la part de ses directeurs montrer des dispositions précoces à l'amalgamation. Ces dispositions ne changèrent pas, et de nombreuses banques furent absorbées ; telles Dixons and C^o de Chester (1878), la National Bank of Liverpool (1883).

M. John Dun (1), alors directeur de la Parr's Bank après

(1) M. John Dun était un Ecossais ; il quitta la Bank of Scotland dont il était « chief inspector » avant trente ans pour entrer à la Parr's Bank (V. F. E. Steele, *Present day banking*, chap. xxv).

avoir développé ses affaires dans le nord et l'ouest de l'Angleterre, tourna son ambition du côté de Londres et du Clearing house, et la maison privée de MM. Fuller, Banbury, Nix and C^o fut absorbée en 1892 et apporta à la Parr's Bank son siège au Clearing house.

Depuis lors Parr's absorba encore de nombreuses banques et en particulier l'Alliance bank Limited en 1892, après l'amalgamation de laquelle on avait cru utile de changer le nom de Parr's en « Parr's banking Company and the Alliance bank Limited ». L'Alliance bank était en effet très importante et apporta à la Parr's de vastes relations dans le monde du Stock Exchange.

Les autres banques absorbées sont :

1894. Sir Samuel Scott, Bart and C^o.

» Shrubsole and C^o, Kingston-on-Thames.

» Croxon Jones and C^o, Ltd, Oswestry.

1896. Consolidated bank, Ltd, Londres.

1898. Derby and Derbyshire Banking C^o, Ltd.

1900. Dumbells banking Company, Ile de Man.

» Ashton Stalybridge, Hyde and Glossop bank, Ltd.

1902. Pare's Leicestershire Banking Company, Ltd.

1908. Robin Brothers, Jersey.

» Whitehaven Joint Stock Banking Company, Ltd, Whitehaven.

1909. Stuckeys Banking Company, Ltd, Langport.

Cette dernière amalgamation augmente les dépôts de la Parr's Bank de près £ 7.000.000 et fait passer le nombre de ses agences de 185 à 256 ; en même temps elle consolide et augmente considérablement sa position dans l'ouest de l'Angleterre.

La Stuckeys banking Company formée en société par actions en 1826 était restée une banque purement provin-

ciale. C'est elle qui en dernier lieu avait la plus forte somme de billets en circulation en Angleterre après la Bank of England. Le montant autorisé de sa circulation était de £ 356.976, mais sa circulation au 30 juin 1909 était seulement de £ 68.818. Naturellement cette circulation va disparaître (d'accord avec l'Act de 1844), puisqu'une banque dont le siège est à Londres ne peut faire l'émission.

La Parr's Bank a ainsi grandi par amalgamation jusqu'à obtenir l'un des premiers rangs parmi les banques anglaises. Voici les chiffres de son bilan tels qu'ils sont depuis son amalgamation avec la Stuckeys bank. Le capital autorisé atteint £ 12.500.000, le capital souscrit £ 11.023.900, et le capital versé £ 2.204.780.

Bilan (1).

PASSIF.

Capital versé	£ 2.204.780
Réserves	» 2.000.000
Total	£ 4.204.780
Acceptations.	» 2.120.681
Dépôts.	» 37.649.740
Balance	» 307.985
	£ 44.283.186

ACTIF.

Caisse.	£ 5.679.607
Argent à vue et à court terme.	» 6.617.611
Portefeuille de valeurs.	» 8.789.481
Avances et Portefeuille d'effets.	» 19.984.595
Clients débiteurs	» 2.120.681
Immeubles.	» 1.091.211
	£ 44.283.186

(1) Ces chiffres sont extraits du *Statist* du 30 octobre 1909, p. 965.

CHAPITRE VI

LES DEUX GRANDES AMALGAMATIONS DE 1909.

L'amalgamation en Angleterre a servi d'abord aux grands établissements à en absorber de petits, en particulier les petites banques provinciales ; puis les grands établissements se développant devinrent aussi plus audacieux et ils ne reculèrent pas devant l'absorption de sociétés provinciales de plus en plus grandes ; enfin aujourd'hui les grands établissements s'amalgament entre eux pour le plaisir, semble-t-il, d'aligner aux yeux du public des balances de plus en plus considérables.

Nous voulons illustrer ici ces deux dernières formes d'amalgamation par deux exemples pris dans l'année 1909 elle-même, et qui sont à la fois les plus typiques des tendances modernes.

1° Amalgamation de la London Joint Stock Bank et de la York City and County banking Company.

L'intérêt de cette amalgamation réside d'abord dans l'importance respective des deux établissements.

La London Joint Stock Bank, fondée en 1836 fut comme la London and Westminster, l'un des pionniers de la banque par actions à Londres. Elle fut fondée « dans le but de permettre aux habitants des districts métropolitains de participer plus largement qu'ils ne peuvent le faire à présent, aux avantages apportés par un nouveau système de

banque, celui des sociétés par actions... » (1) Ainsi s'exprimait la circulaire dont l'objet était d'annoncer la fondation de la London Joint Stock. Le premier bilan publié en 1837 montrait un capital versé de £ 217.560.

Les progrès de la London Joint Stock Bank, quoique moins surprenants que ceux des Lloyds et des London City and Midland, furent cependant considérables et son bilan au 31 décembre 1908 accusait un capital payé de £ 1.800.000, des réserves montant à £ 1.165.000, et des dépôts et comptes courants pour plus de £ 19 millions.

Jusque-là la London Joint Stock avait pratiqué sur une échelle relativement petite la politique d'amalgamation. Toutes ses affaires en effet étaient limitées à Londres et à sa banlieue, et à fin 1908 elle n'avait que 45 agences. Cependant on doit signaler qu'en 1870 elle absorba l'Alliance bank et l'Albion bank de Southwark, et en 1893 l'Imperial Bank de Lothbury, maison qui possédait d'actives relations avec les membres du Stock Exchange et dont l'achat procura à la Joint Stock quelque £ 3.000.000 de dépôts.

Rien de tout cela ne pouvait faire prévoir que la London Joint Stock allait être l'auteur d'une des plus considérables absorptions qui aient eu lieu parmi les banques. Son amalgamation avec la York City and County dénote en effet un changement radical de politique.

Jusqu'ici la London Joint Stock avait limité son champ d'action à la métropole ; à partir de 1909 elle entre résolument dans la voie d'extension de ses affaires en province. Ses affaires souffraient en effet quelque peu de la limitation de son champ d'action (2). Sans doute quel-

(1) V. Howarth, *op. cit.*, p. 124.

(2) V. *Bankers Magazine*, février 1909, p. 202.

ques-uns des plus importants comptes de la cité avaient toujours été tenus par elle ; mais ces comptes mêmes amènent à la banque des difficultés d'un ordre particulier. Les transactions d'un seul de ces comptes sont si importantes que la banque a à compter avec de grandes fluctuations d'argent ; elle est ainsi réduite à placer son argent à vue et par conséquent de l'employer sur le marché de Londres plus qu'à tout autre banquier. Cet emploi de l'argent est bon quand le taux de la Banque est à 5 o/o ou au-dessus, mais lorsque l'argent est bon marché il n'en va plus de même. Or le taux de l'argent à vue à Londres descend quelquefois très bas, et c'est sans doute à une considération de cette nature qu'a obéi la London Joint Stock en décidant de s'adjoindre une importante affaire de province. Elle n'aura plus ainsi à souffrir autant de la dépréciation temporaire de l'argent que subit le marché de Londres plus que la province à certaines époques.

Voici d'ailleurs la circulaire par laquelle la London Joint Stock annonce l'amalgamation.

« London Joint Stock bank. »

« Les administrateurs de cette banque ont le plaisir de vous informer qu'ils sont arrivés à une entente provisoire avec les administrateurs de la York City and County Banking Company, Ltd, pour l'amalgamation de ces deux banques, laquelle aurait lieu à partir du 1^{er} janvier.

« La York City and County Bank est l'une des plus anciennes banques par actions du pays ; elle a été fondée en 1830, et avec ses 113 agences et 71 sous-agences, elle occupe une situation très importante et elle apporte de grandes facilités au commerce dans tout le Nord de l'Angleterre.

« Voici les chiffres de son bilan au 31 décembre dernier.

PASSIF.

Capital versé	£ 780.000
Réserves	» 600.000
Dépôts et comptes courants.	» 11.596.000
Divers.	» 138.000
	£ 13.114 000

ACTIF.

Caisse, argent à vue et à court terme. £	2.599.000
Portefeuille de titres	» 2.919.000
Escompte et prêts.	» 7.102.000
Immeubles	» 440.000
Autres créances.	» 54.000
Total.	£ 13.114.000

« Selon l'accord intervenu, il est prévu que les actionnaires de la York City and County Banking Company, Ltd, recevront trois actions de notre banque, dont la portion versée s'élèvera à £ 15 par action, pour dix actions de leur banque, sur le montant de chacune desquelles trois livres sont payées ; ils recevront en outre une bonification de 10 s. par chaque action de la York Bank.

« Cinq administrateurs de la York City and County Banking Company, Ltd, seront appelés, pour parfaire l'amalgamation, à faire partie de la direction de notre banque, suivant ses statuts. Ces Messieurs de même que les autres membres de la direction de la York City, seront désignés pour former un bureau consultatif local à York.

« Notre banque retiendra les services de M.J.F.Darling, directeur général, de tous les autres directeurs, employés et personnel de la York Bank.

« Pour réaliser ce dessin, le capital autorisé de notre banque sera élevé, etc.

« L'adoption de cette proposition donnera un développement considérable aux affaires de notre banque et nous espérons fermement que ce sera à l'avantage des actionnaires et des clients des deux banques. »

CHARLES GOW.

General manager.

La York City and County Bank, d'autre part, sans atteindre l'importance de la banque londonienne, avait cependant acquis sur son propre terrain une jolie situation. Le bilan que donne la circulaire de la Joint Stock est là d'ailleurs pour le prouver.

Elle avait été établie en 1880 par de véritables pionniers du *Joint Stock Banking*. Après avoir invoqué l'exemple des banques écossaises, après avoir déploré les restrictions de la loi anglaise, les fondateurs de la York City précisaient les avantages des banques par actions :

« 1° Elles apportent au public une sécurité plus grande et indiscutable.

« 2° Leur capital doit être employé exclusivement aux affaires régulières de banque.

« 3° Leur sécurité ne dépend ni de la richesse, ni de l'habileté, ni de la conduite d'un individu, elle n'a pas à se ressentir comme dans les sociétés à capitaux privés ni du décès, ni de la retraite d'anciens associés dont généralement l'expérience assurait la stabilité des affaires. »

Placée dès le premier jour sur le terrain des sociétés par actions, la York City développa son réseau d'agences qui en 1909 comprenait 111 agences et 74 sous-agences.

Elle est responsable d'un certain nombre d'amalgamations, notamment :

1833. Messrs Fletcher et Stubbs (Boroughbridge).

1837. » Farrer Williamson and Co, Rejon.

1845. » Frankland et Wilkinson, (Whitby).

1873. Messrs J. Backhouse and Co (Wirsk).
 1877. » Harding and Co (Bridlington et Driffield).
 1883. Darlington District Bank (Darlington).
 1894. Hull banking Company, Ltd (Hull).
 1897. Barnsley Banking Company, Ltd (Barnsley).
 » Borough of Tynemouth Trading Bank (Worth
 Shields).
 1901. Cumberland Union Banking Company Ltd (Car-
 lisle).

Les progrès de la banque d'ailleurs furent réguliers sur-
 tout jusqu'à 1904, année à partir de laquelle un léger recul
 se fit sentir, comme le prouvent les statistiques suivan-
 tes (1) :

Années	Capital versé et réserves	Dividende et bonus par cent	Dépôts et comptes courants
	£		£
1830.	24.527	6	103.832
1835.	87.930	12	493.000
1840.	133.200	13 1/2	682.017
1845.	137.500	10	873.357
1850.	126.992	10	875.336
1855.	100.000	8	1.206.713
1860.	141.919	13	1.250.500
1865.	167.271	14	1.241.200
1870.	186.423	14	1.473.600
1875.	313.500	20	2.153.520
1880.	328.800	20	2.101.640
1885.	548.212	18	2.628.845
1890.	580.000	17 1/2	3.512.411
1895.	826.506	15 5/6	6.260.443
1900.	1.624.539	18 1/3	9.152.699
1901.	1.684.539	19 1/6	11.476.517
1902.	1.684.539	20	11.187.703
1903.	1.628.539	20	10.740.707
1904.	1.628.539	18 1/3	10.650.546
1905.	1.480.000	18 1/3	11.157.823
1906.	1.480.000	16 2/3	11.089.877
1907.	1.380.000	16 2/3	11.214.906
1908.	1.380.000	15 5/0	11.663.834

(1) V. *Bankers Magazine*, février 1909, p. 206.

On peut voir dans les chiffres précédents la trace bien marquée des amalgamations de 1897 et de 1901 qui ont grossi en particulier le total des dépôts et comptes courants.

Enfin, à la veille d'être amalgamée, la York City couvrirait de ses agences tout le nord de l'Angleterre et son amalgamation était véritablement une bonne affaire pour la London Joint Stock.

Voici comment on fit cette annonce au public :

« *La York City and County Banking Company* »

« J'ai le plaisir de vous informer qu'une entente provisoire a eu lieu entre les directeurs de la York City and County Banking Company, Limited, et les directeurs de la London Joint Stock Bank, Ltd, pour l'amalgamation de ces deux banques à partir du 1^{er} janvier 1909.

« Cet accord repose sur les bases suivantes : trois actions de la London Joint Stock Bank, Limited (15 £ versées) et 5 livres seront données contre dix actions (3 £ versées) de la York City and County Banking Company, Ltd. Les actions de la London Joint Stock Bank sont cotées à environ £ 32 au Stock Exchange de Londres, et le dividende est d'environ 10 0/0 par an. On fera les combinaisons nécessaires pour permettre aux actionnaires qui recevraient des fractions d'actions d'acheter ou de vendre des fractions de telle façon qu'ils puissent augmenter ou réduire leur part, et n'avoir plus que des actions entières. »

« La London Joint Stock Bank, Limited, fut établie en 1836 et occupe une situation de très haut rang. Un bilan de cette banque est inclus, et nous attirons l'attention sur la force de cette banque et sur le caractère et la position de ses directeurs.

« Cinq de nos administrateurs, Messieurs John R. Hill, Joseph Atkinson, William Burnet, James R. Bain, et moi-même feront partie du conseil d'administration de la London Joint Stock Bank, Limited, et avec les autres membres de notre conseil nous formerons aussi pour une période de cinq ans un conseil local qui se réunira à York.

« Notre directeur général, M. J. F. Darling va devenir administrateur délégué de la London Joint Stock Bank, Ltd, et cette banque gardera les services de tous les autres membres et du personnel de notre maison.

« Lorsque l'amalgamation sera achevée, les dépôts et comptes courants des deux banques associées s'élèveront à environ £ 30.000.000.

« Comme nos actionnaires auront des actions dont la portion versée représente £ 1.170.000, il est évident que cette opération n'est pas un achat de notre affaire dans le sens ordinaire du terme, mais bien une amalgamation dans laquelle nous obtenons une large part de l'actif des institutions combinées.

« Jusqu'ici la London Joint Stock Bank, Limited, n'avait pas été représentée dans la province ; d'autre part notre banque, quoiqu'employant à Londres une large somme, dépassant souvent £ 2 000.000, n'avait pas de bureau à Londres. De plus, notre conseil sent que la force de la concurrence et la tendance générale à l'amalgamation qui l'emporte aujourd'hui poussent les affaires de banque en notre pays à former des institutions de plus en plus grandes. C'est pourquoi nous avons saisi l'occasion d'effectuer une union si forte et si bien appropriée pour nous et nous vous recommandons l'amalgamation proposée avec confiance. Non seulement elle est conforme à l'intérêt des actionnaires de la York City and County Banking Com-

pany, Limited, mais elle est aussi à l'avantage des deux banques.

« Une note est incluse pour convoquer les assemblées d'actionnaires nécessaires pour voter une résolution spéciale et donner effet à notre accord provisoire. »

HENRY TENNANT.

Président.

On voit que le prix payé par la London Joint Stock est tout à fait satisfaisant pour les actionnaires de la York City and County. Ils reçoivent en effet £ 1.170.000 de capital versé de la London Joint Stock Bank dont la valeur sur le marché est d'environ £ 2.496.000 ; de plus, on leur paie £ 130.000, en caisse, ce qui fait un prix d'achat d'environ £ 2.626.000 (1).

Tels sont les procédés d'une grande amalgamation ; les résultats en apparaissent dès le bilan de la London Joint Stock Bank, donné au 30 juin 1909, dont les principaux chiffres :

Capital versé £ 2.970.000

Réserves » 1.165.000

Dépôts et comptes courants . . . » 30.219.609

sont en sensible augmentation sur ceux du bilan précédent.

2° Amalgamation de la London and Westminster Bank avec la London and County Banking Company.

Nous venons de voir avec la London Joint Stock et la York City and County un beau cas d'amalgamation ; celui dont nous avons à nous occuper maintenant sort tout à fait de l'ordinaire et marque le plus haut degré des tendances modernes à la concentration.

(1) Ces chiffres sont donnés par le *Bankers Magazine*, février 1909, p. 204.

Quelle que soit l'importance relative des établissements que nous avons vu s'amalgamer jusqu'ici, jamais l'équivalence des deux établissements, la similitude de leurs affaires ne fut telle que pour la London and Westminster et la London and County.

Nous avons eu à nous occuper si souvent de ces deux banques, et surtout de la première, qu'il nous suffira de rappeler en quelques mots leur passé pour préciser les raisons de leur récente union.

La London and Westminster, fondée en 1834, fut la première Joint Stock Bank créée à Londres, ou si l'on préfère, dans ce fameux rayon de 65 milles qui constituait le privilège territorial de la Banque d'Angleterre. Son capital primitif était de £ 10.000 000 divisé en 100.000 actions de £ 100 chacune. Dix mille actions seulement furent souscrites au début, mais grâce à l'active et habile direction de Gilbert, la banque grandit rapidement, mais conservant toujours la totalité de son activité à Londres et surtout dans la cité. C'est ainsi que 36 agences suffisaient à ses affaires.

Son dernier bilan accusait au 30 juin 1909 :

Un capital payé de £ 2.800.000

Des réserves montant à » 1.400.000

Et des dépôts et comptes courants » 26.814.482

La London and County fut fondée deux années seulement après la London and Westminster sous le nom de Surrey, Kent and Sussex Banking Company, dans High street, Southwark (1836). Elle eut à lutter contre l'opposition très vive des banques privées, mais ses directeurs surent parfaitement prouver la supériorité de leur institution, comme on peut s'en rendre compte en lisant l'extrait suivant d'un rapport paru dans les premières années de la

banque et que cite M. Howarth (1) : « — Notre banque offre à chacun l'occasion de devenir son propre banquier. Chacun, comme actionnaire, peut participer au profit de son compte. Si quelqu'un emprunte, comme client, le taux payé pour ce service lui revient en partie comme actionnaire. Cette double qualité en cas de dépôts amène un double bénéfice. Le déposant reçoit d'abord un intérêt sur la somme déposée ; il partage ensuite, comme actionnaire, le bénéfice que fait la banque en employant ses capitaux. En un mot, les particuliers, au lieu de donner le profit de leurs comptes à des banquiers, partagent eux-mêmes ce profit en devenant actionnaires. »

La London and County sut d'ailleurs se servir des procédés des sociétés par actions ; en 1837 elle transféra son siège 71, Lombard street, et dès 1841 elle commença à amalgamer les affaires de banques locales et à ouvrir des agences dans tout le sud-est de l'Angleterre qui est resté, tout en s'élargissant un peu, son centre principal d'action. Elle possédait à la veille de son amalgamation 267 agences. Son capital n'a pas cessé de s'accroître : parti en 1837 de £ 23.720, il atteignait £ 500.000 en 1857 ; en 1883 il arriva à £ 2.000.000, nombre qu'il n'a pas dépassé, tandis que les réserves atteignaient au 30 juin 1909 £ 1.650.000.

Ses dépôts, comptes courants et acceptations passèrent successivement :

de £	84.741	en 1837
à	351.000	» 1839
	3.281.000	» 1852
	12.250.000	» 1864
	21.250.000	» 1872
	30.500.000	» 1884
	45.300.000	» 1903 (2)

(1) Howarth, *op. cit.*, p. 80.

(2) Ces chiffres sont donnés par Howarth, *op. cit.*, p. 83.

et atteignaient plus de 47.600.000 livres au 30 juin 1909.

Ainsi la London and County développa plus particulièrement ses affaires en province, tandis que la London and Westminster avait surtout la clientèle des grosses maisons de la cité ; si bien que, en dépit de leur similitude apparente, ces deux banques en se réunissant se complètent fort heureusement ; et de fait, les deux banques en s'amalgamant n'ont résolu la fermeture que de quatre agences comme formant double emploi savoir :

Agences de la London and County :

Herne Hill ;

Agences de la London and Westminster :

Hammersmith ;

Newington ;

Shoreditch (1).

Voici comment les deux banques annoncèrent leur amalgamation :

« *London and County Banking Company, Limited.*

21, Lombard Street. E. C.

23 juillet 1909.

« Aux actionnaires,

M.

« J'ai le plaisir de vous informer que les conseils de la London and Westminster Bank et de la London and County Bank sont arrivés à un accord provisoire, assujéti à la décision des actionnaires, pour l'amalgamation des deux banques sur les bases suivantes :

« Le nom de la banque ainsi amalgamée sera « London County and Westminster Bank, Limited ».

« Le capital souscrit sera de £ 14.000.000 ; le capital versé

(1) V. *Journal of Institute of bankers*, octobre 1907, p. 518.

de £ 3.500.000, divisé en 700.000 actions de 20 £ chacune, dont 5 seront payées. Chaque présent actionnaire ayant une action de £ 80 (£ 20 versées) de la London and County Bank, recevra quatre nouvelles actions, et chaque présent actionnaire de la London and Westminster ayant une action de £ 100 (£ 20 versées), recevra $2 \frac{1}{7}$ actions de £ 20 (£ 5 payées).

« Vous verrez que cette proportion représente la valeur respective en bourse des actions des deux banques.

« La réserve de l'entreprise amalgamée atteindra la somme de £ 4.250.000, et les dépôts et comptes courants dépasseront 70.000.000.

« Les conseils des deux banques seront unis et les directeurs unis de la London and Westminster Bank s'associeront au directeur du siège principal de la province de la London and County Bank ; ils seront directeurs unis (Joint Managers).

« Vos administrateurs ont donné leur plus grande attention à cette importante affaire ; ils sont en conséquence capables de prévenir les actionnaires de cette banque que l'amalgamation sera dans le meilleur intérêt des deux entreprises ; ils la recommandent avec confiance à leur approbation aux assemblées qui seront convoquées prochainement. »

Yours Faithfully.

GEOFFREY-PAGET.

Secrétaire.

« *London and Westminster Bank, Limited.*

Lothbury, London E.C.

23 juillet 1909.

« Aux actionnaires de la

London and Westminster Bank, Limited.

M. .

« J'ai à vous informer que les conseils de la London and Westminster Bank Limited et de la London and County Banking Company Limited sont arrivés à un accord provisoire, sujet à l'approbation de leurs actionnaires pour l'amalgamation des deux affaires. »

(Suivent les mêmes détails que dans la circulaire précédente)...

« Le conseil considère cette combinaison comme très avantageuse pour les deux banques et la recommande vivement à ses actionnaires. »

Par ordre du conseil,

A.A. KEMPE.

Secrétaire.

Par leur amalgamation, les deux banques forment une vaste institution forte à la fois à Londres et en province, et en même temps la London and Westminster a surmonté un des grands obstacles qui l'empêchaient de s'étendre en province.

Le capital de cette banque avait en effet été poussé à un niveau hors de proportion avec les affaires qu'elle traitait d'où il résultait qu'en cas d'amalgamation, il aurait été extrêmement difficile de garder une bonne proportion entre le capital et les réserves. En même temps, il eût été du plus mauvais effet de liquider la London and Westminster pour absorber une petite banque tandis que l'amalga-

mation avec une banque de même importance a permis de le faire sans déshonneur (1).

On trouva nécessaire en effet de se servir de l'un ou de l'autre des établissements, et l'on choisit pour base de la nouvelle institution la London and County. Cette banque payait en effet des dividendes plus élevés et pouvait, en conséquence acheter avantageusement les actions de la London and Westminster. On réduisit donc nominale-ment le capital de cette dernière de £ 1.300.000, tandis que les réserves des deux banques réunies donnent £ 4.250.000 comparées à un capital versé de £ 3.500.000 seulement.

Par contre, on choisit pour siège principal de la London County and Westminster, l'ancien siège de la London and Westminster dont la situation, juste derrière la Banque d'Angleterre, est l'une des plus belles de la Cité.

C'est ainsi qu'en Angleterre, les grandes institutions n'hésitent pas pour se compléter à combiner leurs affaires et de fait, la London County and Westminster Bank est appelée à tenir le second rang en ce pays, avec des ressources montant à £ 7.750.000 contre £ 7.171.600 à la Lloyds et avec £ 70.000.000 de dépôts contre £ 75.500 000 à la Lloyds.

(1) *Bankers Magazine*, septembre 1909, p. 349.

CONCLUSION

CONCLUSION

Nous n'avons eu, dès le début de cette thèse que l'intention d'apporter la contribution de notre travail à l'étude générale de la loi de concentration. Nous avons choisi un pays déterminé, et dans ce pays une branche spéciale de commerce, la banque ; et dans la banque, les banques de dépôt seules ; choix que nous avons d'ailleurs assez longuement justifié pour qu'on ne puisse le taxer d'arbitraires. Notre but sera donc atteint si au moyen des statistiques que nous avons apportées à l'appui de nos affirmations, on peut se faire une idée nette du degré avancé de concentration qu'a déjà atteint la banque anglaise.

Tandis qu'en d'autres pays, la concentration se fait souvent sous des formes mixtes, unions, trusts, système des commandites, moyens toujours plus ou moins précaires, elle se fait en Angleterre (au moins en ce qui concerne la banque), franchement et définitivement. Nous avons vu en 1908 se dissoudre la fameuse union, qui, sous forme de communauté d'intérêt contractuelle entre la Dresdner Bank et l'A. Schaaffhausenscher Bankverein, avait porté ces deux banques à la première place parmi les banques du monde entier, à ne considérer du moins que leur capital uni qui représentait 320.000.000 de marks (£ 15.676.000). (Comparer avec la Banque d'Angleterre qui vient après avec £ 14.553.000). Mais l'union n'était pas solide, la concentration ne fut que temporaire. Il est juste de dire d'ailleurs que la concentration s'est souvent produite de façon plus solide que cela en Allemagne.

En Angleterre où la concentration se fait par amalgamation, les résultats acquis le sont définitivement. Lorsque deux établissements s'amalgament, ils ne conservent pas deux directions ; bien au contraire dès les pourparlers d'amalgamation on s'entend si les établissements sont de même importance afin de réunir les principaux directeurs des deux banques ; si l'un des établissements est plus petit, selon les cas ou bien on appellera son directeur à la direction générale, ou bien on lui laissera la gestion des affaires locales, mais dans ce dernier cas il est parfaitement subordonné à la direction centrale.

C'est ce qui nous fait dire que l'amalgamation est le moyen le plus définitif et le plus parfait de concentration ; tandis que les trusts, les cartells, les unions en général présentent bien plutôt un caractère anormal et accidentel.

Quelles sont maintenant les conséquences de la concentration en Angleterre, vers quel but ce mouvement de concentration tend-il ?

Les conséquences sont variées, tantôt directes, tantôt indirectes.

Une conséquence indirecte, que nous avons signalée au passage, c'est la disparition du privilège d'émission que de nombreux banquiers avaient encore en province au commencement du *xix*^e siècle et jusqu'avant l'Act de 1844. De nombreuses banques ont en effet renoncé à leur émission pour avoir un siège à Londres, de nombreuses autres ont été absorbées par des banques de Londres et leur pouvoir d'émission disparut en conséquence. Ainsi l'amalgamation, grâce à l'Act de Sir Robert Peel est elle-même un moyen de concentrer l'émission entre les mains de la Banque d'Angleterre.

Une des conséquences directes les plus apparentes de la

concentration est la disparition quasi-radicalé des banquiers privés dans la branche spéciale des banques de dépôt ; les banquiers privés étaient seuls admis au Clearing house jusqu'en 1854 ; aujourd'hui il n'y a plus qu'une banque privée à ce même Clearing house de Londres : MM. Robarts, Lubbock and C^o. M. Fraser Drummond a remarqué d'ailleurs que sur 244 banques absorbées en l'espace de 30 ans, une moitié se compose de banquiers privés, l'autre de banques locales montées en sociétés par actions. La disparition des banques locales est en effet une conséquence directe également de la concentration. Nous avons vu des banques, même importantes, ayant jusqu'à cent succursales et plus, mais purement provinciales trouver avantage à se laisser absorber par des grandes banques. Il suffit de rappeler à titre d'exemple la York City and County, la North and South Wales, etc., dont les directeurs ont vivement conseillé à leurs actionnaires l'amalgamation avec des banques londoniennes.

On trouve encore aujourd'hui des écrivains compatissants pour jeter une fleur sur la tombe des banquiers privés (1). M. Sykes ne dit-il pas : « Pour quelques raisons, nous ne pouvons que déplorer la disparition progressive des banquiers privés en faveur du directeur d'agence (bank manager). Et d'abord nous sommes en danger de perdre un type d'homme vraiment intéressant, essentiellement britannique et dont nous avons maintes raisons d'être fiers » (2). Une autre raison que donne aussi M. Sykes et qui sans doute est plus forte, c'est que lorsque l'on con-

(1) Nous parlons exclusivement de l'Angleterre ; les banques privées en France différant considérablement des banques de dépôt anglaises.

(2) Sykes, *op. cit.*, II, p. 443.

cluait autrefois une affaire avec un banquier on avait aussitôt une réponse affirmative ou négative, tandis qu'aujourd'hui toute espèce de décision émane du jugement froid et antipathique d'un conseil d'administrateurs avec lequel on ne traite jamais directement.

Quant à la banque locale formée en société par actions il semble bien qu'elle soit sur toute la ligne en infériorité, comparée aux grands établissements dont les succursales sont ouvertes partout et dont la variété même de champ d'action assure la stabilité des affaires.

D'ailleurs les affaires que traitent les banques de dépôt anglaises paraissent bien être le type des affaires par excellence des grandes sociétés par actions. Il suffit de jeter un coup d'œil sur l'activité de ces grandes sociétés pour se rendre compte que leur direction ne demande pas des hommes de génie, mais seulement des hommes prudents. L'affaire la plus difficile pour tout banquier est d'employer son argent avec le moins de risque possible, au taux le plus avantageux : que font les banques anglaises ? elles escomptent en petite quantité le papier de leurs clients ; elles n'escomptent d'autre papier qu'avec la garantie du bill-broker qui le leur endosse ; elles prêtent au stock broker contre la garantie de titres, et toujours avec une marge suffisante pour que les cours de ces titres puissent baisser sans inconvénient pour elles, enfin, et c'est ce dont elles ont le plus souffert dans ces dernières années, elles ont en portefeuille des Consolidés et toutes espèces de fonds publics ou municipaux garantis par le Gouvernement.

Cet emploi de leur actif donne aux banques anglaises la plus parfaite sécurité et surtout n'impose pas à leurs directeurs de tâche bien difficile. Aussi les directeurs actifs

des grandes banques par actions ont-ils tourné leurs yeux d'un autre côté. Il n'a pas suffi pour eux de faire vivre la banque à la tête de laquelle ils étaient ; ils ont voulu la développer ; deux moyens se trouvaient à leur disposition : la création d'agences et l'amalgamation, ce dernier terme représentant en la plupart des cas l'acquisition d'agences toutes formées.

Le terrain de l'amalgamation est très délicat, car avant d'absorber une banque il faut se rendre compte de l'état de ses affaires, de l'apport que son acquisition pourra procurer et se trouver en état de l'acheter dans de bonnes conditions.

Quelques hommes ont su passer maîtres en l'art de l'amalgamation et les banques qu'ils ont dirigées sont à la tête des banques anglaises.

Sans doute de grands établissements sur le continent peuvent vivre en accomplissant quotidiennement des affaires plus risquées que les banques anglaises. Les banques allemandes, qui prennent une part si active au développement de l'industrie et du commerce de leur pays en sont la preuve ; mais aussi leur sécurité est-elle loin d'être aussi grande que celle des banques anglaises en dépit de leurs ressources beaucoup plus considérables comparées à leurs dépôts. La Deutsche Bank et la Disconto Gesellschaft ont en effet respectivement £ 10 millions et £ 8 millions et demi de capital pour 63 millions et 22 millions et demi de livres de dépôts, alors que la Lloyds, dont le capital de £ 4.171.600 est le plus important des banques anglaises, a plus de 75 millions et demi de livres de dépôt.

Nous avons signalé d'ailleurs que le capital (capital et réserves) des banques anglaises avait augmenté relativement peu dans ces dernières années, que dans quelques

années mêmes (1904, 1905, 1907, 1908), il avait légèrement déchu. Comme d'autre part les dépôts et comptes courants ont augmenté pendant ces mêmes années dans de larges proportions, il se trouve que le nombre qui représente la proportion du capital et des réserves au passif des banques ne cesse de décroître.

Cette proportion qui était de 15 0/0 en 1897 n'est plus aujourd'hui que de 13 0/0, en 1908 (1).

On est loin de la vieille règle admise au temps de Gilbert d'après laquelle le passif d'une banque ne devrait pas être plus de trois fois plus grand que ses ressources. Il n'est pas moins de sept fois plus grand à l'heure actuelle en moyenne, et il est dix ou onze fois plus grand dans quelques-unes des principales banques de dépôt. La proportion des ressources aux dépôts et comptes courants étant les suivantes pour :

L'Union of London and Smiths Bank, Ltd	13 0/0
La London City and Midland Bank, Ltd.	11 0/0
La Parr's Bank, Ltd	11 0/0
Barclay and Company, Ltd	10 0/0
Lloyds Bank, Ltd	10 0/0
National Provincial bank of England	9 0/0
London and County banking Co	8 0/0

(Ce sont les proportions de 1908, *Bankers Magazine*, juin 1909, p. 856.)

Cette dégression du capital, ou tout au moins ce ralentissement dans la progression du capital, cette augmentation des dépôts sont dues l'une et l'autre aux amalgamations, si l'on veut, à la concentration ; les proportions que nous venons de voir en sont l'effet immédiat.

(1) V. *Bankers Magazine*, juin 1909, p. 847.

Ce n'est pas la place, il ne rentre pas non plus dans notre sujet, de discuter à fond la solidité relative des banques anglaises par rapport à celles du continent, mais puisque nous venons de signaler une conséquence de la concentration qui ne semble pas à leur avantage, nous devons signaler quelques traits caractéristiques des grandes institutions de dépôt anglaises et qui leur sont très favorables.

En effet, le déposant a comme garantie, en dehors du capital versé (*paid up*) et des réserves (*reserve fund*) le capital *callable* et *reserved*. Le capital réservé, qui peut toujours être appelé, excepté au cas de liquidation de la banque, forme la partie la plus importante du capital souscrit et forme une part importante des garanties des déposants.

Or tandis que dans les établissements continentaux le capital nominal et le capital versé ne forment le plus souvent qu'un même nombre (*Crédit lyonnais*, *Comptoir*, *Deutsche Bank*, etc.), le capital souscrit des grandes banques anglaises atteint par rapport au capital versé des proportions considérables. Les quelques chiffres suivants en donnent une idée :

Banques	Capital nominal £	Capital réel £
Lloyds	26.072.500	4.171.600
Union of London and Smiths. . .	22.934.100	3.754.785
London City and Midland	18.635.680	2.970.000
London County and Westminster.	14.000.000	3.500.000

Telles sont les diverses conséquences de la concentration que nous avons pu relever au cours de notre étude. On a pu se rendre compte que le mouvement de concentration dans la banque anglaise, quoique déjà ancien, est essentiellement vivant et que l'année 1909 elle-même a

apporté les exemples les plus saisissants et les plus importants d'amalgamation. Le nombre des banques de dépôt anglaises diminue d'année en année et l'on ne conçoit pas de raison pour que ce mouvement s'arrête d'ici longtemps. Les Anglais ont devant eux l'exemple de l'Ecosse dont les banques, grâce à une législation plus libérale, se sont organisées beaucoup plus tôt, et où à l'heure actuelle toutes les affaires sont concentrées entre neuf établissements.

Cette concentration néanmoins ne menace pas de se transformer en un monopole de fait.

On sait qu'en Angleterre les unions susceptibles d'empêcher la liberté du commerce (*in restraint of trade*) tombent sous le coup de la loi. Mais les grandes banques jusqu'ici ont toujours agi sur le terrain de la concurrence et de la liberté, et quelle que soit l'importance de leurs affaires, et la façon dont elles pourraient commander le marché, on ne trouve pas jusqu'ici qu'elles aient cherché à sortir de ce terrain.

On ne voit pas d'ailleurs pourquoi elles tenteraient de le faire dans l'état actuel des choses. Elles sont en effet peu en concurrence avec les établissements continentaux, elles sont donc assez libres de faire ce qu'il leur plaît sur leur propre marché. Et la preuve en est, que contrairement à ce que font les établissements continentaux, elles ne servent pas encore d'intérêts aux dépôts à vue.

D'ailleurs les dividendes qu'elles servent variant le plus souvent entre 10 et 20 o/o, sont une preuve suffisante de leur prospérité, et c'est pour elles, semble-t-il, l'une des meilleures raisons pour ne pas changer leurs traditions de concurrence et de liberté.

Il faut donc écarter, pour le présent du moins, toute idée

de tendance au monopole (1), et lorsque le professeur Macrosty disait que « les monopoles ont toujours répugné à la loi anglaise et que les contrats qui restreignent la concurrence ont toujours été regardés avec la même hostilité » (2), il exprimait une pensée qui est encore parfaitement vraie aujourd'hui et parfaitement applicable aux établissements qui nous ont occupé.

Si le monopole n'est pas la fin vers laquelle tend le mouvement actuel de concentration, on peut alors imaginer une limite à cette concentration. Nous avons vu de grandes banques en absorber de petites, et même de grandes banques s'amalgamer mutuellement ; mais toujours, nous l'avons montré dans notre étude analytique, les grands établissements se sont unis pour se compléter et même dans le cas de la London and Westminster et de la London and County les affaires de ces deux banques étaient suffisamment différentes pour que, sauf en de très rares points on ait eu à supprimer des agences.

Au contraire on ne concevrait pas, ou l'on concevrait plus difficilement que deux banques, qui ont développé leurs affaires sur le même terrain, qui ont établi des succursales concurrentes dans les mêmes villes, aient avantage à s'amalgamer, qu'il vienne même à l'idée de leurs directeurs de le faire. Sans doute l'établissement qui résulterait ainsi de la synthèse des deux autres jouirait de la clientèle de chacun d'eux et pourrait faire les affaires à meilleur compte en supprimant sinon des frais de personnel, au moins les charges d'un grand nombre d'agences (car il est facile à une agence de quartier de faire deux

(1) Ces idées coïncident avec celles que M. Steele exprimait déjà en 1900. V. *Present day banking*, p. 26.

(2) Macrosty, *The Trust Movement in British industry*, 1907, p. 18.

fois plus d'affaires sans avoir un local beaucoup plus grand). Mais le jour où des banques de même nature, auparavant en concurrence sur le même terrain, s'uniront de la sorte, on sera en présence évidemment d'une tendance au monopole, tendance que nous n'avons pas été à même de constater jusqu'ici dans les banques de dépôt anglaises quel que soit le degré avancé de leur concentration.

Vu :

Le Président de la thèse,
M. TRUCHY.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE,	IX
I. — Ouvrages	IX
II. — Revues et périodiques	XI
INTRODUCTION	3
Le mouvement de concentration	3
Limitation du sujet	4
Exclusion des banques d'émission.	4
La concentration dans les banques françaises.	5
» » allemandes	8
L'état de la banque en Amérique.	10
Etude proposée de la concentration dans les banques de dépôt anglaises, -- non comprises les banques écossaises et irlan- daises.	11

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE SYNTHÉTIQUE

CHAPITRE PREMIER. — Le marché financier anglais . .	13
Application dans les banques anglaises du principe de la division du travail.	15
I. — Banques de dépôt	17
Définition du mot « bank »	17
Le développement des banques de dépôt.	18
A. Private bankers.	19
Leur origine, leur rôle, leur disparition progressive . .	20
B. Joint Stock banks.	23
Banques purement londoniennes	24
Banques purement provinciales	24
Banques londoniennes avec filiales en province	25
Leur activité. Les dépôts	26
Etude de leur bilan	26

II. — Savings banks	30
Leur rôle de caisse d'épargne	30
Les Post Office savings bank et les Trusee savings banks.	31
Leur progrès au cours du XIX ^e siècle.	33
Les Investment departements et l'Act de 1904.	34
Tendance à la concentration	34
III. — Foreign and colonial banks, merchant bankers.	35
Leur rôle, banques d'affaires.	36
Leur champ d'action en dehors de l'Angleterre	37
IV. — Intermédiaires du crédit.	41
« Demi-banquiers », selon le mot de Marx	42
1 ^o Les bill-brokers ou courtiers en lettres de change.	42
2 ^o Les stock brokers et jobbers.	44
Le rôle de ces intermédiaires vis-à-vis les banques de dépôt	46
CONCLUSIONS DU CHAPITRE.	46
Une étude utile de la concentration dans les ban- ques anglaises ne peut être faite qu'au moyen des ban- ques de dépôt.	47
 CHAPITRE II. — Le développement des banques par actions. — Leur concentration.	48
Le développement des sociétés par actions, pivot du mouvement de concentration.	48
I. — Histoire des banques par actions.	48
Restrictions apportées par la charte de la Banque d'An- gleterre.	48
L'Act de 1826 permet l'établissement de Joint stock banks en province.	49
L'établissement des Joint stock banks à Londres sous forme d'associations de droit commun, 1834.	51
Leur lutte avec la Banque d'Angleterre.	52
II. — Le développement des Joint stock banks et le mouve- ment de concentration depuis 1875	56
Réduction considérable du nombre des Joint stock banks, coïncidant avec un développement général des succursales. (§ 1), du capital et des réserves (§ 2), des banques et de leurs dépôts (§ 3).	60, 66 et 75

CHAPITRE III. — Les causes de la concentration. 78

A. — Causes générales.	79
Causes économiques et causes techniques.	79
Avantages et inconvénients respectifs de la grande banque et de la petite banque ou banque locale.	81
B. — Causes particulières à l'Angleterre.	85
L'une de ces causes est-elle l'extrême division du travail (spécialisation) qui caractérise les banques anglaises.	
L'influence d'un genre d'affaire simple et routinier sur le développement des grandes sociétés	87
Causes diverses : L'attraction londonienne.	88
L'avantage d'un double champ d'action à Londres et en province pour obtenir des placements favorables.	89
L'émulation de la concurrence	90

CHAPITRE IV. — Les moyens techniques de la concentration. 92

L'amalgamation.	92
Son avantage sur la création de succursales.	94
Origines de l'amalgamation.	96
Les types d'amalgamation	97
1 ^o Entre une grande société et une petite banque provinciale.	98
2 ^o Entre les grandes sociétés de province et une banque du Clearing house de Londres	100
3 ^o Entre grandes sociétés d'importance équivalente	101

ANNEXES À LA PREMIÈRE PARTIE.

I. — Conceroant le régime actuel des banques par actions	107
II. — Le Clearing house de Londres en 1854 et 1909.	108
III. — Banquiers privés et Joint stock banks qui émettent encore des billets de banque en province.	110
III. — Tableaux des amalgamations de 1878 à 1909	112

DEUXIÈME PARTIE**ÉTUDE ANALYTIQUE**

Les progrès des grandes banques qui ont le plus pratiqué l'amalgamation	129
---	-----

CHAPITRE PREMIER. — Lloyds bank Ltd	131
CHAPITRE II. — The London City and Midland Bank. .	139
CHAPITRE III. — Barclay and C ^o , Ltd	147
CHAPITRE IV. — The Union of London and Smiths Bank, Limited	153
CHAPITRE V. — Parr's Bank	157
CHAPITRE VI. — Les deux grandes amalgamations de 1909.	160
1 ^o London Joint Stock bank et Yorkerby Band County Com- king Company.	160
2 ^o London and Westminster Bank et London and County banking Company.	168
CONCLUSION	177
La concentration se fait en Angleterre sous une forme parfaite et définitive. L'amalgamation	177
Conséquences de l'amalgamation	178
Conséquences indirectes. Disparition des banques d'é- mission provinciales.	178
Conséquences directes. Disparition des banquiers pri- vés, disparition des banques locales	179
Diminution des ressources des banques par rapport à leurs dépôts	181
L'orientation de la concentration.	184
Pas de tendance au monopole	185

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)